

# CORRESPONDANCE

LA VÉRITÉ

# INTERNATIONALE

N° 5/6

Revue mensuelle  
Première année  
Février-mars 1981  
Prix : 10 francs



Pologne

## « Une révolution commence »

Le 9 février dernier, le Premier ministre polonais Pinkowski était renvoyé, et le général Jaruzelski s'installait à sa place. Ce changement de cabinet ne fait que refléter la crise croissante de la domination de la bureaucratie. Tout au long du mois de janvier, les travailleurs se sont en effet battus pour le respect des accords signés et leur droit à s'organiser librement à la ville et à la campagne. Au cours même de ce mouvement, les organes de double pouvoir déjà apparus se sont fortement développés tandis que les ouvriers posent les jalons de la création de leur propre parti indépendant de la bureaucratie. Comme le disent les travailleurs polonais, « c'est une révolution qui commence » et ce parti en prendra la tête (voir nos informations pages 2 à 7).

Salvador

## Pourquoi l'« offensive finale » a-t-elle échoué ?



L'offensive généralisée, « finale », annoncée par le Front Farabundo Marti de libération nationale s'est terminée. Quel est donc le bilan de l'intense activité politique et militaire qui a eu lieu ces dernières semaines ? Les forces qui affrontent la junte militaire démocrate-chrétienne ont-elles avancé ou au contraire enregistré un échec ? Pourquoi la junte continue-t-elle d'être au pouvoir ? (voir page 21)

### Le président du FDR, Guillermo Ungo, déclare à « Correspondance internationale »

Guillermo Ungo est un important représentant de l'Internationale social-démocrate et c'est comme tel qu'il a été membre de la première junte de gouvernement qui s'est substituée au dictateur Romero.

Le 2 janvier 1980, son courant a été, en même temps que le Parti communiste et l'Eglise, exclu du pouvoir. Ungo est passé à l'opposition et il préside maintenant le Front démocratique révolutionnaire.

De passage à Bogota, Ungo a exposé — dans une interview exclusive pour *Correspondance internationale* — les raisons qui conduisent le FDR à rechercher un dialogue avec les Etats-Unis, le type de gouvernement qu'il veut pour le Salvador et la situation du mouvement de solidarité (voir page 23).

La France  
avant  
les élections  
présidentielles

## Qu'y a-t-il derrière les candidats ?

Chirac, Debré, Garaud pour les différentes fractions du gaullisme ; Mitterrand et Marchais pour les grands partis ouvriers ; tels sont les noms de ceux qui se présentent contre Giscard d'Estaing au premier tour des élections, le 26 avril. A la date décisive du 10 mai, ne resteront probablement en lice que Giscard et Mitterrand.

Derrière cette prolifération de candidats, se cache la crise de l'impérialisme français sur tous les terrains. Comme le reconnaissent les principaux politiciens français, en faisant référence à la proximité d'une grande crise sociale et d'un nouveau « mai 68 ».

Que proposent — et que reflètent — les différents candidats ? Quels sont leurs choix face au mouvement ouvrier français ? (voir en pages centrales).

Mission  
impossible

## L'offensive réactionnaire de Reagan

Ronald Reagan assume à la présidence des Etats-Unis une tâche qui lui a été clairement définie : mettre fin aux hésitations qui caractérisaient la politique de l'impérialisme depuis sa défaite au Vietnam, écraser la montée des masses qui met en péril l'ordre impérialiste et, sur le plan intérieur, relever une économie au bord de la catastrophe. Mais une mission claire ne veut pas dire une mission facile. L'impérialisme s'affronte à une offensive générale du mouvement des masses, du Moyen-Orient à l'Amérique centrale en passant par la Pologne. En même temps, il doit compter avec une inflation à chaque fois plus élevée, un chômage grandissant et un mécontentement populaire qui commence à s'exprimer. Lire nos analyses en pages 8 et 9.



## POLOGNE

## « Une révolution commence »

Par Philippe Olrik

Le 9 février dernier, le premier ministre polonais, Jozef Pinkowski, présentait sa démission au comité central du parti polonais de la bureaucratie, le POUP, et son remplaçant, le général Wociej Jaruzelski, était investi dans ses nouvelles fonctions le mercredi 11. Il n'y a pas eu de version officielle de l'événement parce que la bureaucratie répugne à confesser ses échecs. Ce changement ministériel ne fait en effet que consacrer la sévère défaite enregistrée dans les semaines précédentes par le « *renouveau* », cette politique de concessions mesurées et de temps gagné par laquelle le POUP espérait se mettre peu à peu en position d'infliger une défaite décisive aux masses polonaises.

Ainsi, loin de se résorber, le processus de révolution politique s'est approfondi tout au long de ces dernières semaines. Organisant eux-mêmes leur temps de travail, les ouvriers ont décidé de rester chez eux les samedis que le gouvernement, contrairement à ses promesses, n'avait pas voulu déclarer chômés. Au même moment, les paysans luttent pour la légalisation des syndicats dont à leur tour ils se sont dotés.

S'engouffrant donc dans la brèche ouverte par la grève d'août, et la constitution de *Solidarité*, c'est l'ensemble des travailleurs polonais qui sont maintenant organisés indépendamment d'un régime qu'ils ressentent comme un corps étranger. Et non contents d'avoir suivi l'exemple des ouvriers en créant leurs propres organisations, les paysans sont en train de se ranger derrière eux. Plus que jamais, les choses sont donc claires en Pologne. D'un côté, la bureaucratie, son armée et sa police ; de l'autre, le peuple polonais, la société tout entière dressée contre le pouvoir.

Obligée de céder aux revendications ouvrières par la grande grève d'août 1980, la bureaucratie polonaise a ensuite systématiquement tenté de revenir sur les accords qu'elle avait signés. Mis à part la reconnaissance de *Solidarité* qu'il a seulement réussi à retarder, le POUP a laissé toutes les autres questions en suspens, espérant pouvoir ne jamais tenir ses promesses. Une nouvelle preuve vient d'en être donnée dans la question des « samedis libres ».

Selon les accords, à partir de l'année 1981, les Polonais ne devaient plus travailler que quarante heures par semaine et les samedis seraient donc chômés. Le 19 décembre, le président de la commission du Plan, Henrik Kiesel, et le ministre des Finances, Krzak, déclaraient devant la Diète (le parlement polonais) qu'une telle mesure était irréalisable. Pour eux, il n'était pas question d'accorder plus d'un samedi libre sur deux.

## Un « double pouvoir »

La réaction des travailleurs a été immédiate. Aux arguments économiques selon lesquels la crise polonaise interdisait de réduire le temps de travail, ils ont répondu en mettant directement en cause la gestion bureaucratique, avec sa cohorte de gâchis et de mensonges. Que les matériaux arrivent à temps, ont-ils dit, que les transports soient capables d'acheminer selon un tonnage suffisant les marchandises, que les ouvriers ne passent pas la moitié de leur journée à attendre tout ce dont ils ont besoin pour se mettre au travail et soient ainsi obligés de faire des heures supplémentaires pour rattraper le temps perdu.

De même, dans une interview publiée par l'hebdomadaire du POUP, *Polityka*, le syndicat *Solidarité* des mineurs de Silésie répondait à une question des journalistes sur la chute des quantités de charbon extraites depuis août 1980 : « Ce n'est pas le charbon réellement extrait qui a diminué, cela n'a pratiquement pas changé. Par contre, les quantités portées sur le papier, elles, ont baissé. »

Mais les ouvriers polonais ont été plus loin encore. Après une discussion animée, la commission nationale de *Solidarité* décidait le 7 janvier que, tant que « le gouvernement n'aura pas fait de nouvelles propositions explicites », elle

proclamerait la semaine de cinq jours, sans modification de la durée hebdomadaire du travail ni réduction de salaire.

Dans de telles conditions, on comprend que le 15 le chef du Parti, Kania, ait, une nouvelle fois, averti que la bureaucratie ne tolérerait pas un « double pouvoir ». A travers cette décision des travailleurs d'ignorer les ordres gouvernementaux et de décider eux-mêmes de leur emploi du temps, le pouvoir ouvrier apparu en Pologne face à celui du POUP se renforçait en effet considérablement.

## Walesa en difficulté

Le voyage que Lech Walesa a effectué à Rome milieu janvier devait constituer l'apothéose de sa politique à la fois de freinage des luttes ouvrières et de leur utilisation au service de l'Eglise. Pourtant, ce séjour en Italie s'est soldé par un demi-échec.

Modérant ses déclarations d'allégeance à la hiérarchie catholique, le principal leader de *Solidarité* a déclaré : « Nous n'allons pas organiser des mes-

## Un mouvement sans précédent

Le gouvernement polonais avait décidé que les samedis 10 et 24 janvier seraient travaillés. Le 7, *Solidarité* déclarait qu'il soutenait les travailleurs qui décideraient de rester chez eux puis, la lutte s'étant considérablement durcie, il a appelé tous les Polonais à rester chez eux le 24.

Ce jour-là, la Pologne a connu la plus grande grève de tout l'après-guerre, plus importante encore que celle d'août dernier. Selon les chiffres fournis par le gouvernement et dont on imagine sans peine dans quel sens ils peuvent être truqués, le 24 janvier, ce seraient 47 % des ouvriers d'industrie et entre 75 et 95 % de ceux qu'emploient de grandes entreprises qui n'auraient pas travaillé.

Un autre indice encore de l'extraordinaire combativité des masses polonaises a été donné par les innombrables « grèves d'avertissement » qui ont eu lieu en semaine. Le jeudi 22, c'était Gdansk et plusieurs autres villes de province qui débrayaient. Le vendredi 23, la capitale, Varsovie, était pour la deuxième fois dans la semaine paralysée par une grève



Les ouvriers de Varsovie : « Le gouvernement ne respecte pas les accords signés... »

ses dans notre syndicat, ni même des prières. » (Le Monde du 17 janvier 1981.) De même, lors d'une interview à la télévision française, il a dû préciser que *Solidarité* « n'est pas un syndicat confessionnel », et a soigneusement refusé de répondre qu'il conseillait de mettre un frein aux revendications quand celles-ci « poseraient trop de problèmes au pouvoir » (Informations ouvrières du 24 janvier 1981).

A l'origine de cette prudence toute nouvelle, les critiques à chaque fois plus dures formulées par les travailleurs polonais contre lui. Le Figaro du 20 janvier écrivait par exemple : « De nouvelles attaques ont eu lieu dans *Solidarité* contre M. Walesa : on lui reproche de jouer au chef d'Etat et même d'avoir cru bon de se faire accompagner par son épouse (...). On lui reproche d'être trop modéré et trop proche de l'Eglise. »

Dans une position aussi délicate, Walesa ne pouvait se payer le luxe de se maintenir en dehors de la lutte pour les samedis libres comme il avait tout d'abord commencé à le faire. Bien qu'opposé à la grève, il a « pris le train en marche » pour se porter lui-même à l'avant-garde de cette bataille.

des transports, son principal quotidien, *Zycie Warszawie*, ne paraissait pas et cinquante-trois grandes entreprises avaient cessé le travail. Plus encore que ce qui avait été prévu la veille par les organisateurs de la grève.

De même, retrouvant une dynamique qui avait déjà été celle des batailles pour la légalisation de *Solidarité* et la libération de Jan Narozniak (voir *Correspondance internationale* n° 4), la lutte devenait à chaque fois plus évidemment politique. Ainsi, dans la nuit du 21 au 22, les délégués des usines de Varsovie qui devaient faire grève le 23 déclaraient : « Nous considérons que le gouvernement polonais ne respecte pas les accords signés (...). Nous demandons l'accès aux mass-medias ; la libération des prisonniers d'opinion ; la reconnaissance du droit d'association aux syndicats paysans ; la limitation de l'arbitraire et de la censure ; la présentation à la Diète du projet de loi syndicale ; la garantie par la loi des samedis libres et la suppression des sanctions prises contre ceux qui ne se sont pas rendus au tra-

vail le samedi 10 janvier. » (Le Monde des 25/26 janvier 1981.)

## Une avant-garde

Face à un tel mouvement, la bureaucratie n'est bien évidemment pas restée impassible. Elle a multiplié ses attaques contre les ouvriers polonais et leurs organisations et c'est de Moscou que sont parties les dénonciations les plus dures, avec pour principale cible les dirigeants du vieux Comité de défense des ouvriers (KOR) (1). Les *Izvestia* du 9 janvier s'en prenaient aux « éléments anti-socialistes », au nombre desquels ils citaient Jacek Kuron et Adam Michnik. La *Literaturnaya Gazeta* du 21 janvier récidivait en affirmant que Kuron « cherche à faire passer ses conceptions anti-socialistes parmi les travailleurs » tandis que Michnik travaillerait à miner le régime par une « infiltration graduelle dans le système aux seules fins de le miner de l'intérieur ».

Venant après les attaques menées contre eux par l'Eglise milieu décembre, de telles déclarations peuvent surprendre. Ni Kuron ni Michnik ne participent à la direction de *Solidarité*, le premier étant tout au plus membre de la « commission d'experts » qui conseille la section de Gdansk, et l'on ne voit pas très bien quelle responsabilité directe ils pourraient avoir dans la lutte pour les samedis libres.

Pourtant, quelles que puissent être leurs positions actuelles, les membres de la direction du KOR inquiètent la bureaucratie par l'indépendance de leur politique, de leurs décisions. A la différence d'un Walesa dont les liens avec la hiérarchie catholique sont notoires. Mais c'est surtout à l'ensemble des militants formés par le KOR que ces coups étaient portés. Ceux-ci constituent maintenant la plupart des cadres du mouvement ouvrier polonais et si, depuis que s'est constitué *Solidarité*, le KOR a mis ses activités au sommeil, c'est eux que l'on retrouve à la tête des luttes les plus résolues. A commencer par celles des ouvriers de Gdansk, dont le syndicat est dirigé par bon nombre de ceux qui avaient constitué en 1978 le premier syndicat libre des travailleurs de la côte balte.

## Les négociations

L'ampleur du mouvement de lutte pour les samedis libres a été telle que,

finalement, le gouvernement a bien dû négocier. Toutefois, Lech Walesa s'est d'abord porté en première ligne afin de freiner les travailleurs. Le mercredi 28, celui-ci déclarait : « Nous avons besoin d'unité nationale. Pour ce faire, nous (gouvernement et ouvriers) devons faire cause commune. Nous devons donc nous unir dans l'intérêt du pays. Nous (ouvriers) tendons donc la main au gouvernement. » (Le Monde du 30 janvier 1981.)

Traduisant cette politique en action, la direction nationale de *Solidarité* adoptait une résolution qui appelait « toutes les sections régionales (à) s'abs tenir à partir de ce jour, et jusqu'à nouvel ordre, de toute action de grève » (Le Monde du 30 janvier 1981). En même temps, une grève générale d'une heure était convoquée pour le 3 février et, au cas où celle-ci serait sans effet, une grève illimitée devait commencer le 18.

Walesa et le gouvernement tentaient ainsi de se ménager un répit de trois semaines pour mener les négociations et surtout de les soustraire à la pression directe des ouvriers en grève. Comme dans les autres luttes menées depuis août, l'une de leurs principales préoccupations était en effet de ne pas recommencer l'expérience des négociations de Gdansk et de voir les travailleurs intervenir directement dans la discussion et forcer le gouvernement à aller plus loin qu'il ne l'aurait voulu.

Le samedi 31, un accord intervenait entre les deux délégations dirigées l'une par Pinkowski et l'autre par Walesa. Ce ne sont ni les quatre samedis libres que les travailleurs demandaient ni deux seulement comme le voulait tout d'abord le gouvernement, mais trois qui sont accordés. De plus, *Solidarité* reçoit l'autorisation de publier un hebdomadaire national à 800 000 exemplaires et huit périodiques régionaux.

## Un « processus moléculaire »

Ayant incontestablement abordé ces discussions en position de force, les travailleurs polonais étaient donc frustrés d'une partie de leur victoire. La commission nationale de *Solidarité* elle-même devait le reconnaître puisqu'elle adoptait une résolution disant : cet accord est « loin de répondre aux attentes de la société, mais nous l'acceptons ».



comme une première étape de la lutte pour la satisfaction de nos revendications » (*Le Monde* du 3 février 1981).

Mais si la direction syndicale acceptait à contre-cœur l'accord passé par Walesa, les travailleurs, eux, le repoussaient franchement. Déjà l'appel lancé le 28 janvier n'était pas parvenu à faire cesser la plupart des grèves et des occupations qui se répandaient comme une traînée de poudre à travers toute la Pologne. A Bielsko Biala, où les ouvriers étaient en lutte pour arracher la révocation de plus d'une vingtaine de directeurs d'entreprise et de fonctionnaires du parti et de l'Etat corrompus, ils ont traité de « briseurs de grève » ceux de l'usine Fiat qui avaient repris le travail pour suivre les consignes données par Walesa. Apprenant les termes de l'accord, nombreux étaient ceux qui disaient : « Walesa a vendu les revendications », « On ne peut pas laisser les paysans (dont l'accord ne disait pas mot). Nous devons les soutenir. »

Attaquant directement les avantages que s'octroie la bureaucratie ou qu'elle réserve à ses serviteurs zélés, les travailleurs de Jelenia Gora faisaient grève pour qu'un hôpital réservé aux membres de la milice (police) soit ouvert à tous. Mais c'est le cours suivi par la lutte

des ouvriers de Bielsko Biala qui est exemplaire. Mardi 3 février, des représentants du gouvernement sont venus négocier sur place et, le soir même, ils ont dû accepter que l'adjoint au maire, le voivode (préfet) et trois de ses collaborateurs démissionnent. Toutefois, pour ménager les formes, ceux-ci ne devaient quitter leurs postes que dans les semaines suivantes. L'apprenant, les ouvriers ont refusé de lever leur mouvement alors qu'un tel arrangement était intervenu sans problèmes particuliers à Czestochowa deux mois auparavant. Il a donc fallu que le gouvernement s'engage publiquement en déclarant que « des changements personnels interviendront à certains postes » (*Le Monde* du 7 février 1981) tandis que le secrétaire de la conférence épiscopale, Mgr Dabrowski, devait venir en personne garantir aux grévistes l'application de cet accord.

Cette lutte donne une idée de la radicalisation croissante des masses polonaises. Plus important peut-être encore que les luttes de ces derniers mois est ce « processus moléculaire » qui est en train de se développer dans la conscience de chaque travailleur et qui prépare directement l'avenir de la révolution politique.

L'anecdote suivante, rapportée par l'envoyé spécial du *Monde* Bernard Guetta, en est particulièrement révélatrice. Celui-ci se trouve à Bielsko Biala, juste après que les ouvriers viennent d'emporter le renvoi des bureaucrates corrompus. « Il ne reste plus dans la salle de théâtre de l'usine qui avait été le QG de la ville en rébellion qu'une cinquantaine d'ouvriers. » « Et vous, là-bas en France, vous vous rendez compte qu'une révolution commence en Pologne ! » demande l'un d'entre eux. « Une révolution, explique-t-il, qui ne s'arrêtera pas comme au Portugal après les fleurs, mais qui ira loin, jusqu'au bout, jusqu'à la pleine démocratie. » A la question de savoir si cette « pleine démocratie » s'exercera avec le parti au pouvoir, il répond, riant aux éclats : « Non, non ! Réaction inconcevable il y a encore deux mois. » (*Le Monde* des 8/9 février 1981.)

(1) Le KOR a été fondé en 1976 pour défendre les victimes de la répression qui a suivi les grèves semi-insurrectionnelles d'Ursus et de Radom et obtenir la libération de tous les emprisonnés. Une amnistie étant intervenue, celui-ci s'est transformé en Comité d'auto-défense sociale (KSS-KOR) et décide de prendre désormais « position sur tous les problèmes importants pour le présent et l'avenir de la société polonaise ».



Walesa : « Nous... tendons la main au gouvernement... »

## La solidarité touche la campagne

Le dimanche 14 décembre, le syndicat paysan *Solidarité rurale* a tenu sa première réunion nationale en présence d'un millier de délégués. Se définissant lui-même comme l'organisation « sœur » de *Solidarité*, il organise environ 600 000 des 3 500 000 exploitants privés que compte la Pologne.

La bureaucratie refuse de le légaliser. Le tribunal de Varsovie tout d'abord s'y est déclaré opposé sous prétexte qu'il ne s'agit pas d'un véritable syndicat puisqu'il rassemble avant tout des petits propriétaires. La Cour suprême, auprès de laquelle il a été fait appel, a longtemps différé son jugement mais, le mardi 10 février, elle a finalement tranché. Suivant la lettre des indications données la veille par le bureau politique du parti au pouvoir, le POUN, elle repoussait la demande d'enregistrement de *Solidarité rurale*.

Dans la déclaration qu'il a effectuée le 9 février au nom de la direction du POUN, Kazimek Barcikowski a estimé que la constitution d'un syndicat paysan identique à *Solidarité* « contribuerait à diviser la campagne » et ouvrirait la voie à « une lutte politique avec toutes les implications que cela suppose ». Mis à part la référence au spectre de la politique, cette déclaration est particulièrement vague.

En fait, la bureaucratie ne tolère pas plus l'auto-organisation des paysans que celle des ouvriers et, de la même façon qu'elle n'a accepté de reconnaître *Solidarité* qu'à l'issue d'une bataille acharnée, l'enregistrement du syndicat paysan devra lui être imposé.

Toutefois, dans le cas de *Solidarité rurale*, il y a une raison supplémentaire qui conduit le gouvernement polonais à se montrer plus intraitable encore qu'avec le syndicat ouvrier.

### Une alliance ouvrière et paysanne

Bien que le premier article de la Constitution déclare que « la République populaire de Pologne appartient au peuple travailleur des villes et des campagnes », la bureaucratie polonaise a toujours eu comme politique de « diviser pour régner ». Récemment encore, elle a fait adopter par le II<sup>e</sup> Congrès des coopératives (officielles) qui vient de se tenir d'urgence une résolution qui tente d'opposer les agriculteurs aux ouvriers en déclarant : « Les paysans n'ont pas leur samedi, ils n'ont même pas leur dimanche. Il faut d'abord réorganiser le pays. »

Aux yeux du POUN, le grand tort de *Solidarité rurale* et plus généralement des organisations que les agriculteurs polonais viennent de constituer est de travailler en sens exactement inverse, d'œuvrer à la constitution d'une alliance ouvrière et paysanne dont elles fournissent l'une des deux composantes. Et en ne les légalisant pas, c'est l'émergence de ce bloc qu'entend combattre le gouvernement polonais.

Toutefois, les manœuvres du POUN n'ont pas réussi à empêcher ce rapprochement « du peuple travailleur des villes et des campagnes ». Au contraire même, puisque cette alliance s'est forgée dans la lutte menée en commun contre la décision du tribunal de Varsovie et les attermoissements de la Cour suprême.

Ainsi, c'est au siège du syndicat *Solidarité* de Wrzeszcz, un faubourg de

A Rzeszow, surnommé le « Gdansk paysan » par analogie avec le bastion ouvrier de la Baltique, des centaines d'agriculteurs ont occupé durant tout le mois de janvier le siège de l'ancien syndicat officiel. Ils sont membres de la Fédération des ouvriers et paysans de la région des monts Bieszczady (une chaîne des Carpates) qu'ils ont constituée avec les militants de *Solidarité* et demandent que « toute la lumière soit faite » sur la « disparition des fonds » qui a accompagné la dissolution de l'organisation fantôme. Considérant que ces sommes ont été réunies grâce à leurs cotisations, ces militants demandent qu'une partie au moins leur soit remise. Le 9 février enfin, le jour même de la chute du ministre Pinkowski, 450 usines employant 300 000 ouvriers de la région de Jelenia Gora (près de la frontière tchèque) se sont mises en grève à l'appel de *Solidarité* et demandaient la légalisation de *Solidarité rurale*.

### Une paysannerie parcellaire

Si cette alliance ouvrière et paysanne s'est si rapidement développée en Pologne, c'est parce qu'elle bénéficie de fortes bases objectives. En ce moment, à la ville comme à la campagne, l'ennemi principal est en effet la bureaucratie.

Il serait profondément erroné de penser que les agriculteurs polonais auraient quelque parenté avec les paysans aisés dont l'opposition au socialisme est traditionnelle et bien connue depuis l'exemple des koulaks russes. La paysannerie polonaise est très pauvre, la taille de ses exploitations est extrêmement faible (voir tableau ci-dessous) et nombreux sont les agriculteurs qui doivent également travailler en usine pour parvenir à survivre. Un puissant facteur d'unification des luttes ouvrières et paysannes.

Leurs exploitations exigües imposent aux paysans polonais de s'associer entre eux pour moderniser leurs méthodes, acheter du matériel et accroître leurs rendements. Un problème insoluble par

la bureaucratie, comme l'établit toute l'histoire de l'Etat ouvrier polonais.

Si, dans l'immédiat après-guerre, la Pologne a conservé une paysannerie nombreuse, la politique stalinienne de collectivisation forcée ne l'a pas épargnée et la surface cultivée dans le cadre de coopératives ou de fermes d'Etat y était importante. En 1956, sous la pression des masses et pour tenter de regagner un peu de sa base sociale qui s'effritait, le gouvernement polonais a dissous les coopératives qui avaient été imposées aux paysans. Leur nombre est ainsi passé de 9 076 à 1 668 en 1960 et 1 051 en 1974.

Les agriculteurs eux-mêmes étaient conscients de l'aberration économique d'une telle situation et ils ont constitué de nombreuses coopératives indépendantes de la bureaucratie. Mais, pour les mêmes raisons que celles qui lui font s'opposer aujourd'hui à la légalisation des syndicats d'agriculteurs, le gouvernement polonais a tout fait pour torpiller

Répartition en % des exploitations agricoles individuelles selon leur superficie en ha.				
	0,5 - 2	2 - 5	5 - 10	10 et plus
1950	20,9	33,4	32,9	12,8
1978	30,5	30,2	25,6	13,7

Rendement des quatre céréales (blé, seigle, orge, avoine) en quintaux/hectare	1974	1975	1976	1977	1978	1979
	28,3	24,9	26,8	24,0	27,5	22,0

Production des quatre céréales (en millions de tonnes)	1974	1975	1976	1977	1978	1979
	23,0	19,6	20,9	19,4	21,0	17,3

Cheptel (en milliers de têtes)						
- bovins	13023	13254	12879	13019	13115	13000
- porcins	21496	21310	18847	20051	21717	21200

Sources : Wilhelm Jampel, « L'Economie polonaise en crise, in *Le Courrier des pays de l'Est*, mars 1980, Paris.

ler ces nouvelles structures. Laissées sans engrais, sans machines et avec des normes de livraison à l'Etat et des prix les menant à la faillite, ces cercles indépendants se sont dissous.

La situation actuelle de la campagne polonaise provient en droite ligne de cette histoire. D'un côté, les paysans parcellaires qui, étant données les mesures coercitives par lesquelles elle s'effectue, ne veulent pas entendre parler de collectivisation. De l'autre, un gouvernement qui interdit toute organisation paysanne qui ne se réalise pas sous son contrôle bureaucratique, maintient ainsi la parcellisation de l'agriculture polonaise avec tous les gâchis dont elle est à l'origine et multiplie les brimades à l'égard d'un secteur de la société qui lui échappe (voir l'aperçu qu'en donne la liste de onze revendications ci-dessous).

La situation serait certainement différente si, en travaillant en association étroite avec l'Etat ouvrier polonais, la paysannerie pouvait ne pas y trouver que des contraintes, mais aussi quelques avantages, notamment en termes de fournitures industrielles abondantes. Mais tel n'est pas le cas. Sous la domination de la bureaucratie, l'industrie polonaise est incapable de satisfaire la demande agricole. Une crise endémique du type de celle analysée par Trotsky en URSS dès 1923 et surnommée « des

ciseaux » en raison de la forme qu'elle avait alors prise : des prix agricoles en stagnation et des prix industriels en rapide augmentation qui faisaient que la juxtaposition graphique de leurs courbes évoquait la silhouette de cet instrument.

C'est ainsi que les paysans polonais manquent d'engrais. En 1973-1974, la consommation par hectare n'en était que de 173,6 kilos et, tandis que le plan prévoyait de la porter à 250 kilos en 1980, elle n'était toujours que de 190 kilos en 1979. De même, le manque de tracteurs est tel qu'en 1978 le cheptel polonais de chevaux était encore de 1 890 000 têtes.

Et ces « ciseaux » agriculture-industrie connaissent leur projection à la campagne. La production de céréales et de fourrage qui réclame tout particulièrement l'emploi de méthodes modernes et l'utilisation de grandes surfaces ne suffit pas à fournir à manger au bétail polonais. D'où des importations massives, une stagnation de l'élevage et, les années comme 1976 ou 1977 durant lesquelles le manque de nourriture se fait trop cruellement sentir, un abattage massif qui est ensuite difficilement compensé.

P. O.

**Tout au long du mois de janvier, la lutte des paysans polonais pour la reconnaissance de leur droit à s'organiser s'est considérablement durcie. Le 11, la police faisait évacuer la mairie d'Ustrzyki-Dolne qu'ils occupaient tandis que ceux-ci venaient de se doter d'un comité national de grève et d'adopter une liste de onze revendications. Un texte précieux pour caractériser leur bataille.**

### Que veulent les paysans ?

Le syndicat indépendant des agriculteurs a pour but :

1. d'améliorer rapidement les conditions sociales d'existence des travailleurs des campagnes et de les amener rapidement au niveau de celles des travailleurs des villes, notamment en ce qui concerne les congés maternels, les congés payés et la retraite ;
2. d'améliorer l'assistance médicale gratuite des campagnes et l'assurance sociale des agriculteurs ;
3. d'élaborer une Charte de l'agriculteur qui définirait de façon satisfaisante les droits et les devoirs des agriculteurs ;
4. que les ouvriers agricoles aient la possibilité de gérer les PGR (fermes d'Etat) ;
5. d'instaurer des prix justes des produits agricoles, par la participation des agriculteurs à l'élaboration de ces prix ;
6. d'augmenter les salaires

des ouvriers agricoles ;

7. d'assurer l'augmentation du rendement des exploitations agricoles, en instaurant un niveau de prix satisfaisant pour les produits industriels indispensables à la production agricole et à l'élevage, et d'assurer l'approvisionnement de ceux-ci ;
8. d'assurer une politique juste et équitable des investissements dans l'agriculture, qui mettrait fin aux privilèges accordés aux entreprises d'Etat ;
9. de généraliser l'utilisation de méthodes modernes pour l'agriculture, indispensables à l'augmentation du rendement ;
10. de généraliser l'enseignement dans ce domaine en rapport avec les besoins professionnels des agriculteurs ;
11. d'éduquer dans un esprit de collaboration et de solidarité les agriculteurs avec les ouvriers industriels.



Avec la crise gouvernementale polonaise

# Le sabre sur la table

Par Philippe Orlík

**Le gouvernement de Jaruzelski a pour tâche essentielle de rétablir l'ordre en Pologne. Bien qu'il ait tout d'abord tenté d'enrayer le développement de la révolution politique à travers un accord avec Solidarité, il se prépare surtout à réprimer, violemment si nécessaire, les masses polonaises. C'est une politique qui peut paraître ambiguë ou contradictoire, mais ne fait en réalité que refléter la contradiction dans laquelle le POUP est pris. Tandis que les luttes des masses polonaises sont en train de franchir ce qui constitue pour lui le seuil de l'intolérable, sa position s'est tant affaiblie que toute décision de recourir à la répression ouverte serait une aventure.**

Bien avant la chute du ministère Pinkowski, de nombreux symptômes trahissaient le déroulement d'une intense lutte fractionnelle en coulisses. D'importantes divergences étaient par exemple apparues entre Kania et son secrétaire à la propagande, Olszowski, habituellement considéré comme un agent des Soviétiques et qui avait inspiré la ligne « dure » tout d'abord suivie dans l'affaire des samedis libres.

A l'inverse, le tristement célèbre général Moczar, l'inspirateur de la violente campagne anti-sémite de 1968, est intervenu le 27 janvier à la télévision pour y apporter un vibrant soutien au chef du parti. Vantant les vertus du « renouveau », il déclarait notamment : « Nous allons soutenir tout ce qui est progressiste, noble et va à la rencontre des temps nouveaux. » (Le Monde du 29.01.81.) Une déclaration d'autant plus remarquée que Moczar, lui aussi très lié aux Russes à qui il doit toute sa carrière, passe pour l'« homme fort » du régime.

Quels que soient les enjeux exacts de ces luttes intestines dans lesquelles il n'est pas aisé de démêler ce qui ressort de la politique et de la simple ambition, celles-ci démontrent le désarroi de la bureaucratie face au développement de la révolution politique. Un phénomène qui s'exprime de façon particulièrement nette au niveau gouvernemental, et cela dans un pays dont le régime dictatorial ne favorise guère les crises ministérielles.

Ainsi, Jaruzelski est le quatrième premier ministre qu'il ait connu la Pologne en à peine un an, puisqu'il s'assied à une place qu'ont successivement quittée Jaroszewicz en février 1980, Babiuch le 24 août dernier et Pinkowski le 9 février de cette année. De plus, les nouvelles nominations auxquelles on vient de procéder constituent le cinquième remaniement ministériel effectué depuis la grève généralisée d'août 1980. Un score qui n'a rien à envier aux républiques parlementaires françaises ou à l'Etat italien.

## Le « gouvernement du sabre »

En renvoyant Pinkowski, la bureaucratie a réagi au cuisant échec que venait d'enregistrer sa politique de « renouveau ». Sans que celle-ci soit toutefois complètement abandonnée, le gouvernement que vient de constituer Jaruzelski est à n'en pas douter un ministère d'ordre, dont la seule et unique tâche est de donner un sérieux coup d'arrêt à la radicalisation des masses polonaises et à leurs luttes.

Mardi 10 février, le « libéral » Kania s'en est par exemple directement pris au syndicat ouvrier polonais. Commencant par dénoncer les liens qui se seraient établis entre Solidarité et « ceux qui veulent renverser le régime socialiste », il déclarait ensuite : « Il y a des gens très expérimentés qui se sont collés à Solidarité pour tenter de liquider le socialisme dans la contre-révolution et l'anarchie. (...) La contre-révolution ne passera pas (...) Nous allons isoler nos ennemis politiques et tuer dans l'œuf la contre-révolution. » (Le Monde du 12.02.81.)

Mais la meilleure définition de ce que représente son gouvernement, c'est Jaruzelski lui-même qui l'a fournie lorsque, le 11 février, il a reçu l'investiture de la Diète (le parlement). Ainsi, après

avoir promis : « Nous servirons (la Pologne) sur un seul rang », il continuait : « Je suis convaincu que nos forces armées, dans la fraternelle alliance avec les armées du Pacte de Varsovie, maintiendront la suprématie de leur capacité défensive et rempliront de façon indispensable la tâche de garantir l'existence indépendante et socialiste de notre pays. » (Varsovie, AP, 12.02.81)

Comme l'établissement de telles déclarations, ce n'est en rien le fruit du hasard si le poste de premier ministre vient d'être attribué à un général. La présence d'un militaire à la tête du gouvernement constitue à elle seule un sérieux avertissement lancé aux travailleurs polonais. Et pour donner plus de poids encore à cette menace, le jour de son investiture, Jaruzelski s'est présenté devant la Diète en grand uniforme.

## La Pologne ne sera pas la Tchécoslovaquie

Mais ce « gouvernement du sabre » n'a pas seulement pour but de causer l'impression. Le niveau atteint par le processus de révolution politique est tel que le mandat donné à Jaruzelski est de rétablir l'ordre en Pologne, quels que soient les moyens qui s'avéreront nécessaires.

Dans le cas où la bureaucratie déciderait de tenter de régler la crise polonaise par une répression violente, il semble en effet que son intention ne soit pas de lancer les chars russes à l'assaut du pays comme cela a par exemple été le cas de la Tchécoslovaquie en 1968. Le Kremlin se prépare plutôt à faire réprimer les ouvriers et les paysans polonais par l'armée et la police du pays, quitte à leur prêter tout son appui au nom de l'« internationalisme prolétarien ». Et bien qu'il ne puisse s'agir que d'un camouflage de ses véritables intentions, le fait que le dispositif militaire russe établi autour de la Pologne ait été ces derniers temps allégé va dans ce sens.

Un tel plan présente le double avantage de ne pas heurter de front le très vivace nationalisme polonais et de dissimuler quelque peu le véritable rôle de l'URSS. C'est également la meilleure solution qui soit pour l'impérialisme, qui verrait écraser une révolution qui le menace tout autant que si elle avait lieu à l'Ouest, mais sans que cette répression ne transforme Varsovie en une sous-préfecture russe, comme cela serait le cas dans l'hypothèse d'une invasion.

## Avec la bénédiction de Washington

Un porte-parole du département d'Etat américain, William Dyess, ne disait pas autre chose lorsque, le 10 février, il déclarait que, « si les autorités polonaises utilisent les forces polonaises pour appliquer les lois polonaises, nous considérerons cela comme une affaire intérieure polonaise » (Le Monde du 12.02.81.)

Un tranquille cynisme qui lui a valu le jour-même un démenti affirmant qu'une telle répression causerait au gouvernement américain une « grande préoccupation en raison de l'intérêt humanitaire considérable (qu'il porte) au bien-être de la nation et du peuple polonais » (Le Monde du 12.02.81.)



A la frontière entre la Pologne et l'URSS, les tanks russes menacent la révolution politique

Cette « rectification » ne contredit pourtant en rien les paroles malheureuses de Dyess car elle se contente de mettre en style diplomatique ce que celui-ci avait déclaré un peu trop crûment. Quoi de plus flou en effet que la « préoccupation » de Washington et son « intérêt humanitaire » pour les Polonais.

En fait, traduit dans le langage de tous les jours, l'impérialisme vient de dire à la bureaucratie : « Allez-y, nous ne ferons rien. »

## Les craintes de l'Eglise

Le mercredi 11 février, les évêques polonais publiaient un communiqué très ferme, qui déclarait notamment : « User de la force, de pressions, de menaces ou d'une propagande irritante ne conduit pas à la paix intérieure, mais crée au contraire de nouvelles tensions (...). On ne peut résoudre les tensions qu'à travers un dialogue honnête et permanent des autorités avec les citoyens organisés en groupes sociaux et professionnels. » (Le Monde du 13.02.81.)

De toute évidence, l'Eglise polonaise est inquiète. Ayant jusqu'à maintenant servi d'intermédiaire entre la bureaucratie et les ouvriers, une brutale répression des travailleurs la priverait soudainement d'emploi. De plus, ses privilèges seraient sévèrement limités dans le cas d'une reprise en main énergique car, quel que soit son empressement à la servir face à la révolution politique, la hiérarchie catholique, par son indépen-

dance, inquiète la bureaucratie. Une intervention soviétique serait encore plus catastrophique pour elle et c'est pourquoi, à la différence du POUP, l'Eglise est d'avis de tenter le plus longtemps possible d'appliquer la politique du « renouveau ». Toutefois, ses intérêts contre-révolutionnaires sont tels que, si la bureaucratie n'avait plus aucune autre solution que la répression violente, elle en bénirait les fusils sans problèmes de conscience.

Cette même dialectique permet de comprendre sa prise de position en faveur du « droit des agriculteurs à s'associer librement suivant leur volonté et leurs besoins » (Le Monde du 13.02.81.) Outre les très fortes pressions qu'exerce sur elle sa base rurale, la hiérarchie catholique espère mettre la main sur le syndicat paysan et, détournant ses luttes à son avantage, tirer le meilleur parti possible de son rôle de « Monsieur bons-offices ».

## Une ultime tentative

Avant toutefois de recourir à la répression ouverte des masses, le gouvernement polonais veut exploiter jusqu'à la dernière possibilité de parvenir à une solution pacifique, aussi minces en soient les chances de succès. Nulle bonté d'âme là-dedans, mais la crainte que les travailleurs ne ripostent fermement et franchissent ainsi un pas de plus

dans leur révolution. Un remède qui s'avérerait pire que le mal dont il était censé débarrasser.

Tel est le sens de l'exhortation qu'a effectuée, le 12 février, Jaruzelski, en déclarant : « Je lance cet appel aux syndicats et à tous les travailleurs pour qu'ils cessent toute grève, je demande trois mois de travail conscient, quatre-vingt-dix jours de tranquillité. » (Varsovie, AP, 12.02.81.) Ce répit doit notamment être mis à profit par le gouvernement pour mettre en œuvre la réforme économique de la Pologne mais aussi pour entamer une négociation sur la « réactualisation » des accords de Gdansk, Szczecin et Jastrzebie, sur lesquels s'est conclue la grève généralisée d'août dernier.

Là encore l'intention de la bureaucratie est limpide. Elle cherche une fois de plus à revenir sur les concessions que les travailleurs lui ont arrachées et qui sont incompatibles avec l'exercice normal de sa domination : syndicat indépendant, liberté des prisonniers politiques, liberté de la presse, contrôle ouvrier sur l'armée et la police...

Lors de la bataille pour les samedis libres et la légalisation du syndicat paysan, les masses polonaises ont démontré à quel point elles entendaient non seulement défendre leurs acquis mais encore les élargir. Nul doute que si Jaruzelski se présentait dans une usine de Gdansk, Lodz ou Jelenia Gora, les ouvriers l'accueilleraient comme il convient. Pourtant, son appel risque d'être



entendu par certains et il est fort possible que la résolution et la combativité des travailleurs polonais ne leur permettent pas d'arracher au gouvernement tout ce qui serait possible. Un peu comme la lutte pour les samedis libres, où l'extraordinaire mobilisation ouvrière a débouché sur un compromis boiteux et où, battu à plate-couture dans les usines, Pinkowski a *in extremis* réussi à éviter une défaite totale au cours des négociations avec la direction syndicale.

Le 12 février, la commission nationale de *Solidarité* a ainsi demandé aux travailleurs du livre de renoncer à la grève qu'ils avaient prévu de réaliser le lendemain et ce pour avoir le temps de « se familiariser avec les prises de position » du nouveau gouvernement et d'« examiner les possibilités de dialogue avec lui qui se présentent » (Varsovie, AFP, 12.02.81.) Le même jour, Lech Walesa déclarait : « Nous ne voulons pas de grèves » et annonçait la constitution d'un présidium de *Solidarité* de onze membres, qui devait prendre dans les jours suivants des « décisions complexes et impopulaires » (Varsovie, AP, 13.02.81.) Le principal leader de *Solidarité* devait même se rendre le samedi 14 à une réunion avec Jaruzelski dont le principal point de l'ordre du jour devait être la loi du travail que le gouvernement polonais est en train de préparer.

Loin donc de dénoncer ces discussions pour ce qu'elles sont, Walesa ne défend pas les premières victoires remportées par les travailleurs et il ne veut pas obliger le gouvernement à tenir ses promesses. Echaudé par la vague de critiques soulevées par son action le mois dernier, il n'a pas osé répondre formellement présent à l'appel de Jaruzelski mais, dans les faits, c'est bel et bien ce qu'il fait.

S'il n'a jamais constitué une direction à la hauteur des formidables luttes développées par les masses polonaises, c'est un pas de plus sur la voie de leur trahison qu'est en ce moment en train d'effectuer Lech Walesa. L'approfondissement victorieux de la révolution politique polonaise le conduit à se rapprocher à chaque fois plus du point de vue du gouvernement.

### Vers de vastes affrontements

Quels que soient les services rendus par Walesa à Jaruzelski, c'est une première étape de la révolution politique qui vient de se terminer en Pologne. Commencée en août dernier, celle-ci a vu une série de victoires ouvrières, au premier rang desquelles la constitution de *Solidarité*, remportées sur un gouvernement qui avait tout misé sur un freinage progressif et un dévoiement des luttes des travailleurs.

C'est une période de vastes affrontements qui s'ouvre maintenant. Tandis que les masses polonaises se radicalisent à chaque fois plus, qu'elles travaillent à étendre leurs conquêtes et renforcent le double pouvoir qui a surgi, la bureaucratie considère qu'un point limite a été atteint. Elle veut au plus vite stopper ce processus, sortir de la crise qui affecte ses propres rangs et son parti, le Poup, et enfin commencer à faire reculer les ouvriers et les paysans.

Les vastes affrontements qui se profilent d'ores et déjà en Pologne et la situation qui les postule renforcent les caractéristiques que possède actuellement le processus de révolution politique polonaise. A l'instar de tous les mouvements anti-bureaucratiques qui ont jusqu'ici eu lieu, celui-ci s'inscrit tout d'abord à l'intérieur de l'économie dont les patrons ont été exclus. La meilleure preuve en est que, malgré sa hargne à les discréditer, le Kremlin n'a pas réussi à citer une seule action des ouvriers polonais qui aille dans le sens du rétablissement du capitalisme.

Ensuite, les travailleurs ont cette fois encore commencé à constituer un double pouvoir opposé à celui de la bureaucratie et qui lui dispute la direction de l'Etat ouvrier.

Enfin, il est un troisième aspect des processus antérieurs de révolution politique, très néfaste celui-là, qui n'a pas disparu du mouvement actuel : la crise du facteur subjectif, l'absence d'un parti révolutionnaire reconnu par les travailleurs. C'est en ce sens que la révolution polonaise est caractérisée par la IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) comme une « révolution de février », par analogie avec la révolution russe de février 1917 qui s'est déroulée sans que le parti bolchevique n'y joue un rôle de direction.

Toutefois, en raison même de l'ampleur inégalée des luttes qui y ont lieu, et de l'immense accumulation de cadres réalisée par la classe ouvrière polonaise dans ces dernières années, la Pologne constitue l'Etat ouvrier le plus résolument engagé sur la voie de la solution de cette crise de direction.

## 50 000 ouvriers exigent

# Que Baluka rentre aux chantiers navals !

Le 8 octobre dernier, Edmund Baluka envoyait en Pologne une lettre dans laquelle ce syndicaliste, d'abord licencié fin 1972 sur ordre de Gierek puis forcé à émigrer, demandait à « être réintégré dans (son) droit de travailler aux chantiers navals A. Warski, à (son) poste de travail à l'atelier TRM 2, en tant que mécanicien spécialisé dans la réparation des mécanismes des grues ».

Cette lettre est jusqu'à maintenant restée sans réponse. De la part du gouvernement polonais tout au moins, car les travailleurs, eux, sont en train de se mobiliser activement pour imposer la réintégration d'Edmund Baluka.

En France d'abord, où de très nombreuses sections syndicales se sont associées à cette campagne. A la liste que nous avons déjà publiée dans *Correspondance internationale* n° 4, il convient d'ajouter : le bureau de la section CGT de la compagnie la France, la section CGT du centre de tri PTT d'Orly, le syndicat CGT Sobca à Rueil, la section départementale de l'enfance inadaptée CGT des Hauts-de-Seine, la section CGT de l'hôpital de jour de Ville-d'Avray, la section CGT-ERTT (PTT Aubervilliers), le conseil syndical du SNI et l'Union départementale CGT-FO des Deux-Sèvres, le syndicat général des personnels du ministère de l'Agriculture CGT, le syndicat national des services du Trésor FO, le syndicat des correcteurs CGT, la sous-section FEN de Grange-lès-Valence/La Voult-sur-Rhône, la section SNES du collège de Marck (Pas-de-Calais). De multiples autres organisations syndicales se sont encore prononcées mais nous ne pouvons pas toutes les citer.

Edmund Baluka a également participé à divers meetings. A Marseille, le 9 décembre, où la réunion était organisée par l'Union départementale CGT-FO et soutenue par l'Union générale des étudiants de Marseille (UGEM-UNEF indépendante et démocratique) et le Comité international contre la répression. A Chambéry, ensuite, a eu lieu le 16 décembre un meeting de soutien aux syndicats libres polonais organisé par le Comité international contre la répression, l'Union départementale CGT-FO, l'UNEF indépendante et démocratique et soutenu par la FEN, le PS et l'OCI Unifiée.

Le quotidien local en rendait compte en ces termes : « Quelque quatre cent personnes s'étaient déplacées pour entendre l'homme du jour, Edmund Baluka, ancien président du comité de grève de Szczecin en 1970-71, exilé en Belgique depuis sept ans, et qui réclame des autorités polonaises d'être réintégré à son poste de travail aux chantiers navals. »

Le meeting adoptait ensuite une résolution qui, après avoir pris position en faveur de la réintégration de Baluka, demande la libération du mineur Vladimir Khlébanov en URSS et celle de Petr Uhl en Tchécoslovaquie. Mais ce sont les travailleurs polonais eux-mêmes qui ont porté le plus haut cette campagne. Le 21 novembre, ils étaient 50 000 au meeting de masse convoqué par *Solidarité* à Szczecin. Au cours de celui-ci, la lettre dans laquelle Edmund Baluka demande sa réintégration a été lue à la tribune. Immédiatement, les 50 000 travailleurs présents se sont levés et ont scandé : « Baluka, aux chantiers navals ! »

Par ailleurs, le plénum du MKR (Comité inter-entreprises) de Szczecin a mandaté son président pour organiser une délégation à Varsovie exigeant le retour d'Edmund Baluka et toutes les garanties nécessaires à sa sécurité.



P. O.

## DE SAO PAULO A TEHERAN

# Une seule classe ouvrière

Dans les luttes de classes, il n'y a plus à notre époque que deux camps fondamentaux : celui de l'impérialisme servi par la bureaucratie, et celui des masses exploitées et opprimées, avec les ouvriers à leur tête. Ainsi, le combat des travailleurs polonais, celui des peuples salvadorien ou irlandais, sont tous partie prenante d'une seule et même révolution prolétarienne mondiale.

L'une des meilleures démonstrations qui soit de cette unité de la révolution mondiale, c'est la conscience qu'en ont les ouvriers et leur capacité à s'intégrer avec une rapidité croissante les avancées réalisées dans un quelconque endroit du globe. On se

## BRESIL

### « Les revendications des Polonais sont les mêmes que les nôtres. »

Dans un texte paru le 29 août 1980 dans le quotidien *Fohla de Sao Paulo*, l'ex-président du syndicat des métallurgistes de Sao Bernardo do Campo e Diadema et actuel président national du Parti des travailleurs brésiliens, Luis Ignacio da Silva, dit « Lula », commence par rappeler ce qu'a été en avril 1980 la grève des 150 000 métallurgistes de la zone de l'ABC et sa répression par la dictature. Puis il continue :

« Août 1980 : plus de 150 000 camarades polonais cessent le travail et se font représenter par un comité de grève qui élabore une plate-forme en 21 points destinée à être négociée. La principale revendication, défendue de toutes leurs forces par les grévistes, se trouve être le droit aux syndicats indépendants (...). Ils ne demandent pas le rétablissement du capitalisme en Pologne, ils veulent le

socialisme en ce qu'il est la possibilité d'assumer, pratiquement, la gestion de cet Etat dont on dit depuis longtemps qu'il est le leur... »

Les revendications des Polonais sont les mêmes que les nôtres : ils revendiquent la liberté syndicale, le droit de grève, la participation aux choix économiques, et par là ils font ce qu'il faut pour que le gouvernement en vienne à la conclusion qui devrait s'imposer à tous : 150 000 têtes pensent mieux qu'une seule... »

D'autres grands mouvements sont à venir, au Brésil, en Pologne, aux Etats-Unis et partout dans le monde. Partout où existent l'exploitation et des restrictions aux libertés de la classe ouvrière, la stabilité des régimes, quels qu'ils soient, va être mise à mal. Et cela sera pire encore au Brésil, où nous sommes soumis au capitalisme sauvage. »

souvent par exemple que, lors de la grève de la Fiat italienne en septembre-octobre derniers, de nombreux travailleurs voulaient que, « comme en Pologne », les négociations entre les directions syndicales dont ils se méfiaient et le gouvernement soient retransmises à la télévision (voir *Correspondance internationale* n° 2/3).

Ci-dessous, nous publions des extraits de deux déclarations, l'une venue du Brésil et l'autre d'Iran, qui expriment la solidarité des masses du monde entier avec les travailleurs polonais et leur nouveau syndicat.

## IRAN

### « Vive la solidarité des masses opprimées du monde entier ! »

La résolution qui suit a été envoyée au syndicat *Solidarité* de Gdansk après avoir été adoptée le 3 décembre 1980 par le Conseil islamique des ouvriers de l'usine Polyacryl d'Ispahan (Iran). C'est d'un internationalisme proprement exemplaire dont les masses iraniennes font preuve ici.

« Frères et sœurs militants,

1. Chaque jour nous apporte des nouvelles de votre lutte pour constituer en Pologne un syndicat ouvrier légal et reconnu. C'est ainsi que vous avez obtenu le droit de grève et celui de constituer un syndicat indépendant. Nous vous félicitons pour ces victoires. Les nouvelles revendications que vous avez avancées, dont celle de la libération de votre militant qui a été récemment arrêté (Jan Narozniak, voir *Correspondance internationale* n° 4, NDLR), démontrent que vous avez encore devant vous un long et dur combat à

mener avant de parvenir à la démocratie ouvrière pour laquelle vous luttiez. Les attaques du gouvernement polonais démontrent que ce ne sera pas une bataille facile, mais vous avez beaucoup à y gagner (...).

4. Nous pensons que votre combat pour une démocratie ouvrière est juste et constitue une lutte révolutionnaire. Les affirmations des agences de presse de l'Ouest selon lesquelles vous seriez sous l'influence des capitalistes occidentaux constituent une accusation diffamatoire. Nous comprenons cela parce que ces mêmes agences de presse ont déclaré que notre Révolution islamique était « réactionnaire ». Nous soutenons votre combat et vous apportons notre solidarité.

Vive la solidarité des masses opprimées du monde entier !

Bas les pattes devant les militants ouvriers polonais ! » (publié par *Intercontinental Press*, 19 janvier 1981)



## Les travailleurs polonais

# A la recherche de leur parti

Par Michel Dombrowski



Assemblées ouvrières : la nécessité d'un parti pour la révolution politique ne cesse de croître

Comme en témoigne la véritable cascade de crises qu'a connues de 1956 à 1980 la Pologne, les ouvriers n'ont pas cessé d'y lutter contre la bureaucratie. Pour l'avoir si souvent affrontée, ils ont peu à peu progressé dans sa connaissance, perdant notamment toute illusion dans la possibilité de sa réforme. Cette croissante indépendance de classe a déjà été à l'origine de la création du syndicat libre *Solidarité* et elle prépare aujourd'hui la constitution d'un authentique parti ouvrier polonais, strictement indépendant de la caste au pouvoir. Un parti qui constituerait un pas décisif sur la voie de la construction d'une section de la IV<sup>e</sup> Internationale à influence de masse en Pologne.

L'expropriation de la bourgeoisie et l'instauration d'un Etat ouvrier en Pologne ont constitué une immense victoire des masses ouvrières et paysannes. Toutefois, celles-ci en ont été dès l'origine dépossédées par une bureaucratie qui vit de leur travail et parasite leurs conquêtes.

Pour se maintenir au pouvoir, cette caste qui parle au nom des travailleurs a dû mettre sous sa coupe l'ensemble du mouvement ouvrier, plaçant ses agents à la tête de toute la presse, des partis, syndicats, associations de jeunesse, culturelles ou sportives. Un processus qui a culminé en 1948 avec la fusion bureaucratiquement imposée du vieux Parti socialiste polonais et du Parti ouvrier indépendant (pro-Moscou) dont est sorti le POUP, Parti ouvrier unifié polonais.

Dès la création de l'Etat ouvrier polonais, les nombreuses batailles que les masses y ont livrées se sont toutes inscrites dans la dynamique de la révolution politique, c'est-à-dire la réappropriation par les ouvriers des conquêtes dont la bureaucratie les a dépossédées. Toutefois, en raison de la destruction de toutes leurs directions, la conscience qu'elles en ont eu a longtemps été en retard sur la nature réelle du processus et leur disposition à lutter. L'apparition d'une conscience révolutionnaire et la reconstitution d'une direction de classe progressaient néanmoins au rythme de ces affrontements qui, s'ils ont tous été plus ou moins durement défaits, préparaient ainsi les conditions d'une révolution politique victorieuse en Pologne.

## 1956 ou l'impossible réforme du POUP

Après la sanglante répression d'une manifestation de métallurgistes le 28 juin 1956 (une cinquantaine de morts), et la construction de conseils ouvriers dans les usines les plus importantes du pays, les travailleurs et les étudiants polonais réussissaient à chasser du pouvoir l'équipe d'archéo-staliniens dirigée par Rokossovski. Toutefois, cette lutte avait lieu dans le cadre de la « déstalinisation » (1) et, constituée pour l'essentiel par des membres de l'aile gauche du

POUP, sa direction a cru en la possibilité d'une réforme de la bureaucratie.

Le seul débouché politique qu'elle ait proposé aux luttes ouvrières fut de se mobiliser autour de la fraction considérée comme progressiste de l'appareil et de soutenir l'action du « Khrouchtchev polonais » qui venait d'arriver au pouvoir, Gomulka. Mais les travailleurs s'engageaient là dans une impasse. Pas plus que la bourgeoisie, la bureaucratie n'est auto-réformable. Gomulka a mis à profit le répit qui lui était ainsi accordé pour raffermir son pouvoir tandis que, privés de toute perspective indépendante, les conseils ouvriers déprimaient. En décembre 1958, ils étaient définitivement liquidés à travers leur fusion avec le syndicat officiel de l'entreprise et la cellule du parti dans une nouvelle structure baptisée par antiphrase « Conférence de l'autonomie ouvrière ».

On pourrait dire du 1956 polonais qu'il a donc été aussi consciemment réformiste qu'il était objectivement révolutionnaire. Rarement en effet, un tel niveau de révolution prolétarienne, notamment exprimé dans la construction généralisée de conseils ouvriers, s'est combiné à des illusions aussi profondes, notamment de la part de la direction dont bénéficiaient alors les ouvriers.

## 1965-1968, la révolution politique ébauche son programme

Dix ans plus tard, dans une montée révolutionnaire qui s'inscrit à l'intérieur du même processus que le « printemps de Prague » tchécoslovaque, les intellectuels et les étudiants polonais se mobilisent pour imposer la représentation d'une pièce de théâtre interdite et obtenir la libération de Kuron et Modzelewski, deux assistants de l'université de Varsovie qui avaient écrit une *Lettre ouverte au Parti ouvrier unifié polonais*.

Ce mouvement est sévèrement réprimé et, en 1968, il est définitivement stoppé par l'entrée des chars russes en Tchécoslovaquie.

Toutefois, avec la *Lettre ouverte*, les ouvriers commencent à retrouver un

programme de classe. Tirant d'un point de vue marxiste les leçons de 1956, ce texte pose sans équivoque la perspective de la révolution politique. Et s'ils ne concluent pas explicitement sur la nécessité d'un parti ouvrier indépendant, Kuron et Modzelewski vont dans ce sens. En n'envisageant nullement de soutenir un quelconque secteur du POUP contre un autre, en ne faisant confiance qu'à la classe ouvrière, à ses luttes et à son organisation, y compris armée.

Particulièrement révélatrice de cette dynamique est la fin de leur *Lettre* : le programme de la révolution politique « sera-t-il réalisé ? Cela dépend de l'état de préparation idéologique et organisationnelle de la classe ouvrière au moment de la crise révolutionnaire et par conséquent de ce que font déjà aujourd'hui ceux qui considèrent le programme de la démocratie ouvrière comme le leur. »

Une conclusion qui constitue également la meilleure introduction qui soit à la question du parti et représente par là-même un pas décisif effectué sur la voie du dépassement des conditions qui avaient permis la sévère défaite de 1956. Toutefois, Kuron et Modzelewski, qui avaient participé dans les Jeunesses communistes aux luttes de cette année-là, étaient arrivés isolément à ce bilan. Il fallait encore que peut à peu, par l'expérience, les masses polonaises rejoignent leurs conclusions.

## 1970-1971, le programme de la révolution politique descend dans la rue

Provoquées par une hausse vertigineuse des prix alimentaires, les émeutes de la Baltique de décembre 1970 chassent Gomulka et c'est Gierek qui vient le remplacer. En dépit de la similitude de situation, celui-ci est loin de s'installer au pouvoir dans les mêmes conditions que son prédécesseur. Les ouvriers ne placent guère d'espoir en lui et, tout au plus, ils pensent comme ceux de Szczecin : « Il faut lui donner sa chance, il faut donner à cet homme un an ou deux. », « Nous donnons ce crédit de confiance, en espérant que, malgré tout, maintenant tout devrait être autrement. »

Un ou deux ans plus tard, rien d'essentiel n'avait changé en Pologne, et les travailleurs en ont immédiatement tiré les leçons : il n'y a rien à attendre de la bureaucratie, c'est à 100 % un ennemi.

Une étape de la révolution politique se fermait à cette occasion. Le terrain était déblayé pour la reconstitution du mouvement ouvrier polonais.

En juillet 1965, Karol Modzelewski et Jacek Kuron étaient condamnés l'un à trois ans de prison, l'autre à trois ans et demi pour avoir écrit la *Lettre ouverte au Parti ouvrier unifié polonais* à la suite de leur exclusion du parti et de son organisation de jeunesse. Constituant la première ébauche d'un programme de révolution politique après le *Programme de transition* donné par Trotsky à la Quatrième Internationale en 1938, elle reste d'une brûlante actualité.

En voici quelques extraits de la seconde partie, consacrée à décrire ce que devrait être la dictature du prolétariat en Pologne et les moyens de réaliser ce programme.

## Le premier programme

### de la révolution politique

« La classe ouvrière ne peut pas être maîtresse de son travail et de la production si elle ne possède pas le contrôle des conditions et des buts de son travail dans l'usine. A cette fin, elle doit s'organiser dans les entreprises en formant des conseils ouvriers pour diriger l'entreprise. Elle doit faire du directeur un fonctionnaire subordonné au conseil, contrôlé, engagé et licencié par lui (...).

« Les décisions principales concernant la répartition et l'utilisation du revenu national ont, par définition, un caractère économique général, c'est-à-dire qu'elles se situent au niveau de l'économie nationale ; autrement dit, elles peuvent être prises seulement au niveau du pouvoir central (...). C'est pourquoi il est nécessaire que la classe ouvrière organise, en plus des conseils ouvriers dans l'entreprise, des délégations des entreprises du pays, c'est-à-dire qu'elle organise des conseils de délégués ouvriers avec, à leur tête, le conseil central des délégués. Par ce système de conseils, la classe ouvrière décidera du plan de l'économie nationale...

« Pour rendre impossible le renversement de la démo-

cratie, la classe ouvrière doit être armée. Cela concerne en particulier les ouvriers de la grande industrie, qui devraient partout être organisés en milices ouvrières subordonnées au système des conseils (...).

Nous ne considérons pas la révolution antibureaucratique comme une affaire exclusivement polonaise (...). Nous ne considérons pas non plus la révolution comme l'affaire exclusive de la classe ouvrière des Etats de dictature bureaucratique (...).

Notre alliée contre l'intervention des chars soviétiques est la classe ouvrière russe, ukrainienne, hongroise, tchèque. Notre alliée contre la pression et les menaces de l'impérialisme est la classe ouvrière de l'Occident industrialisé, la révolution coloniale montante dans les pays sous-développés. Contre l'entente de la bureaucratie internationale avec la bourgeoisie impérialiste internationale qui maintient les systèmes de dictature antipopulaires dans leurs sphères d'influence respectives, nous lançons le mot d'ordre traditionnel du mouvement ouvrier : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »



**1971-1980, la renaissance du mouvement ouvrier**

En 1976, les ouvriers de l'usine d'Ursus et de la ville de Radom répliquent à une nouvelle hausse des prix alimentaires par des grèves semi-insurrectionnelles. La grève menaçant même de s'étendre à toute la Pologne, Gierek annule ces hausses et il est ainsi démontré à quel point son arrivée au pouvoir n'a pas signifié un écrasement des travailleurs polonais.

Et comme ce maintien d'une forte combativité ouvrière se combine à la conscience claire que les travailleurs viennent d'acquiescer de ce qu'est la bureaucratie, le mouvement ouvrier polonais commence à renaître de ses cendres.

Afin d'obtenir la libération de tous ceux qui avaient été arrêtés à la suite des événements d'Ursus et de Radom, des intellectuels constituent, à l'initiative de Jacek Kuron, le Comité de défense des ouvriers (KOR). Derrière lui se rangent peu à peu de nombreux travailleurs, des dirigeants d'atelier, d'usine, qui s'étaient révélés en 1970 ou en 1976 et bientôt près de 5 000 Polonais lui prêtent un soutien actif. D'abord surgi de l'intelligentsia, le KOR finit par devenir le principal point d'appui à la reconstitution de la presse puis des organisations ouvrières.

En 1977, paraît le mensuel *Robotnik (l'Ouvrier)*, dont le titre est à lui seul plein de signification puisque c'était depuis 1892 celui de l'organe du Parti socialiste polonais, absorbé bureaucratiquement par le POUP en 1948. Le tirage en oscille entre 10 000 et 20 000 exemplaires, et l'on peut estimer que ses lecteurs sont près de 50 000. Entre autres articles, on y trouve des points de vue sur les Commissions ouvrières espagnoles, le syndicat clandestin construit sous le franquisme, ou sur la création d'un syndicat libre en URSS.

Une discussion qui a directement préparé la constitution, le 23 février 1978, du Comité des syndicats libres de Katowice, dont le principal dirigeant est Kazimierz Switon, et, le 29 avril de la même année, du Comité de fondation des syndicats libres de la Baltique, principalement implanté à Gdansk.

**1980, vers la constitution d'un parti ouvrier indépendant**

La grève généralisée du mois d'août 1980 a permis à ces initiatives d'avant-garde de se voir couronnées de succès bien plus tôt que ne l'espéraient leurs propres promoteurs. Issu des comités de grève, le syndicat libre *Solidarité* a conquis de haute lutte son droit à l'existence. Il rassemble maintenant dix millions d'adhérents, soit près de 30 % de la population polonaise, et c'est de très loin la plus grande conquête qu'ait jamais atteinte la révolution politique en Pologne « populaire ».

Mais si 1980 constitue l'aboutissement de tout un processus, c'est également un point de départ. L'immensité de la victoire remportée par les travailleurs polonais ne doit pas faire oublier qu'elle est encore incomplète et que le processus de reconstitution du mouvement ouvrier polonais doit se poursuivre. C'est d'ailleurs ce à quoi les travailleurs sont en train de se consacrer, en posant, dans les faits, les jalons de la création de leur propre parti.

Personne ne peut ainsi nier qu'aujourd'hui l'immense majorité d'entre eux considèrent le parti de la bureaucratie comme un corps étranger à leur classe. Selon un sondage publié par l'hebdomadaire français *Paris-Match*, le 21 novembre dernier, 1 % seulement des ouvriers et des paysans voteraient pour le POUP dans le cas d'élections libres.

Mais il n'est pas nécessaire de recourir à une telle consultation pour voir à quel point les travailleurs polonais ne veulent plus de ce parti. C'est dans le cours même des luttes de classes que se trouve inscrit leur verdict. Quel est en effet le fil conducteur de toutes les batailles qui ont été livrées depuis juillet dernier, si ce n'est le refus du « rôle dirigeant » du POUP ? A travers la constitution d'un syndicat libre d'abord, puis dans la lutte pour sa légalisation sans que mention soit faite dans ses statuts de ce parti ou encore dans la bataille pour la libération de tous les prisonniers politiques et l'établissement d'un contrôle ouvrier sur les corps répressifs. Toutes ces luttes s'attaquent directement au pouvoir de la bureaucratie et elles sont ainsi tout ce qu'il y a de plus politique, frayant ainsi la voie à la constitution d'un parti ouvrier indépendant.

De même, il n'est pas exagéré de dire que les cadres de ce parti sont déjà apparus, précédant ainsi sa constitution. Tel est en effet le rôle que sont tout dési-

gnés pour remplir les militants d'avant-garde du mouvement actuel, eux qui ont si bien su ne pas recommencer les erreurs de leurs aînés et dont l'intransigeance face au POUP s'exprime à chaque nouveau mouvement avec encore plus de radicalité. Nombre d'entre eux viennent du mouvement de 1970-71 et ont ensuite été les fermes soutiens du KOR, mais une nouvelle génération est également surgie depuis la grève généralisée d'août dernier. Vu son ampleur, cette bataille, qui n'a fait depuis que s'approfondir, a conduit à l'apparition de milliers et de milliers de dirigeants de leur atelier, de leur usine, qui considèrent que seule la voie de la lutte est payante puisqu'ils ont été formés dans celle-ci et y ont déjà remporté d'immenses victoires.

L'émergence de cette nouvelle génération de cadres ouvriers est d'ailleurs l'expression politique d'un phénomène qui est également social. C'est en partie l'une des conséquences de la vague d'industrialisation qui a touché la Pologne sous Gierek. Réalisée en collaboration étroite avec l'impérialisme, celle-ci a donné lieu à la construction de complexes gigantesques, au dernier cri de la technique, et qui ont en même temps rassemblé une classe ouvrière aux caractéristiques les plus modernes, très concentrée et consciente de sa force. Il est à cet égard important de noter que la moitié des ouvriers polonais n'ont pas plus de sept ans d'ancienneté dans l'industrie et que la plupart des dirigeants de *Solidarité*, âgés d'une trentaine d'années, sont justement les représentants de cette nouvelle génération.

Il est un dernier facteur enfin qui aide déjà considérablement à la constitution du parti indépendant des ouvriers polonais mais pourrait se révéler décisif dans les mois à venir : le processus de dislocation du POUP. Si celui-ci se divisait, ce serait en effet le principal organe politique de la domination de la bureaucratie qui se briserait par là-même et, le monolithisme ainsi rompu, les travailleurs auraient la possibilité de s'engouffrer dans la brèche ouverte et de construire leur propre organisation. Un peu à la façon dont les anciens syndicats officiels ont été désertés à la suite de l'apparition de *Solidarité*.

De plus, il est certains secteurs du POUP qui, subissant les pressions du processus actuel de révolution politique, commencent à s'engager sur une voie qui les met en profonde contradiction avec la bureaucratie. Ainsi, depuis le 14 novembre, circule dans les cellules de Lodz un texte écrit par les ouvriers de l'usine Fonica et qui porte pour titre : *Que faire ? Les problèmes brûlants de notre mouvement*. Caractérisant les événements actuels comme possédant un « caractère révolutionnaire » et le prolétariat industriel comme étant « leur initiateur et leur principale force motrice », on y lit que leur enjeu est que « la dictature du prolétariat ne soit pas une dictature sur le prolétariat ». L'auteur en appelle au POUP pour qu'il soit « avec *Solidarité* et les autres organisations sociales du même côté, (...) car, dans le cas contraire, l'existence du parti et son rôle dirigeant perdent tout leur sens ». Et, dans une interview publiée dans *Rouge* du 3 janvier 1981, l'un des militants de Lodz expliquait : « Si le texte de Fonica exige un changement de nom du parti, et propose de l'appeler *Parti polonais socialiste des travailleurs*, ce n'est pas, comme l'a

laissé entendre la presse de l'Ouest, parce que nous aspirons à renouer des liens avec la social-démocratie internationale, mais parce que nous voulons renouer avec notre histoire (en 1948, le courant socialiste était plus fort que le courant communiste), avec les perspectives révolutionnaires qui existaient alors. C'est parce que nous voulons construire un nouveau parti. »

**Réformisme ou révolution ?**

Au fur et à mesure que se poursuivra la constitution de ce parti ouvrier indépendant, et quelles que soient les formes concrètes qu'il prendra, la discussion se centrera de plus en plus sur son programme.

Nul doute que certains proposeront d'en faire le soutien le plus ferme de la politique de « renouveau », de réforme de la bureaucratie. Pourtant, à la lumière de toute l'histoire des luttes ouvrières dans la République populaire de Pologne, ce serait là une grave erreur, un crime.

Il n'y a en effet pas de « coexistence pacifique » possible entre des organisations ouvrières indépendantes et la bureaucratie. Si, dès son arrivée au pouvoir, celle-ci a liquidé l'ensemble du mouvement ouvrier polonais, ce n'est pas pour le laisser réapparaître aujourd'hui. La meilleure preuve étant constituée par tous les obstacles qui ont été élevés à la légalisation de *Solidarité* et les manœuvres du gouvernement tentant de l'engluer dans une alliance avec les syndicats jaunes officiels. Et à cette politique il y a une raison de fond : l'organisation indépendante des travailleurs au sein d'un Etat ouvrier bureaucratise constitue une menace directe contre la caste qui ne se maintient au pouvoir que parce qu'elle en a expulsé la classe ouvrière et parle en son nom.

Soutenant le « renouveau », les ouvriers polonais se prépareraient donc à recommencer l'expérience de 1956. A une différence près toutefois : comme la montée révolutionnaire de 1980-81 a été bien plus loin qu'il y a vingt-cinq ans, la défaite que veut leur infliger la bureaucratie doit être incomparablement plus forte que les coups portés par Gomulka. Elle aurait pour nom chômage, faim, misère, état de siège, occupation militaire, etc.

L'alternative qui se pose aux ouvriers polonais est donc simple : ou révolution politique ou contre-révolution bureaucratique, ou expulsion des privilégiés ou misère et oppression redoublées des masses.

**En Pologne aussi, construire la IV<sup>e</sup> Internationale**

Cette discussion et cette lutte autour du caractère, réformiste ou révolutionnaire, du parti ouvrier indépendant qui est en train de se constituer en Pologne ne doit toutefois pas être conçue indépendamment des conditions concrètes dans lesquelles elle se déroulera.

Elle aura lieu au moment où les travailleurs polonais sont en train de livrer la lutte révolutionnaire la plus avancée de toute l'histoire de leur Etat ouvrier, où ils sont en train de porter à la bureaucratie les coups les plus forts qui ne lui aient jamais été donnés par la révolution politique. En un mot, la discussion sur le caractère révolutionnaire

**DECLARATION DU PSPP**

**« Nous allons créer notre propre parti »**

Une organisation polonaise a déjà posé en toute netteté la nécessité de constituer en Pologne un parti ouvrier indépendant. C'est le Comité provisoire pour le Parti socialiste polonais du travail, dont la *Déclaration constitutive* du 2 mars 1980 disait : « Comme premier objectif, nous nous fixons d'organiser les travailleurs en Pologne et dans l'émigration, tout en considérant qu'après le renforcement des rangs de cette organisation se créeront les premiers comités et les premières cellules dans le pays même, et que les membres du Comité provisoire pour le PSPP militant dans l'émigration seront là pour aider les membres du comité dans le pays lui-même (...).

En créant le Comité provisoire pour le PSPP, nous lutterons avec conséquence pour que tous les fondements et la vie du système politique portent la marque du véritable socialisme. Ensuite, nous lutterons pour la construction de ce parti, car nous sommes convaincus que le Parti ouvrier unifié polonais ne remplit pas son rôle car il est issu de l'idéologie stalinienne d'exercice du pouvoir sur les peuples (...).

La classe ouvrière polonaise est depuis de nombreuses années convaincue que le POUP, fondé après la guerre, en 1948, ne représente absolument pas ses intérêts, d'autant plus que, par l'exercice autocratique du pouvoir, il a éliminé le concept même d'élections démocratiques, de participation des travailleurs aux décisions économiques, et qu'il éloigne complètement notre peuple des affaires de politique internationale, se contentant uniquement de transmettre les décisions du Kremlin, qui exploite notre pays économiquement et l'isole politiquement du reste du monde (...).

Le pas suivant qu'il nous faudra franchir dans notre combat sera la création de notre propre parti, le PSPP, qui sera le véritable parti des masses travailleuses. »

La création de ce comité provisoire pour le PSPP constitue à la fois un reflet de ce processus d'apparition en Pologne d'un parti ouvrier indépendant et la meilleure façon aussi de l'accélérer. C'est pour cela que nous lui devons tout notre soutien, comme à tout autre courant ou organisation qui travaillerait dans la même perspective.

ou non du parti indépendant aura lieu en pleine période elle aussi révolutionnaire.

C'est dire la force des pressions qu'exercera la révolution sur le parti qui est en train de se constituer et dans quelle direction elles peuvent le pousser. A coup sûr, à peine constitué, un tel parti qui rassemblerait les cadres formés dans les luttes de ces dernières années s'orienterait vers la révolution politique et l'organisation qui l'a inscrite à son programme il y a plus de quarante ans, la Quatrième Internationale. Un programme qui avait décrit les voies par lesquelles se manifesterait le surgissement de la révolution politique dans les Etats ouvriers bureaucratés, écrivant à propos de l'Union soviétique : « La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique. A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité des salaires pour toutes les formes de travail !

La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usines, pour la liberté de réunion et de presse, se transformera en lutte pour la régénération et le déve-

loppement de la démocratie soviétique. »

Un programme qu'une infime partie des ouvriers polonais qui luttent depuis août dernier avaient lu, mais que tous ils ont mis en pratique.

Toutefois, il est possible qu'au dernier moment la direction de ce parti recule ou ne corresponde pas au caractère pleinement révolutionnaire du processus qui se déroule actuellement. De la même façon que Walesa, par sa politique et sa façon de servir de relais à l'Eglise, est dans *Solidarité* en porte-à-faux permanent par rapport à la base du syndicat. Dans ce cas toutefois, si la direction de ce parti ouvrier indépendant s'arrêtait à la moitié du chemin, la force du processus révolutionnaire polonais et la conscience des ouvriers sont si développés qu'à défaut de se faire avec elle cette nouvelle section de la Quatrième Internationale se constituera contre elle.

1. La déstalinisation est le nom que l'on a donné à la politique menée par Khrouchtchev à son arrivée au pouvoir en URSS à la mort de Staline. Celui-ci a dénoncé une partie des crimes de ce dernier, éliminé certains des personnages qui lui étaient le plus liés pour désamorcer les contradictions les plus explosives accumulées en URSS.

**LIBEREZ MOCZULSKI !**

Historien, auteur d'ouvrages sur la Pologne, Leszek Moczulski est président de la Confédération de la Pologne libre (KPN) et membre du ROPCIO (Mouvement pour la défense des droits de l'homme et du citoyen). Le 23 septembre 1980, le gouvernement polonais l'a fait emprisonner sous l'accusation d'offenses aux « organes du pouvoir de la Pologne populaire ». A la suite des manifestations du 11 novembre célébrant la défaite de l'Allemagne en 1918 et l'indépendance de la Pologne, d'autres dirigeants encore de ce courant ont été arrêtés. Parmi eux, Wociej Ziemiński, président du Comité national pour l'indépendance de la nation et lui aussi membre du ROPCIO, et Zygmunt Galecki, militant de la KPN.

**Un appel du KSS-KOR**

Varsovie, le 25 septembre 1980

Fidèle à ses objectifs, le Comité d'autodéfense sociale (KOR) défend le principe de la liberté d'exprimer toutes les opinions, indépendamment de leur contenu, de la façon dont nous pouvons les juger comme de la personne qui les exprime.

Comme les mass media de la République populaire de Pologne en ont fait état, Leszek Moczulski a été incarcéré en détention provisoire. Nous nous sentons obligés de protester contre cet emprisonnement et contre les motifs invoqués par le parquet pour prendre cette décision, c'est-à-dire les déclarations de L. Moczulski dans l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel*.

**STANISLAW KANIA**

Depuis le mois d'août, les travailleurs n'ont cessé de remettre en cause le POUP, son parti





## Mission impossible

## L'offensive réactionnaire de Reagan

Par François Forgeue

Le 20 janvier 1981, Ronald Reagan a été investi président des Etats-Unis. Dans les derniers jours de l'interrègne, Carter, continuant à expédier les « affaires courantes », a doublé l'aide militaire à la junte du Salvador, faisant ainsi ce que son successeur aurait certainement fait. La « passation des pouvoirs » du démocrate Carter au républicain Reagan n'a donc pas constitué une rupture. Il y a réorientation de la politique de l'impérialisme américain, il n'y a pas solution de continuité. Et pendant la période de transition qui va de l'élection du nouveau président à son entrée en fonction, le monde ne s'est pas arrêté de tourner. Compte tenu de la place mondiale de l'impérialisme américain, les « affaires courantes » ont englobé des problèmes comme ceux de l'Iran, de la Pologne, du Salvador. L'engagement de l'impérialisme à laisser les mains libres à la bureaucratie du Kremlin si celle-ci est amenée à intervenir militairement en Pologne — malgré les craintes que les représentants de l'impérialisme partagent avec les dirigeants de la bureaucratie sur les conséquences « déstabilisatrices » d'une telle intervention —, et qui marque sa volonté de voir à tout prix l'ordre rétabli dans ce pays, vaut tout autant pour l'administration Reagan que pour celle de Carter.

C'est en même temps plus qu'un symbole que ce soit Carter qui ait négocié jusqu'au bout — même s'il a été privé de voir sa présidence se clore sur la libération des otages — l'accord passé avec l'Iran. Cet accord, bien qu'il soit fondamentalement positif pour l'impérialisme (1), a pour point de départ la situation de paralysie où le plus puissant impérialisme du monde s'est trouvé face au développement de la révolution en Iran. C'est à cette situation que Reagan a pour tâche de mettre fin. C'est pourquoi, même si l'on peut dire que l'orientation de Reagan développe des éléments déjà contenus dans la politique de Carter, son élection n'est pas une formalité. Réussir là où Carter a échoué, redonner à la politique américaine sa cohérence face à la mobilisation et à la montée révolutionnaire des masses à l'échelle mondiale, tel est le mandat que la classe dirigeante lui confie.

## Les axes de la politique de l'impérialisme américain

Cela signifie que l'impérialisme américain va tenter de mettre en place une politique plus rigoureuse et plus brutale. Politique de force contre les mouvements de masse qui menacent l'ordre impérialiste et les régimes qui lui sont soumis ; politique de pression accrue sur la bureaucratie dans le cadre de la « coexistence pacifique », c'est-à-dire de la coopération contre-révolutionnaire ; politique visant à assurer la prédominance des intérêts américains face aux autres bourgeoisies ; politique dirigée contre les masses laborieuses américaines. Mais tenter n'est pas réussir et, par elle-même, l'élection de Reagan ne règle aucun des obstacles, à l'échelle internationale et aux Etats-Unis mêmes, que rencontre la réalisation des plans de l'impérialisme.

La réorientation de la politique de l'impérialisme américain (déjà commencée avec Carter mais s'accroissant) se matérialise dans la contre-offensive face à la montée de la révolution en Amérique centrale. Ecraser dans le sang la lutte héroïque du peuple du Salvador en renforçant l'aide militaire, en recourant à une intervention directe, voilà l'objectif. « Au Salvador, déclarait Reagan à l'hebdomadaire *Time* le 5 janvier 1981, il y a une sorte de guerre civile. On ne peut pas faire la guerre et les réformes en même temps. Finissons-en avec la guerre, nous verrons ensuite les réformes. » Pratiquement, cela se traduit par l'accélération de la livraison d'armes et, pour la première fois officiellement, les autorités américaines font savoir que près de trente conseillers militaires et techniciens opèrent au Salvador. Pour conduire cette politique, le choix du général Haig (c'est la deuxième fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale qu'un militaire occupe ce poste décisif) comme secrétaire d'Etat — c'est-à-dire comme ministre des Affaires étrangères — se comprend. Le général Haig, adjoint de Kissinger, chef d'état-major de Nixon, est un des hom-

mes du Watergate. Il est aussi l'un des organisateurs des bombardements de terreur contre le Cambodge, secrètement préparés alors que le Cambodge n'était pas en guerre avec les Etats-Unis, et du pilonnage de Hanoï en 1972. Dès son audition au Sénat, Haig a insisté sur la nécessité d'augmenter les dépenses d'armements, sous le prétexte de « rejoindre » l'URSS, à laquelle on prête fallacieusement une avance sur ce terrain. Il a d'ailleurs déjà été soutenu sur ce point par le nouveau secrétaire d'Etat à la défense, Caspar Weinberger, qui a déclaré « qu'il n'y avait pas grande signification pour les USA à négocier un nouveau traité de limitation des armes stratégiques avec l'URSS sur la base de la position de faiblesse actuelles ».

C'est donc une certitude : s'il est un poste du budget de Reagan qui augmentera, c'est celui des dépenses d'armement, et cette augmentation se fera sur la base des records établis sous la présidence de Carter (dont le dernier budget estime les dépenses militaires pour 1981 à 161 milliards de dollars). Nouveau ballon d'oxygène pour une économie sérieusement défaillante, mais aussi expression de la volonté d'intensifier la pression sur l'URSS, à laquelle la bureaucratie ne peut répondre qu'en insistant sur la nécessité du resserrement de la coalition contre-révolutionnaire.

## De quoi hérite Reagan ?

L'hebdomadaire *Newsweek* décrit les conditions dans lesquelles commence la nouvelle présidence dans les termes suivants : « Quand Ronald Reagan s'installera à la Maison Blanche, il héritera de la crise économique la plus dangereuse depuis que F.-D. Roosevelt accéda à la présidence il y a quarante-huit ans. Dès le début, son administration devra faire face à une économie qui vacille au

bord d'une nouvelle récession, qui souffre de taux d'intérêt élevés et qui devient de plus en plus instable et inefficace. Avant tout, le nouveau président devra affronter les conséquences d'une inflation vertigineuse qui s'est profondément insérée dans les institutions économiques, sociales et politiques de la nation. Dans sa définition classique, l'inflation est une surabondance de monnaie par

rapport aux biens et services qui peuvent être achetés (...) Mais aujourd'hui l'inflation est plus que cela, elle est une fuite devant la réalité : une incapacité à admettre qu'une nation et ses citoyens vivent au-dessus de leurs moyens. » La puissance de l'impérialisme américain ne l'émancipe pas de la détérioration croissante du fonctionnement de l'économie capitaliste mondiale, de la marche à la dislocation du marché mondial. Il faut aujourd'hui payer le prix des décennies de « boom » fondées sur un fantastique développement du parasitisme, sur l'accumulation d'une masse immense de capital fictif. Le « redressement » de l'économie américaine après la récession de 1974-1975, malgré l'injection répétée de nouvelles dépenses d'armement, est demeuré oscillant : la relance par les moyens désormais classiques des dépenses d'armement et des dépenses parasi-

Comme le note le *Figaro* du 8 janvier, « Moscou n'est pas mécontent de la nomination de Haig, proche de Kissinger, qui de tous les secrétaires d'Etat américains est de loin celui qui a su le plus se faire apprécier de Moscou. Et l'on se souvient également de ses efforts pour sauver Richard Nixon de l'impeachment et au-delà la détente ». Et Brejnev a déclaré au sénateur Percy : « Tout geste constructif de l'administration américaine dans le domaine des relations soviéto-américaines et des problèmes vitaux du monde recevrait un accueil positif de notre part. »

Quels remèdes miraculeux Reagan peut-il administrer ? Dans sa campagne électorale, il s'est engagé à réduire les impôts. Déjà, les experts de la nouvelle administration expliquent qu'il faut différer cette promesse. Mais là n'est pas l'essentiel. Reagan doit de toute façon chercher à contrôler les dépenses de l'Etat, aujourd'hui emballées, tout en augmentant les dépenses militaires. Il n'y a qu'une seule solution, une réduction brutale des dépenses sociales. L'ensemble des plans de l'administration Reagan constitue une attaque sévère contre les conditions de vie et de travail, les conquêtes et les droits de l'ensemble des travailleurs américains. Ils frapperont encore plus cruellement les couches les plus exploitées et les plus

taires à vite tendu à s'essouffler et s'est soldée par une fantastique augmentation, pendant cette période, des dettes publiques et privées, dont la somme atteint les 4 000 milliards de dollars. En octobre 1979, une importante revue financière américaine définissait l'économie américaine comme une « économie au bord de la crise ».

Les faits n'ont pas tardé à lui donner raison. L'année 1980 a été une année de convulsions violentes de l'économie américaine, manifestée dans la hausse sans précédent des taux d'intérêt aux USA, puis par leur baisse, puis par une nouvelle hausse. Lors du premier trimestre, la production était stagnante, au second elle s'effondrait. Pour toute l'année, la production industrielle a baissé de 4,5 % par rapport à 1979, tandis que les prix à la consommation augmentaient de 13,5 % et qu'on comptait officiellement 8 millions de chômeurs.

## Des plans dirigés contre la classe ouvrière

paupérisées, les Noirs et les jeunes (dans certaines villes, le taux de chômage parmi les jeunes Noirs atteint 50 %). Réduction des dépenses de santé, des budgets scolaires. Remise en cause des garanties en cas de licenciement. Réduction des allocations de chômage, des aides aux familles. Réduction des dépenses de sécurité sociale. Proposition d'instituer une loi pour un salaire minimum « jeune » plus bas que le salaire minimum vital. Tels sont quelques-uns des éléments du catalogue de mesures anti-ouvrières que Reagan veut mettre en œuvre.

Comme secrétaire d'Etat au Travail, il a choisi un certain Raymond Donovan, patron d'une entreprise de construction et connu seulement pour avoir





été son agent électoral dans le New-Jersey (connu aussi, semble-t-il, des services de police pour avoir trempé dans des affaires de corruption, comme cela a été rappelé lors de son audition au Sénat). Le fait le plus important, c'est que ce personnage peu reluisant a été porté à ce poste sans consultation préalable avec la direction de l'AFL-CIO, fait sans précédent depuis que Roosevelt accéda à la présidence. Face à ce camouflet, les dirigeants de l'AFL-CIO ne font qu'épauler leur désarroi : « Les dirigeants syndicaux ne sont pas seulement inquiets des effets de l'élection présidentielle pour les intérêts des syndicats mais aussi de la capacité à long terme de leurs organisations d'influer sur les décisions politiques et économiques du gouvernement », note le *New York Times* du 8 janvier.

Si l'activité de la classe ouvrière américaine est marquée par une profonde hétérogénéité, une absence de centralisation, dues avant tout à l'absence d'une expression politique du mouvement ouvrier, ce ne sont pas des masses passives ou amorphes auxquelles il faut faire face pour que passent dans les faits les projets du capital. Mais le profond et ample mouvement contre la guerre du Vietnam — qui a été une composante essentielle de la défaite de portée historique subie par l'impérialisme —, la mobilisation incessante des minorités surexploitées et opprimées, les multiples batailles de classe menées contre le patronat et pour défendre les droits syndicaux, les conditions politiques de la chute de Nixon, sont des éléments constitutifs du rapport des forces entre les classes, de la conscience politique des travailleurs américains.

Il n'est pas vrai qu'il y ait eu un « raz de marée », une « vague de fond » en faveur de Reagan. Il y a eu une écrasante défaite électorale de Carter et du parti démocrate (dont « nos membres savent qu'ils nous ont trahis », devait constater le dirigeant du syndicat des employés d'Etat et municipaux, Jerry Wurf, qui appelait pourtant à voter pour Carter comme le « moindre mal »). Mais Reagan ne l'a emporté qu'avec 51 % des suffrages exprimés alors que le taux d'abstentions (47,5 %) a été un des plus élevés de l'histoire électorale des Etats-Unis. Les travailleurs ont refusé de suivre les consignes des dirigeants de l'AFL-CIO leur demandant de voter pour Carter. La défaite électorale du parti démocrate est ainsi devenue une défaite politique de la direction syndicale, qui se trouve désarmée devant les conséquences de l'élection de Reagan.

Les projets de l'administration Reagan et du patronat dans le contexte de crise, ses plans anti-ouvriers, tendent à remettre en cause les positions occupées par la bureaucratie syndicale, l'ensemble des relations au travers desquelles se réalisait sa politique de collaboration de classe. La faillite de l'alliance traditionnelle (politiciens démocrates, syndicats, mouvements noirs) qui fondait la puissance électorale du parti démocrate et le caractère de la politique « sociale » de Reagan sont des éléments de « déstabilisation » de l'appareil syndical.

### La question du « Labor Party » à l'ordre du jour

En dépit de sa force, de sa combativité, la classe ouvrière se trouve politiquement en position de faiblesse face à l'offensive réactionnaire de Reagan, comme d'ailleurs la population noire, qui voit brutalement remis en cause les gains relatifs que son combat avait pu arracher. C'est le gouvernement qui a l'initiative politique. Pourquoi ?

A cause de la faillite d'une politique acceptant le « two parties system » comme le cadre dans lequel la classe ouvrière pouvait « améliorer » ses positions. L'intensification de toutes les tensions sociales et politiques, du heurt entre les classes qui est à l'ordre du jour aux Etats-Unis, place au premier plan la nécessité d'un parti ouvrier, donne toute son importance stratégique et immédiate au mot d'ordre du « Labor Party » fondé sur les syndicats. C'est une question qui se posait déjà — et à une échelle sans précédent depuis les années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale — pendant la campagne électorale, en relation avec le rejet de Carter et du parti démocrate.

C'est ainsi qu'un important syndicat de l'AFL-CIO, l'International Association of Machinists, fort de 900 000 membres, a, pour la première fois, refusé d'endosser la candidature démocrate et a voté une résolution déclarant qu'il fallait « déterminer jusqu'à quel point un soutien à la base pouvait être développé pour un parti indépendant pro-labor fondé sur les principes de la social-démocratie ». La prudence de la

question n'empêche que l'essentiel est dans le fait que la question soit posée : la question de la rupture avec le « two parties system », la question d'un parti ouvrier indépendant basé sur les syndicats.

D'autres exemples témoignent du fait que cette question est de plus en plus présente dans la réflexion politique des travailleurs américains. En témoigne le succès du « forum » organisé par le DSO (Democratic Socialist Organizing Committee), qui agit au sein du parti démocrate, avec la participation de dirigeants de la social-démocratie européenne comme Willy Brandt, Tony Benn, François Mitterrand et Olof Palme. Dans ce forum, la possibilité de la constitution d'un parti ouvrier aux Etats-Unis fut discutée, et ce sont les organisateurs et les dirigeants syndicaux présents qui, placés sur la défensive, durent expliquer qu'une telle perspective était aujourd'hui utopique... Ces manifestations — dont il ne faut certes pas sous-estimer l'importance — ne constituent que la partie apparente de l'iceberg. C'est-à-dire la réfraction dans les sommets du mouvement ouvrier d'une tendance profonde qui chemine au travers de multiples initiatives et que nourrissent les nécessités du combat contre les plans de Reagan.

Les traditions démocratiques, les traditions de combat, les traditions d'organisation du plus puissant prolétariat du monde sont un élément central de ce qui est au cœur des difficultés internes de l'impérialisme américain : l'inadéquation de son système de domination politique, hérité des formes sous lesquelles le capitalisme s'est développé aux Etats-Unis, avec son rôle mondial de clé de voûte du système impérialiste international. Ce dont l'impérialisme américain a besoin, c'est d'un « Etat fort », capable y compris de discipliner, au nom des intérêts généraux de l'impérialisme américain, les différentes fractions de la bourgeoisie. Mais il ne peut établir de régime du « talon de fer » que par un

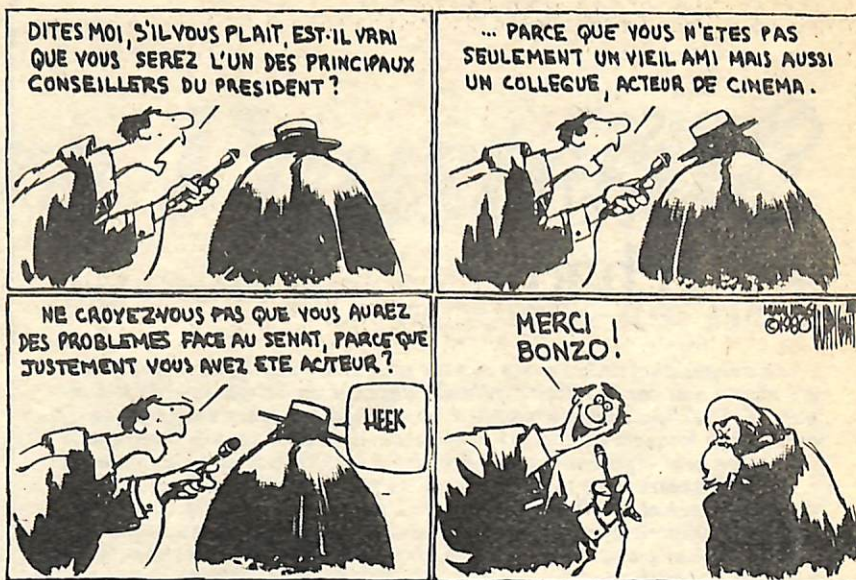
bouleversement radical qui implique un affrontement décisif entre les classes, un écrasement de la classe ouvrière.

### De nouveaux facteurs de crise

Reagan, pas plus que Carter, n'en a les moyens. Alors que, dans les conditions concrètes d'un déclin et d'un pourrissement accentués de l'impérialisme à l'échelle mondiale, la caractérisation de Trotsky — « la puissance des Etats-Unis est précisément leur point vulnérable : elle implique leur dépendance croissante à l'égard de pays et de continents instables » — prend toute sa portée, les mouvements et l'expression politique de ces mouvements qui mûrissent au sein de la classe ouvrière américaine sont l'un des facteurs qui confirment l'appréciation formulée dans la résolution politique générale votée par la conférence constitutive de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) » : « L'ampleur même des problèmes mondiaux et nationaux que devrait résoudre l'administration Reagan la place dans la même situation et la même impasse que celle où s'est trouvée placée l'administration Carter. Les plans contre-révolutionnaires — bien réels — se trouveront confrontés à la réalité de la lutte des classes mondiale, de la lutte des peuples opprimés et de la lutte des classes aux Etats-Unis. »

François Forgue.

(1) L'accord sur les otages marque le rétablissement de relations « normales » avec le gouvernement nationaliste bourgeois de Khomeiny, par le déblocage des avoirs iraniens. Le gouvernement iranien a renoncé à toute exigence vis-à-vis de l'impérialisme américain pour sa responsabilité dans le sort fait au peuple iranien, dans sa complicité avec le chah, bourreau de ces peuples.



### Sans rire !

**Sénateur Joseph Biden :** Monsieur, savez-vous quel est le Premier ministre d'Afrique du Sud ?

**William Clark :** Non, je ne sais pas.

**Biden :** Savez-vous quel est le Premier ministre du Zimbabwe ?

**Clark :** Je n'en suis pas certain, mais je peux le deviner.

**Biden :** Quels sont les pays européens de l'OTAN qui s'opposent le plus à la modernisation de la force nucléaire dans cette région ?

**Clark :** Je ne suis pas en condition... de faire la liste de ces pays.

**Biden :** Sur la base de ce que disent les journaux, pouvez-vous nous dire ce qui se passe actuellement dans le Parti travailliste en Grande-Bretagne ?

**Clark :** Je crois que je ne peux répondre avec précision à cette question sur ce qui se passe dans le Parti travailliste britannique.

(Fragments publiés par *Newsweek* du 16 février 1981 de l'entrevue de William P. Clark, nouveau secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis, avec le comité des relations extérieures du Sénat)

Clark a été confirmé à son poste, comme numéro deux de Haig. Il ne sait pas grand-chose sur ce qui se passe dans le monde mais il faut reconnaître que, oui, c'est un vieil ami de Reagan.

## IRAN

# Khomeini pactise avec le « Grand Satan »

Par Daniel Acosta

Enfin, après quatorze mois, les otages nord-américains sont de retour au pays. En échange, l'Iran a déjà obtenu 2 milliards 850 millions de dollars et obtiendra prochainement un milliard et 200 millions de plus. Tous ces fonds, qui font partie des 6 milliards appartenant à l'Iran (compte tenu de quelque 50 tonnes d'or) et déposés dans la Banque de réserve fédérale et quelques autres banques privées des Etats-Unis, avaient été gelés par Carter peu après la prise de l'ambassade. Le « reliquat » devrait être versé au cours du prochain semestre.

Il reste par ailleurs 36 milliards de dollars selon les autorités iraniennes, 10 seulement selon les Etats-Unis, appartenant au chah déchu et déposés eux aussi dans diverses banques privées. Le tribunal international de La Haye doit décider s'ils doivent ou non être rendus à l'Iran.

Par ailleurs, les Etats-Unis se sont engagés à cesser d'intervenir dans les affaires intérieures iraniennes. Le fait que les Etats-Unis vont remplir ou non le reste de leurs engagements devient matière à conjectures, et ce principalement depuis qu'un haut fonctionnaire du nouveau gouvernement a déclaré que les termes de cet engagement seraient l'objet d'une « étude très attentive » de la part de Reagan et de ses assesses.

### Un accord contre la révolution iranienne

La prise de l'ambassade et des otages en novembre 1979 a été un acte révolutionnaire des masses iraniennes. Elles ont montré de la manière la plus efficace leur haine de l'impérialisme, responsable direct et principal soutien de la tyrannie sanglante de Reza Pahlavi.

L'accord qui a abouti à la libération des otages signifie tout le contraire : les termes de cet accord, qui sont relativement avantageux pour l'impérialisme (l'unique argent qu'il s'agissait de déboursier appartenant à l'Iran !), révèlent la volonté du gouvernement bourgeois de Khomeiny de « normaliser » les relations. A preuve, les énormes manifestations de masse réalisées à Téhéran pour dénoncer la libération des espions, et la façon dont Khomeiny y a répondu : « Les grèves, les arrêts de travail et le sensationnalisme sont une trahison (...) Les grèves étaient dans le passé (à l'époque du chah) votre devoir historique. Mais aujourd'hui c'est précisément le contraire, les grèves sont contre l'Islam et contre le pays. »

Ces déclarations de Khomeiny, rendues publiques par une dépêche d'UPI du 4 février 1981, sont tirées de son premier discours public depuis la remise des 52 otages nord-américains. L'ayatollah ne s'est prononcé ni contre le « Grand Satan », ni contre l'invasion irakienne (qui en est déjà à son cinquième mois d'enlèvement), mais contre les travailleurs iraniens.

Un porte-parole autorisé de l'impérialisme, le quotidien *New York Times*, explique dans son éditorial du 21 janvier : « Les Etats-Unis doivent modérer leur colère pour renforcer la cohésion interne de l'Iran. L'Iran doit calmer sa véhémence pour renforcer ses relations avec l'Occident, surtout depuis l'invasion irakienne. »

En réalité, par-delà les différences de termes, il y a un accord sur le fond : Khomeiny intime aux travailleurs iraniens l'ordre de laisser de côté leurs revendications, tandis que le *New York Times* affirme que, si cela se réalise, les Etats-Unis sont prêts à oublier leur « juste » colère et à aider l'Iran. Les deux reconnaissent exactement la même chose : la révolution prolétarienne qui a commencé en Iran, en janvier 1979, loin de s'essouffler, garde ses forces intactes. Et c'est bien à partir de cette constatation commune qu'ils coïncident pleinement sur la nécessité de stabiliser le gouvernement iranien et de mettre un terme à ce foyer central de la révolution dans cette région du monde.

## Libérez Nemat Jazayeri !



De nombreuses assemblées ouvrières et de militants ont adopté en Iran des motions de soutien à la campagne pour la libération de Nemat Jazayeri, ouvrier de l'usine Ray-O-Vac de Téhéran et membre du Parti révolutionnaire des travailleurs (HKE), un des deux groupes iraniens du Secrétariat unifié.

Jazayeri a été arrêté le 8 septembre dernier et emmené à la prison Evin de la capitale iranienne. Aucune charge n'a été portée contre lui, aucune date de procès n'a été fixée.

Dans une lettre où ils sollicitent la liberté de Jazayeri au procureur général de la révolution iranienne, l'ayatollah Ghodosi, deux ouvriers de deux entreprises de Téhéran affirment : « Prévoyant des mois auparavant l'attaque impérialiste contre notre révolution, il (Jazayeri) a déployé tous ses efforts afin de mobiliser les travailleurs pour notre armée de 20 millions. Il a expliqué patiemment aux travailleurs la nécessité de défendre la révolution. »

Les forces qui exigent la liberté de Jazayeri appellent à la réalisation d'une campagne internationale pour sa défense en envoyant aux autorités iraniennes des lettres dont voici le texte commun : « Comme défenseurs de la révolution iranienne, nous sommes profondément préoccupés par l'arrestation de Nemat Jazayeri, ouvrier de l'usine Ray-O-Vac. Jazayeri a une longue histoire de lutte contre le chah et est détenu sans aucune charge contre lui. Nous nous adressons à vous afin de solliciter sa libération immédiate. »

Les lettres doivent être envoyées sous forme de télégrammes à l'ayatollah Ali Ghodosi, procureur général de la révolution islamique, bureau des tribunaux révolutionnaires, Téhéran, Iran. Des copies doivent être adressées au Premier ministre Mohammed Ali Radjai, Téhéran, Iran, au Président Abdolhassan Bani Sadr, Téhéran, Iran, et à Kargar, boîte postale 43/174, poste aérienne 14, Téhéran, Iran.



## Que se passe-t-il au Tchad ?

par François Forgeue

« La réputation de la France comme protectrice de l'Afrique modérée a été mise à mal par la victoire militaire libyenne au Tchad », écrit *L'Economist*, l'hebdomadaire londonien, rejoignant les commentaires américains selon lesquels les récents événements du Tchad manifestent que la France ne peut « garantir seule les intérêts occidentaux dans la région ».

Ainsi, à quatre mois des élections présidentielles et après la chute de son protégé et ami Bokassa, Giscard s'est vu rappeler qu'y compris en Afrique, l'impérialisme français ne pouvant jouer qu'un rôle subordonné doit laisser une partie de ses positions à ses rivaux impérialistes plus forts. Lisez : l'impérialisme US.

Ce ne sont pas les déclarations martiales du gouvernement français, ni ses solennelles « mises en garde » qui ont freiné la réalisation de la « fusion » entre la Libye et le Tchad, mais la décision de la réunion de l'« Organisation de l'unité africaine » (OUA) tenue à Lomé (Togo) qui a été suivie par l'annonce qu'un référendum serait organisé au Tchad sur cette question. Cette décision prise par douze Etats africains (dont certains comme le Nigéria ou le Soudan, ne font nullement partie de la « zone d'influence » française) répondait à la nette injonction de l'impérialisme américain, Haig condamnant le projet de fusion comme un « scandale ».

Signalons que Khadafi a rapidement obtempéré à l'injonction de l'impérialisme américain, à la volonté de l'impérialisme mondial, ce qui n'a rien d'étonnant quand on sait que, contrairement aux légendes qui circulent à ce sujet, l'économie libyenne est parfaitement insérée dans l'économie mondiale dominée par l'impérialisme au travers d'importantes relations commerciales avec l'Italie (l'ancienne puissance coloniale) d'où viennent 30 % des importations, la République fédérale allemande, la France et le Japon. Les contrats d'infrastructure sont pour l'essentiel entre les mains de l'Italie et de la RFA.

Le Tchad, territoire de plus de 1 200 000 km<sup>2</sup>, ne compte que 4 500 000 habitants. Depuis que le colonialisme français a occupé ce pays — qui reste aujourd'hui l'un des plus pauvres du monde — il a joué de l'opposition entre le Nord, essentiellement nomade et musulman, et le Sud agricole. L'impérialisme a imposé, dans le Sud, la monoculture du coton qui reste, jusqu'à aujourd'hui, contrôlée par de grandes sociétés françaises.

Le Tchad est formellement indépendant depuis 1960, mais le régime du président Tombalbaye étroitement soumis à l'impérialisme français et s'appuyant exclusivement sur les « élites » du Sud ne parvient à assurer aucune stabilité. Les déchirements régionaux, les luttes tribales se combinent avec le mécontentement des masses et aboutissent à des soulèvements réprimés avec sauvagerie. Dès 1966, la France intervient militairement et continuera à le faire après le renversement de Tombalbaye, remplacé par le régime militaire du général Félix Malloum en avril 1975.

Depuis 1966, l'opposition et la lutte armée contre le régime sont coiffées formellement par un Front de libération du Tchad (FROLINAT). En réalité, de multiples fractions et de multiples formations armées autonomes y coexistent, jouant chacune leur jeu à l'égard des divers impérialismes et des Etats de la région. Le Tchad connaîtra en fait, à partir de 1976, une véritable décomposition. En août 1979, une conférence réunie à Lagos, au Nigéria, aboutit à la formation d'un « gouvernement d'union nationale transitoire » où se retrouvent Goukouni Weddeye (l'actuel chef de l'Etat), Hissene Habré qui avait été l'un des premiers dirigeants du FROLINAT et rallié le gouvernement Malloum en 1978, et Abdelkader Kamougué qui fut le bras droit de Malloum.

C'est cet édifice complexe qui éclatera très vite, laissant place à un nouvel affrontement entre Hissene Habré, qui s'était emparé de la capitale, et Goukouni Weddeye — soutenu à la fin, sur le terrain, par les forces libyennes — bénéficiant de l'appui du général Kamougué, l'homme fort du Sud...

Plusieurs faits s'imposent : la dislocation de l'Etat mis en place par l'impérialisme français s'intègre dans la déstabilisation de tout le continent africain, la montée du mouvement des masses contre la domination impérialiste et ses agents ; l'incapacité de l'impérialisme à ménager une solution tant soit peu stable manifeste que ces solutions qui maintiennent la misère et l'oppression se heurtent à la combativité et aux aspirations des masses. Mais aucune des fractions en présence au Tchad n'a cherché à exprimer ces aspirations, à ouvrir la voie à une unité révolutionnaire des populations du Tchad contre l'impérialisme. Rien qui rappelle ce qu'avait tenté Lumumba au Congo.

Il n'est pas vrai que l'on assiste à l'issue d'une épreuve de force entre, d'une part, des formations révolutionnaires soutenues par l'Etat libyen, et de l'autre, des éléments pro-impérialistes soutenus par la France, le Sénégal et la Côte-d'Ivoire. En fait, l'impérialisme français a toujours maintenu des relations suivies avec le régime de Khadafi (assurant son armement aérien, et il vient encore de lui vendre une vedette lance-torpilles), à tel point que, de sources sérieuses, on a pu évoquer la possibilité d'un accord secret partageant le Tchad en « zones d'influence » française et libyenne. En effet, Kamougué, ex-chef des armées du dictateur Malloum, est l'« allié » de Goukouni.

En arrière-plan, on assiste à une modification des rapports de force entre les différents impérialismes sans qu'aucune force en présence entende respecter le droit du peuple tchadien à disposer de lui-même, à rompre la dépendance à l'égard de l'impérialisme. Cependant, la crainte manifestée par les gouvernements du Sénégal, du Zaïre, du Niger, de la Côte-d'Ivoire, par ceux qui ont remplacé Bokassa avec l'aval de l'impérialisme français, n'est pas feinte. Ce n'est pas de la Libye qu'ils ont peur mais de leurs propres peuples. Et dans ces conditions, l'impérialisme français, qui cherche avec acharnement — comme tout impérialisme — à sauvegarder ses positions, renforce avec ostentation son dispositif militaire dans la région. Dispositif dont l'utilisation contre-révolutionnaire a été manifestée avec éclat en Centrafrique. Après la chute de l'« empereur » Bokassa, c'est en fait l'armée française l'axe du pouvoir mis en place pour interdire aux ouvriers et aux paysans de Centrafrique d'intervenir sur la scène politique et d'exiger des comptes. Les effectifs français en République centrafricaine viennent d'être renforcés. Par ailleurs, quatre mille hommes et une escadrille de *Mirages* sont basés à Djibouti, et plusieurs milliers d'hommes répartis dans des bases au Sénégal, au Gabon, en Côte-d'Ivoire. Cela sans compter, dans des pays comme le Cameroun et le Niger, la présence de « conseillers militaires ».

C'est l'un des éléments nécessaires du combat pour la réalisation de l'unité contre le gouvernement Giscard-Barre, pour la liquidation des institutions réactionnaires de la V<sup>e</sup> République, que la dénonciation du rôle et des plans de l'impérialisme français en Afrique, que le combat pour imposer le retrait inconditionnel de toutes les forces armées de l'impérialisme français d'Afrique.

## IRLANDE

# Malgré la bureaucratie syndicale, les travailleurs ont soutenu le Bloc H

par Carol Connor

La tentative d'attentat contre Bernadette Devlin McAliskey et son mari Michael fait partie de l'offensive terroriste lancée par des éléments pro-impérialistes de l'Ulster, après la victoire obtenue par les prisonniers politiques du Bloc H au moyen de la grève de la faim.

Ces éléments de droite n'ont pas choisi leur cible au hasard. Bernadette Devlin est une grande dirigeante du mouvement républicain irlandais depuis de nombreuses années. En 1969, à 21 ans, elle fut élue au Parlement anglais comme représentante de l'Ulster, poste qu'elle utilisa comme tribune de la cause républicaine. Cette même année, elle participa aux grandes mobilisations qui ont eu lieu dans la ville de Derry, pour le retrait des troupes d'occupation britanniques. Cela lui coûta six mois de prison « pour incitation à rébellion contre la police ». En 1974, elle perdit son poste au Parlement, mais a continué à être active dans le mouvement républicain. En novembre et décembre 1980, elle est souvent parue à la télévision et dans des manifestations de rue, comme porte-parole du Comité national pour la destruction du Bloc H. Elle est la sixième victime d'une vague d'attentats contre des dirigeants républicains pendant ces derniers six mois. Les cinq autres sont morts.

Il ne fait aucun doute que les négociations qui ont mis fin à la grève de la faim du Bloc H ont signifié un grave revers pour le gouvernement de Margaret Thatcher. C'est ainsi que l'a exprimé Ian Paisley, principal représentant des éléments pro-impérialistes du Nord, quand il a dit que celles-ci « sèment les graines de la destruction de l'union » (de l'Irlande du Nord avec l'Angleterre) et « nous devons nous préparer au pire » (car pour lui, cela signifie que le gouvernement britannique a négocié avec les prisonniers républicains dans le dos du gouvernement local).

Les prisonniers ont mis fin à la grève quand le gouvernement a fini par accepter leurs cinq revendications : droit à utiliser leurs propres vêtements à la place de l'uniforme de la prison ; droit de ne pas travailler dans la prison ; de recevoir des visites et du courrier régulièrement ; suspension d'une partie de la sentence conformément à la loi.

La grève a triomphé sans aucun doute grâce à la vaste mobilisation des masses. Des dizaines de milliers de personnes sont sorties dans la rue et ont fait grève dans tout le pays, provoquant ainsi la paralysie totale de quelques villes, dont celle de Derry, la deuxième du pays. Le gouvernement impérialiste a pu constater que les prisonniers n'étaient pas isolés et qu'il ne pouvait donc pas se payer le luxe de les laisser mourir.

Il s'agit d'une importante défaite pour l'Angleterre et sa politique de « criminalisation », c'est-à-dire le projet de priver les prisonniers politiques de leur statut de « catégorie spéciale » (lire politique) pour les isoler du mouvement des masses. La grève de la faim a fait échec à cette politique et a mobilisé plus de personnes contre l'impérialisme britannique que tout ce qui s'est passé depuis l'assassinat de quatorze manifes-

tants à Derry en 1972. A cette occasion, les mobilisations avaient duré quelques jours, tandis que ces dernières se sont poursuivies pendant six semaines.

### Une mobilisation « sauvage »

Cette mobilisation s'est faite avec l'opposition totale des directions syndicales. L'*Irish Congress of Trade Unions*, centrale ouvrière de toute l'Irlande, a exhorté les prisonniers à mettre fin à la grève de la faim. Le *Derry Trades Council*, qui regroupe tous les syndicats de la ville, s'est prononcé contre les mobilisations. Malgré cela, les ouvriers de la ville ont formé un comité syndical de soutien aux prisonniers qui a organisé deux grèves générales au niveau local et déclaré qu'il appellerait à une grève illimitée au cas où mourrait l'un des prisonniers.

Cela s'est passé aussi en Irlande du Sud, qui, à la différence de l'Ulster, n'est pas une colonie directe mais une semi-colonie britannique. Des grèves, des mobilisations ont eu lieu malgré l'opposition de la bureaucratie syndicale. Dans la ville de Drogheda s'est formé un comité syndical dirigé par des militants de la Ligue ouvrière révolutionnaire, section irlandaise de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) » ; le comité a paralysé la ville pendant la journée nationale d'action convoquée par le comité national du Bloc H.

Il faut souligner un autre aspect de la mobilisation pour les prisonniers du Bloc H. En 1922, l'Irlande fut divisée par l'impérialisme britannique entre le Nord (Ulster), sous la dépendance directe de la couronne anglaise, et le Sud (Eire), république « indépendante ». Comme l'a signalé, à ce moment-là, James Connolly, fondateur

du syndicalisme irlandais, l'objectif de la *partition* était de diviser la classe ouvrière irlandaise pour affaiblir sa mobilisation anti-impérialiste. Et il a été atteint, du moins jusqu'à présent : depuis 1922, le mouvement anti-impérialiste est séparé entre Sud et Nord. Cela est dû en grande partie aux directions syndicales qui ont fait tout leur possible pour empêcher la mobilisation unifiée de la classe ouvrière.

Les actions en faveur des prisonniers du Bloc H représentent donc une défaite pour la politique de la bureaucratie, un des piliers principaux de la domination impérialiste.

### Les limites de la victoire

La fin de la grève de la faim a significativement dans un certain sens une déception pour le mouvement républicain : la revendication principale n'a pas été obtenue, celle demandant au gouvernement britannique d'accorder aux prisonniers politiques la « catégorie spéciale », soit la reconnaissance du statut politique. Ce qui a motivé Thatcher à refuser de céder sur ce terrain est beaucoup plus important que l'image « démocratique » du gouvernement. En accordant aux prisonniers le statut politique, le gouvernement britannique étendrait cette reconnaissance au mouvement républicain et donc ouvrirait la nécessité de négocier avec lui. Une telle victoire exigeait une mobilisation beaucoup plus grande que celle qui s'est produite. Elle exigeait une grève générale.

Elle ne s'est pas produite à cause de la politique de la bureaucratie syndicale et du parti communiste, mais aussi du comité national de soutien aux prisonniers qui s'est limité à demander au gouvernement de l'Eire de faire des pressions sur le Premier ministre britannique. Charlie Haughey, Premier ministre irlandais, a considéré que le conseil était bon : il s'est réuni avec Margaret Thatcher et l'a sûrement convaincu qu'il fallait céder sur certaines revendications (par exemple sur les vêtements) pour éviter la mort par la faim des grévistes.

### Un début de réorganisation

Mais cela ne veut pas dire que les masses irlandaises soient démoralisées. Les comités de base de soutien à la grève se maintiennent et ont programmé une conférence nationale. La Ligue ouvrière

Manifestation de soutien aux grévistes du Bloc H : un processus de regroupement du mouvement ouvrier





révolutionnaire y proposera la réalisation d'une journée nationale de protestation contre l'attentat dont a été victime Bernadette Devlin.

La grève de la faim a engagé un processus de réorganisation du mouvement ouvrier contre l'impérialisme et contre la politique d'austérité des deux gouvernements, qui se concrétise par plusieurs milliers de travailleurs licenciés par semaine.

Les processus politiques et sociaux — la répression et le chômage principalement — conduisent à la grève générale. Les comités qui ont surgi en soutien à la grève de la faim et contre l'attentat qu'a subi Bernadette Devlin peuvent devenir les embryons de la direction de la grève générale.

## GRANDE-BRETAGNE

# La radicalisation travailliste

Le Parti travailliste d'Angleterre est entré dans une crise ouverte. Elle s'exprime clairement dans l'organisation autour d'un « Conseil de la social-démocratie » (CSD) des parlementaires importants et des dirigeants de l'aile droite. Ce regroupement menace de diviser le parti traditionnel du mouvement ouvrier britannique.

Les dirigeants de l'aile droite, Shirley Williams, Roy Jenkins, David Owen et

William Rodgers — qui ont été surnommés « la bande des quatre » — ont réussi à intégrer au conseil neuf parlementaires. Ce regroupement a recueilli jusqu'à présent près de 150 signatures de figures représentatives du travaillisme, pour un document qui définit des positions politiques et propose pratiquement la scission.

Ce mouvement vers la rupture est une réaction de l'aile droite parlementaire face à l'avancée décisive de l'aile syndicale du Parti travailliste, celle-ci ayant pris le contrôle de l'appareil du parti. Les dirigeants syndicaux contrôlent maintenant directement les organismes clés du parti et ont imposé comme leader Michael Foot, un homme étroitement lié aux syndicats. Et celui qui occupe la charge de leader est automatiquement candidat pour le parti au poste de Premier ministre.

Face à l'élection de Foot, la rupture de la droite travailliste a été encouragée aussi par des secteurs de la bourgeoisie qui veulent affaiblir le Parti travailliste afin d'empêcher que, dans une prochaine élection, ne soit battue Margaret Thatcher, déjà en perte de prestige, et que le poste de Premier ministre ne passe aux mains du leader imposé par les syndicats. La revue influente *The Economist*, dans son édition du 21 novembre 1980, n'hésite pas à donner des conseils : « La question n'est déjà plus de savoir s'ils (les dirigeants de droite) doivent abandonner le Parti travailliste, mais quand ils doivent le faire. Et la réponse, c'est maintenant ! »

Il est certain que cette situation ouvre une crise très grave dans le système bipartiste traditionnel anglais. Jusqu'à présent, quand un gouvernement conservateur tombait, un gouvernement travailliste lui succédait : le contrôle des « parlementaires » ou de la « droite » sur l'appareil du parti assurait que le Premier ministre travailliste ne soit pas autre chose qu'un bon bourgeois, élu par les voix ouvrières. La scission très probable du Parti travailliste et le contrôle des syndicats sur l'appareil du parti mettent la bourgeoisie impérialiste face à une tâche difficile pour trouver

par Jack Richardson

un nouveau schéma qui lui permette de maintenir, sans soubresauts, sa domination sur les travailleurs britanniques.

### La question des statuts

Le crétinisme légaliste et parlementaire des politiciens bourgeois et des réformistes britanniques apparaît en pleine lumière avec la crise. Toute la dispute prend la forme d'un débat violent autour des statuts du parti.

Au cours du Congrès du Parti travailliste (première semaine de novembre, voir *Correspondance internationale* n° 3), l'aile syndicale avait réussi à imposer la réélection obligatoire des candidats au Parlement. Jusqu'à présent, un candidat pouvait garder indéfiniment son poste parlementaire, à condition d'être élu, qu'il accomplisse ou non ses promesses électorales. De fait, aucun organisme du parti ne pouvait exiger qu'il rende des comptes ou lui enlever sa candidature. Maintenant, chaque député doit rendre compte de son mandat à sa section. Si sa section le désapprouve, il perd sa candidature. Comme dans les sections, les syndicats ont une influence décisive, ce sont eux qui en dernière instance vont contrôler les candidatures parlementaires.

Disons aussi que ce même congrès a donné aux forces de gauche, dirigées par le syndicalisme, 18 des 25 sièges de l'organisme de direction le plus important, le Comité exécutif. Quelques jours plus tard, Michael Foot a été élu leader. La gauche a tenu compte du danger de rupture du parti et c'est pour cela qu'elle a imposé Foot comme candidat, car c'est un « modéré » de l'aile syndicale. Ce n'est pas une des figures les plus irritantes pour la droite.

Mais les résultats de la conférence extraordinaire du 24 janvier dernier démontrent que la conciliation est très difficile.

Le congrès de novembre avait laissé en suspens la question d'une réorganisation du collège électoral chargé d'élire le leader. Bien que les syndicats aient réussi à imposer Foot malgré les anciens statuts, ils étaient préoccupés par le fait que les anciennes dispositions facilitent

en général la majorité de l'aile parlementaire. C'est pour cela que, pendant la conférence de janvier, les secteurs les plus radicaux imposèrent une modification des statuts, de telle sorte que maintenant, l'aile syndicale dispose de 40 % des voix, les sections de 30 % et seulement 30 % pour les parlementaires. Foot lui-même, dans un geste infructueux de conciliation, avait présenté un projet qui maintenant une majorité décisive pour les parlementaires.

Et quand le « pouvoir syndical » se rendit maître du collège électoral, la crise qui s'annonçait s'est ouverte. Selon *The Economist*, Foot le « modéré », « au cours de la réunion du 27 février du comité exécutif, a perdu son contrôle et exigé de Shirley Williams qu'il dise clairement s'il restait ou non dans le parti ». A ce moment-là, le conseil social-démocrate prenait une dynamique de rupture avec son document.

### « Le petit chien des syndicats »

et le danger « trotskyste »

Face à l'avancée des syndicats dans le contrôle du Parti travailliste, la bourgeoisie s'est acharnée sur la figure de Foot. *The Economist*, dans plusieurs éditions, a dit des choses comme « M. Foot est le petit chien des syndicats et c'est pour cela que de nombreux syndicalistes veulent le mettre au gouvernement. » (1<sup>er</sup> novembre 1980) ou : « Quand il était au gouvernement — il a été secrétaire du travail de 1973 à 1974 — il a permis que les syndicats lui donnent des ordres. » (21 novembre 1980). Les tribulations de *The Economist* vont aussi dans un autre sens. Par exemple : « Quelques membres nominaux du groupe Tribune (de gauche) s'inscrivent secrètement dans l'aile droite, mais publiquement ils se disent du groupe Tribune pour apaiser les trots. » (7 novembre 1980) Et quand on parlait d'une formule de partage entre le candidat de la droite Healey et Foot, cette revue se lamentait : « Malheureusement, ce type de compromis dans un collège électoral pourrait cette année être exactement ce que cherchaient les trots et autres militants de gauche », car cela montrerait à la base, qui se fait des illusions, que Foot n'est pas réellement de gauche et qu'il est disposé à s'entendre avec la droite.

Tous ces commentaires ont finalement le même sens : la peur de la bourgeoisie face à la montée des luttes ouvrières et populaires, face au renforcement des courants de classe, comme ceux des trotskystes ou trotskysants (les « trots et autres militants » que mentionne *The Economist*), et face à leurs effets sur les institutions britanniques.

Pour s'adapter à la crise mondiale et à l'aggravation rapide de sa propre situation économique, l'impérialisme britannique applique un plan de réduction continue des ressources, et des conquêtes historiques des travailleurs.

En 1974, une grève des mineurs a fait tomber le gouvernement conservateur de Heath. En 1979, les grèves ouvrières ont renversé le gouvernement Callaghan, principale figure de la droite travailliste, qui est tombé avant d'avoir pu appliquer à fond son plan d'austérité. Maintenant, le gouvernement de Margaret Thatcher est en train de percer avec 2,4 % dans les classes moyennes, l'inflation se maintient à 15 % par an, tandis que se poursuivent les réductions des budgets municipaux, c'est-à-dire des fonds pour la santé, l'éducation et les autres besoins populaires. En novembre dernier, le début de la mobilisation ouvrière et populaire s'est exprimé par des actions contre les réductions des budgets municipaux, et notamment une concentration de 150 000 personnes à Liverpool contre le chômage.

Le mécontentement ouvrier et populaire réalise des pressions sur la bureaucratie syndicale pour qu'elle s'affronte au gouvernement, pour qu'elle délègue des dirigeants de droite de la direction du Parti travailliste. La bureaucratie elle-même a besoin de défendre ses privilèges qui sont réduits, dans une certaine mesure, par l'austérité. Par exemple, les budgets municipaux, que le gouvernement diminue d'année en année, sont une source importante des revenus des syndicalistes qui occupent des postes municipaux.

Sous la pression du mécontentement ouvrier et préoccupés par la réduction de leurs privilèges, les dirigeants syndicaux chevauchent la vague afin de prendre le contrôle de l'appareil du parti. Mais la conséquence en est l'expulsion de l'aile droite du parti, qui ouvre elle-même une grave crise des institutions politiques anglaises.

Jack Richardson

### Les luttes ont chassé Callaghan

## Maintenant, c'est au tour de Thatcher

« Nous allons élargir cette campagne à tout le pays, nous allons mobiliser le pouvoir et la force du peuple pour détruire le gouvernement Thatcher et construire le véritable socialisme. » « Le prochain gouvernement travailliste ne doit pas passer à l'histoire comme un de plus parmi ceux qui ont essayé de mieux gérer le capitalisme que les capitalistes conservateurs, mais comme le gouvernement qui a commencé la reconstruction de l'industrie britannique selon des normes socialistes. » (*Intercontinental Press* du 22 décembre 1980)

Ces discours n'ont pas été prononcés, comme on pourrait le croire, par des militants d'avant-garde, mais par Michael Foot (voir notre article) et Eric Heffer, un autre parlementaire travailliste. Et cela à l'occasion d'une concentration à Liverpool, le 29 novembre 1980, à laquelle assistèrent 150 000 travailleurs de toute l'Angleterre. Ce meeting avait été appelé pour protester contre le plan d'austérité du gouvernement, plan qui a déjà provoqué un chômage représentant 8 % de la force de travail.

Au même moment, se terminait victorieusement une grève de sept semaines dans l'usine Gardner de Manchester qui fabrique des machines diesel. Grâce à la force du mouvement, le patronat n'a pas pu licencier 600 travailleurs, comme l'exigeait le « plan d'austérité » interne à l'entreprise. Au début, la direction bureaucratique du syndicat s'était opposée à la grève mais elle a été obligée de s'y plier quand les travailleurs occupèrent l'usine pendant la dernière semaine du conflit.

Les métallos de British Steel, les mécaniciens de British Leyland et de Ford, les dockers de Liverpool et de Belfast, les mineurs, les enseignants... Il est difficile de trouver une corporation ou une entreprise anglaise qui n'ait pas été en conflit cette année pour des augmentations de salaires ou contre les licenciements. Et dans pratiquement tous les cas, les travailleurs ont réussi à entraîner la direction syndicale, comme à Gardner, ou à passer par-dessus elle, comme à British Steel. Mais ce dernier conflit a été un échec par épuisement après quinze semaines de grève.

Ce n'est pas seulement le gouvernement Thatcher qui tremble mais aussi les bureaucrates travaillistes, qui voient branler leurs sièges et qui doivent prendre des mesures.

J. R.

## BELGIQUE

# Vers la grève générale

Depuis le début de l'année 1981, la situation politique s'est brutalement tendue en Belgique. D'ores et déjà, la bourgeoisie et son gouvernement sont confrontés à une crise politique et sociale majeure.

Alors que le gouvernement Martens de coalition (chrétiens-socialistes) — le quatrième en deux ans — essaie de faire adopter son plan d'austérité par le Parlement, la grève se développe dans la sidérurgie. Partie du bassin liégeois le 27 janvier, la grève des métallurgistes devait s'étendre le 3 février au bassin de Charleroi, contre les menaces de suppressions d'emplois, tandis que dans le Brabant, à Verviers, Mouscron, Tubize, les travailleurs du textile également menacés par les licenciements multiplient les actions et les protestations.

Lucides, les commentateurs bourgeois rappellent donc avec effroi la « grande épopée ouvrière de l'hiver 1960-1961 » au cours de laquelle les métallurgistes avaient été le secteur le plus résolu, l'avant-garde de la grande grève générale belge.

### Plan d'austérité et riposte ouvrière

Cette situation ouverte aujourd'hui en Belgique a été créée par l'adoption, par le gouvernement auquel participe le Parti socialiste, d'un « plan d'austérité global » qui prévoit un sévère blocage des salaires, la suppression de certaines allocations chômage et l'abandon de la réduction du temps de travail.

La crise économique de l'impérialisme mondial frappe de plein fouet le vulnérable impérialisme belge qui tente de faire payer la note à la classe ouvrière. La tentative du gouvernement Martens d'imposer son « plan de redressement » par le biais d'une concertation entre gouvernement, patronat et syndicat, au travers de la convocation en novembre dernier d'une « Conférence nationale du travail » (voir *Correspondance internationale* n° 4), a échoué. La centrale syndicale liée au Parti socialiste, la FGTB, s'est opposée au plan d'austérité. Le Premier ministre a alors fait voter le blocage des salaires à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1981. Le samedi 24 janvier, une manifestation convoquée par la FGTB rassemblait contre ces mesures plus de 100 000 travailleurs à Bruxelles. L'ampleur de la riposte marquait la combativité de la classe ouvrière et le début d'une agitation dans tout le pays contre le plan d'austérité.

Réaffirmant depuis son opposition absolue aux mesures envisagées par le cabinet Martens, et en contradiction avec la position favorable de la direction du Parti socialiste, la direction de la FGTB se refuse pourtant à lancer le mot d'ordre de la

par Jean Robles

grève générale qui est posée dans les faits. Cependant, cette situation a provoqué une crise explosive au sein du Parti socialiste belge membre de la coalition gouvernementale et étroitement lié à la centrale ouvrière.

### Crise dans le Parti socialiste

Le 26 janvier, le président du Parti socialiste, André Cools, ardent partisan du plan d'austérité et soutien fervent du gouvernement Martens, a démissionné de son poste. Depuis plusieurs semaines, il avait mené campagne contre la puissante centrale ouvrière, coupable selon lui de « refuser les moindres sacrifices », de « démagogie » et de « manque de civisme ». Déjà, en octobre dernier, lorsqu'il avait prononcé les déclarations musclées selon lesquelles « si les travailleurs occupent l'Hôtel de Ville, je les en chasserai moi-même », la réponse ouvrière consista à manifester par dizaines de milliers le 12 octobre à Bruxelles. Ce qui, réalisé malgré l'absence d'un appel national des syndicats, témoignait de la volonté de combat de la classe ouvrière.

Aussi, lorsque le 16 janvier André Cools décidait avec la direction patronale la fusion des entreprises sidérurgiques de Liège et de Charleroi, fusion qui entraînait la perte de milliers d'emplois, l'indignation qu'une telle décision ne pouvait manquer de soulever dans la classe ouvrière belge s'est exprimée aussitôt par le début de la grève, le 27 janvier, dans la sidérurgie liégeoise. L'aspiration passionnée de la classe ouvrière belge à regrouper ses forces pour faire face à l'agression de la bourgeoisie et de son gouvernement ne pouvait que se refléter au sein de la centrale ouvrière comme du Parti socialiste, où une opposition se manifestait contre l'orientation de la direction.

Le 26 janvier, André Cools était contraint d'abandonner la présidence du parti, ce qui accéléra la crise interne, à un mois seulement de l'ouverture des travaux du congrès.

Cette crise déstabilise tout le système politique par lequel la bourgeoisie gouverne, système fondé sur la coopération au niveau gouvernemental avec le PS. D'ores et déjà, la démission de Cools représente un coup sévère contre le gouvernement.

Aujourd'hui, en Belgique comme dans l'ensemble des métropoles impérialistes d'Europe, crise économique, crise politique et montée révolutionnaire du prolétariat se combinent et se nourrissent réciproquement. Ce n'est donc pas un hasard si les soutiens de la grande grève générale belge viennent hanter la plume des commentateurs bourgeois.

Mais cette explosion, qui entraîna dans la lutte des millions de travailleurs pendant plus de six semaines, qui avait posé la question du renversement du gouvernement, la question du pouvoir, s'était pourtant réalisée dans une situation où l'impérialisme tentait de reprendre l'offensive en Europe... Après la défaite politique subie par le prolétariat français, la montée du régime réactionnaire du général de Gaulle, et pendant qu'en Asie l'impérialisme yankee préparait les conditions de son offensive contre le Vietnam.

C'est dans un tout autre contexte aujourd'hui que s'accumulent les conditions d'un nouvel affrontement.



Ces premiers articles sont consacrés à exposer la situation politique du moment, les problèmes d'ensemble qui se trouvent posés dans la lutte des classes en France, ainsi que les perspectives. Dans le prochain numéro, nous analyserons la crise des institutions bonapartistes françaises.

## La France avant les élections présidentielles

# Qu'y a-t-il derrière les candidats ?

par Victor Lepage

La France bourgeoise et impérialiste est en crise : crise économique, crise politique, crise de la forme bonapartiste de la domination sociale de la bourgeoisie mise en place à la suite du coup d'Etat de De Gaulle en 1958. Si tous les régimes bourgeois, et tous ceux qui sont intéressés au maintien de l'ordre bourgeois, excellent dans l'art et la manière de camoufler le système d'exploitation derrière des phrases mensongères, la bourgeoisie française et les formations politiques officielles possèdent dans ce domaine une maîtrise sans égale. Néanmoins, les hommes politiques occupant les plus importantes fonctions dans la vie politique et dans l'appareil d'Etat, inquiets devant la tournure que prennent les événements, sont amenés à lâcher quelques vérités.

C'est M. Jacques Chirac, maire de Paris, député et président de la principale formation gaulliste, qui, critiquant la gestion du président de la République Giscard d'Estaing, estime que « malheureusement, aujourd'hui, la situation risque de se traduire à court terme par une explosion sociale, et par un drame pour la France ».

C'est le Premier ministre lui-même, M. Raymond Barre, qui, en des propos à peine voilés, critiquant la gestion des affaires imprimées par Giscard d'Estaing, déclarait récemment : « Je ne prendrais pas personnellement le risque d'un mai 1968 social. »

C'est qu'en effet, un spectre hante la bourgeoisie française, la terreur de la grève générale de mai-juin 1968 dont les masses laborieuses et la jeunesse tirent à leur façon les enseignements.

Ainsi, dans quelques semaines, les 26 avril et 10 mai 1981, les Français sont appelés à voter pour désigner le président de la République, qui en principe devrait gouverner le pays durant sept années. Une multitude de candidats ont déclaré vouloir faire acte de candidature, mais en réalité se trouveront face à face au deuxième tour le 10 mai 1981, sauf événement contraire, l'actuel président de la République Giscard d'Estaing, et François Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste. Le fait qu'un nombre appréciable de candidats, une trentaine environ, se présentent, n'est pas sans importance.

La Constitution gaulliste, imposée au peuple français en 1958-1962, confère à l'élection au suffrage universel du président de la République un contenu plébiscitaire. La multiplication des candidatures est déjà en elle-même un coup porté au système bonapartiste plébiscitaire qui prétend imposer aux électeurs un choix clair pour désigner le « sauveur » de la société, l'« incarnation personnelle de la nation », chargé d'assurer, magnifié par la forte majorité qui se

porte sur son nom, l'ordre et la paix sociale. Mais il faut noter que le bonapartisme gaulliste lui-même n'a jamais réussi à atteindre ce résultat ; y compris lorsque de Gaulle s'est présenté comme candidat, il n'a pu obtenir cette forte majorité plébiscitaire. Il nous faudra revenir plus loin sur la signification de ce fait important.

Si, du côté de la bourgeoisie, en 1974, au deuxième tour, Giscard fut élu comme représentant des formations se réclamant de la « majorité » gaulliste, il faut rappeler qu'au premier tour, deux candidats étaient en présence : l'un, Chaban-Delmas, actuel président de l'Assemblée nationale, qui représentait officiellement le parti gaulliste « pur » ; et l'autre, Giscard d'Estaing, qui, bien que chef du parti des indépendants « gaullistes », reçut le soutien d'une fraction majoritaire du parti gaulliste « pur ». Cette fraction ralliée à Jacques Chirac, l'actuel maire de Paris, porta ainsi une estocade finale au candidat officiel de son parti. Mais cette désagrégation des forces se réclamant du gaullisme est aujourd'hui infiniment plus

puissée : ont déclaré vouloir se présenter aux élections pour le premier tour du 26 avril 1981 au moins quatre candidats se réclamant officiellement du gaullisme :

- l'actuel président de la République, Giscard d'Estaing ;
- Michel Debré, ancien Premier ministre du général de Gaulle, l'un des vieux dignitaires du gaullisme ;
- Jacques Chirac, président officiel du parti gaulliste dont Debré est membre ;
- et Mme Marie-France Garaud, ex-conseillère officieuse de la présidence de la République.

Parmi la multitude de candidatures a surgi inopinément celle d'un comique, Coluche, petit comédien d'une vulgarité sans pareille, montée de toutes pièces par la direction du quotidien français *Le Matin de Paris*. Ce journal exprime les vues du courant minoritaire du Parti socialiste, courant dit « rocardien » du nom de son leader Michel Rocard. Ce courant reprend la tradition du socialisme à vocation corporatiste, qui s'était constitué avant la guerre dans les partis social-démocrates autour de Henri de Man, dirigeant du Parti socialiste belge, et de Marcel Deat, député « néo-socialiste » exclu du Parti socialiste dans les années 1930. Ce courant a fini sa carrière pendant la guerre, dans les eaux du nazisme et du corporatisme mussolinien. Ex-dirigeant du Parti socialiste unifié, formation équivoque dominée par les partisans d'un socialisme chrétien, liée à la hiérarchie de l'Eglise, Michel Rocard s'est intégré au Parti socialiste. Après les élections législatives de 1978, Michel Rocard et *Le Matin de Paris* se sont prononcés pour une révision de la politique d'Union de la gauche-front populaire en vue de faire accepter par le Parti socialiste la politique dite « d'ouverture », formulée par le président de la République. Il s'agissait, en relation avec la sévère crise politique qui déchire les formations dominantes la V<sup>e</sup> République, de chercher pour Giscard à intégrer le Parti socialiste à son gouvernement.

Signalons enfin que, parmi les conseillers de Michel Rocard, figure l'équivoque journaliste Gilles Martinet, du *Matin de Paris*, député à l'Assemblée européenne, et dont les positions changeantes tournent toujours autour d'un axe, celui de fournir les éléments susceptibles de faciliter constamment la mise en œuvre de la politique stalinienne du moment.

C'est donc ainsi que le quotidien *Le Matin de Paris* a propulsé la candidature de Coluche au soir même où Michel Rocard, après avoir mené campagne durant deux années pour être présenté par le Parti socialiste à l'élection présidentielle, s'est désisté devant la décision de François Mitterrand de se porter candidat.

### François Mitterrand et le

#### « nouveau » Parti socialiste

Député et ministre sous la IV<sup>e</sup> République, François Mitterrand appartenait à une petite formation bourgeoise. Il prend position en 1958 contre le coup d'Etat et la Constitution bonapartiste. En 1965, comme homme politique bourgeois — « de gauche », comme on dit en France —, il se présente aux élections présidentielles soutenu par le PS et le PCF contre de Gaulle.

Après la grève générale de 1968 et la chute de De Gaulle, François Mitter-

### PARTI SOCIALISTE

## Un peu d'histoire

Le renforcement du Parti socialiste, réduit à la situation d'un parti marginal jusqu'en 1970, pose quelques problèmes sur lesquels il nous faut dire quelques mots.

Le Parti socialiste, parti ouvrier-bourgeois, réformiste, a été jusqu'à la grève générale de mai-juin 1936 le parti ouvrier majoritaire en France. En 1920-1921, la scission du vieux parti ouvrier allait présider à la formation de deux partis : le Parti socialiste réformiste, affilié à la II<sup>e</sup> Internationale et alors minoritaire, et le Parti communiste majoritaire. Mais, si l'affiliation à la III<sup>e</sup> Internationale avait une importance de principe décisive, dans la pratique, la majorité qui a constitué le PC ne différait à peu près en rien d'avec le parti social-démocrate. Lénine et Trotsky qui n'en n'étaient pas dupes en avaient discuté... Lénine demandait s'il était possible de constituer un véritable Parti communiste avec ces social-démocrates « planches pourries », vieux routiers du parlementarisme bourgeois et dont la figure principale était Marcel Cachin, social-patriote en 1914 et qui deviendra social-démocrate en 1924. Les sociaux-démocrates avaient opté pour l'Internationale parce qu'ils estimaient que le prestige de la révolution russe était susceptible de leur conserver mandats parlementaires et positions dans les municipalités. Lénine et Trotsky se mirent d'accord sur la proposition de Trotsky disant qu'il fallait utiliser y compris des « planches pourries » pour que l'IC puisse atteindre le cœur du prolétariat français. De 1920 à 1924, l'Internationale communiste entend un patient travail visant à transformer le parti social-démocrate dénommé Parti communiste en authentique Parti communiste. Ce travail fut brusquement arrêté à la mort de Lénine, d'abord par Zinoviev, puis par Staline. Le PC en France devenu parti stalinien n'eut pas la possibilité de se transformer de parti social-démocrate en parti bolchevique.

Il n'est pas sans intérêt de savoir que l'appareil du PC en France, sélectionné par Staline au début de la dégénérescence bureaucratique dans les années 1924-1930, a connu une continuité de direction sans pareille par rapport à tous les autres PC du monde. Aujourd'hui, en 1981, une fraction non négligeable de ce vieux noyau stalinien de 1930 continue de jouer son rôle à la direction du PCF, tandis que les actuels dirigeants plus jeunes ont été directement sélectionnés et mis en place par ceux-là qui, comme les défunts Thorez, Duclos, Frachon, avaient eux-mêmes été sélectionnés et mis en place par Staline à la fin des années 1920. Nous verrons ultérieurement l'importance de cette constatation. Quoi qu'il en soit, se combinant avec les traits spécifiques de l'évolution du prolétariat et avec la dégénérescence bureaucratique de l'Internationale et de ses partis, le parti social-démocrate et la centrale syndicale réformiste devinrent majoritaires dans le mouvement ouvrier français jusqu'en 1936. Sans apprécier les conditions internationales de la lutte des classes dans chaque pays, il est impossible de comprendre pleinement les événements. Mais sans comprendre les conditions nationales spécifiques dans lesquelles s'expriment les tendances de l'évolution mondiale, il est impossible de saisir le déroulement concret de la lutte de classes dans chaque pays.

C'est pourquoi ce n'est en rien faire preuve de pédantisme historique que de rappeler que la défaite de la Commune de Paris a profondément marqué l'évolution objective de la lutte des classes en France. La bourgeoisie française a non seulement écrasé dans le sang l'avant-garde du prolétariat français — 30 000 ouvriers parisiens massacrés dans la semaine sanglante fin mai

1871 —, mais, profondément effrayée par la révolution prolétarienne, elle ne s'est engagée que tardivement dans la voie de la constitution d'une puissante industrie moderne pour ne pas constituer un puissant prolétariat concentré. Et si, sous le fouet de la concurrence internationale, la bourgeoisie française fut amenée à créer d'importantes concentrations industrielles en province, elle s'est efforcée de ne maintenir dans Paris et dans la région parisienne que des industries à caractère plus ou moins artisanal. Les grandes concentrations industrielles — donc les grandes concentrations prolétariennes de la région parisienne — ne furent bâties que dans les proches années de la guerre de 1914 — Renault en particulier — et au cours de la guerre de 1914-1918. Les grandes usines d'aviation et d'automobiles qui ceinturent Paris n'ont été bâties qu'après la guerre de 1914-1918.

C'est ainsi que le prolétariat français et plus particulièrement le prolétariat parisien ont conservé jusqu'en 1935-1936 bien des traits du prolétariat du XIX<sup>e</sup> siècle. Sous cet angle, on peut dire que le prolétariat français n'entre pleinement dans la période de la lutte de classes ouverte par la révolution de 1917 que dans et par la grève générale de 1936. Ce fait, combiné répétons-le à la politique bureaucratique imprimée par Staline aux PC, explique également la puissance relative de la social-démocratie par rapport au PC. 1936 et le gouvernement de Front populaire présidé par le social-démocrate Léon Blum marquent un tournant historique. Les jeunes couches éveillées à la politique révolutionnaire par la grève générale de juin 1936 entrent massivement dans le PC qui bénéficie du prestige de la révolution d'Octobre. Le parti stalinien français, bien qu'il soit devenu un parti inféodé à l'ordre bourgeois, dans le mouvement même qui a conduit l'Internationale communiste en 1933 à passer définitivement du côté de l'ordre bourgeois, se transforme en parti ouvrier majoritaire dans le prolétariat français.

Il est évidemment impossible dans le cadre de ces articles de présenter l'histoire du mouvement ouvrier français depuis 1936. Disons simplement que ce Parti socialiste, à partir de la grève générale de 1936, voit ses assises ouvrières et populaires s'amenuiser considérablement. Après la guerre, prenant la responsabilité de toute la politique de maintien de l'ordre bourgeois, la direction du PS qui a pris en charge la guerre contre-révolutionnaire d'Indochine, puis la guerre contre-révolutionnaire d'Algérie, assume directement en 1958 la prise du pouvoir par de Gaulle. Signalons que la direction stalinienne, quant à elle, a couvert à gauche toute la politique social-démocrate de sauvetage de l'ordre bourgeois, sans en prendre la responsabilité directe, sauf dans la période 1947-1948 où les membres du PCF participaient au gouvernement bourgeois. Mais quoi qu'il en soit dans les moindres détails, en ce qui concerne le Parti socialiste réduit à sa plus simple expression, il était devenu avec un maigre pourcentage des suffrages exprimés lors de l'élection présidentielle de 1969 un parti tout à fait marginal.

Mais après la chute de De Gaulle, F. Mitterrand engage la construction d'un « nouveau » Parti socialiste avec les dirigeants de la vieille social-démocratie exsangue. Profitant de la crise de la V<sup>e</sup> République et de la radicalisation des masses, ce projet devient une réalité. Le nouveau PS est devenu un puissant parti ouvrier social-démocrate (voir article central).

V. L.





1 100 délégués, travailleurs, militants du PCF, du PS, et de l'OCI unifiée se sont réunis le 18 janvier, à la Convention nationale pour l'unité

rand entreprend avec les dirigeants de la social-démocratie exsangue un processus de fusion qui se conclut par la constitution du « nouveau » Parti socialiste dont il devient le premier secrétaire (voir notre article en page 12). Le passé de François Mitterrand, son sort actuel et les limites de son avenir sont bien évidemment déterminés par sa personnalité et ses ambitions, personnalité et ambitions qui ne jouent pas qu'un rôle négligeable. Mais personnalité et ambitions se réalisent, pour lui comme pour tout autre homme politique, dans des conditions sociales et politiques déterminées.

La place du Parti socialiste est étroitement liée au parlementarisme bourgeois. Dans la V<sup>e</sup> République et les institutions bonapartistes, le Parlement n'est plus qu'un Parlement croupion aux ordres de l'« exécutif », rouage d'un mode de gouvernement qui procède de la présidence de la République. Dans un tel système politique, il n'y a

pas place pour un parti social-démocrate puissant. C'est ainsi que, combinée avec la grève générale de 1968, la chute de De Gaulle en 1969 — sur laquelle nous reviendrons —, l'ambition de l'homme politique bourgeois d'accéder aux plus hautes responsabilités gouvernementales ne peut se réaliser, qu'il le veuille ou non, que contre le système bonapartiste. Ce qui suppose un puissant Parti socialiste de type social-démocrate, parti ouvrier-bourgeois.

La démarche pratique de l'histoire a donc eu un aboutissement apparemment imprévu. Sous la combinaison de circonstances dont la crise politique de domination de classe de la bourgeoisie entraînant la décomposition du système bonapartiste est un facteur dominant, le politicien bourgeois — « de gauche » — François Mitterrand s'est transformé en leader d'un puissant parti social-démocrate dont la vocation gou-

vernementale est de prendre en charge la liquidation de la forme bonapartiste de gouvernement, forme bonapartiste que les masses laborieuses seront amenées par toute la situation à liquider par leur action de classe.

Il est juste de dire que, pour sa part, l'Organisation communiste internationaliste (OCI) n'était pas axée sur cette perspective, estimant à l'époque que le congrès de 1971 qui allait désigner François Mitterrand, homme politique de la bourgeoisie, comme premier secrétaire du PS, allait entraîner la liquidation de la social-démocratie comme parti ouvrier. Mais s'il était parfaitement correct d'estimer que c'était là l'intention de François Mitterrand, et le fait qu'il ait accepté l'intégration du courant Rocard dans le PS en est une preuve, la réalité de la lutte des classes — qui est toujours plus riche que les évaluations théoriques — en a disposé autrement : François Mitterrand est devenu le leader social-démocrate d'un parti ouvrier social-démocrate.

### La politique du PCF

Si les principes théoriques, généralisation de l'expérience empirique, sont toujours guidés pour l'action, les principes ne sauraient être considérés comme des dogmes. Lénine affectionnait la phrase de Goethe qui écrivait : « La théorie est grise, mon ami, mais l'arbre de la vie reste éternellement vert ! »

C'est ainsi que les principes, qui sont indispensables pour la compréhension des événements, compréhension d'où découle l'action du parti, doivent toujours être placés en relation avec la vivante lutte de classe et la réfraction de celle-ci dans le comportement des partis politiques.

La grève générale de mai-juin 1968 et le départ consécutif de De Gaulle en 1969 ont ouvert la phase finale du bonapartisme gaulliste. Le fait que le système de gouvernement est entré depuis 1968-1969 dans une longue période d'agonie — qui n'est pas encore terminée — ne contredit pas plus notre analyse que le pronostic de Marx dans *Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte* : « Pressé par les exigences contradictoires de la situation, et con-

## Le racisme ordinaire d'un parti stalinien

Semblables à ceux réalisés plus d'une fois par les membres du Ku-Klux-Klan contre des travailleurs noirs, dans l'Alabama ou quelque autre Etat du Sud des Etats-Unis, les faits suivants se sont déroulés le 24 décembre dans l'après-midi, en France : « Une cinquantaine de personnes, conduites par le maire M. Paul Mercieca, des adjoints et des conseillers municipaux, appuyés par des techniciens et équipés d'un bulldozer, ont détruit en quelques minutes les installations du foyer, bouché les issues de secours avec des parpaings et endommagé gravement les bâtiments et leurs abords, créant des conditions d'insécurité totale pour les 300 résidents : câbles d'alimentation coupés dans les armoires électriques, canalisations de gaz sectionnées, téléphones arrachés, canalisations de chaudières de chauffage central sciées, brûleurs détruits, documents administratif des résidents volés ainsi que 600 clés, portes arrachées, escaliers extérieurs en béton démolis, etc. »

Ce rapport de l'ADEF (Association pour le développement des foyers du bâtiment et des métaux) a été confirmé par la police. Rien d'extraordinaire pour les USA. Mais ce qui est particulier, c'est qu'ils se sont produits dans une ville de la banlieue parisienne, à Vitry-sur-Seine, dans le foyer où venaient d'être installés 320 travailleurs immigrés et noirs, et que le maire qui a dirigé cette opération raciste est membre du PCF.

Le 27 décembre, trois jours après cette attaque raciste, M. Gosnat, membre du comité central du PCF, député du département, demande par écrit à M. Stoléro, l'homme du gouvernement responsable des travailleurs immigrés, de reloger ces 320 Maliens dans une autre municipalité. La même semaine, l'hebdomadaire du PCF *Révolution* s'insurge contre « les ghettos de la misère et de l'immigration » et « ces cités qui font peur ». Le 7 janvier, Georges Marchais, secrétaire général du PCF, publie dans le quotidien de son parti *L'Humanité* une lettre où il déclare : « ... J'approuve son refus (du maire communiste) de laisser s'accroître dans sa commune le nombre déjà élevé de travailleurs immigrés. » Le 9 janvier, devant quelques milliers de personnes réunies à Paris, G. Marchais poursuit : « Quand la proportion d'immigrés s'accroît, des tensions naissent dans la population. » Le 12 janvier, le comité central du PCF adopte une résolution où il est affirmé : « La cote d'alerte est atteinte, le patronat, le pouvoir giscardien, avec notamment son ministre Stoléro et ses préfets, continuant malgré leurs déclarations à favoriser l'entrée de travailleurs immigrés en France... »

### Campagne raciste

Oui, on a bien lu. Cette phrase : « La cote d'alerte est atteinte, le pouvoir giscardien (...) favorise l'entrée de travailleurs immigrés en France » est tirée de la résolution du comité central du PCF !

La politique de division n'avait pas encore occupé pleinement le terrain du racisme, mais c'est désormais chose faite, et les résultats ne se sont pas faits attendre : quelques jours seulement après l'attaque raciste du PCF à Vitry, c'est à Marseille que 53 immigrés étaient arrêtés au cours d'une rafle de police. Mais plus largement, alors que les lois anti-immigrés que préparait le gouvernement sont sur le point d'être appliquées contre quatre millions de travailleurs, quel meilleur soutien le régime en place pouvait-il espérer ? Quel meilleur soutien que celui qui consiste à détruire un foyer au bulldozer et à mener campagne contre une « trop forte » proportion d'immigrés dans les municipalités ouvrières ? Car c'est bien d'une campagne qu'il s'agit, nous l'avons vu, jour après jour depuis le 24 décembre, déclaration raciste sur déclaration raciste...

### Soutien à Giscard

Mais il serait naïf de croire qu'il s'agit là d'un fait nouveau, même si l'on ne peut que reconnaître qu'un pas qualitatif a été franchi par la direction du PCF dans sa politique xénophobe. Hier, c'était contre les Allemands qui, inondant le marché français de leurs produits industriels, auraient été responsables de la fermeture des usines « françaises » et contre lesquels il fallait revendiquer : « Produisons français. » Aujourd'hui ce seraient les immigrés qui empêcheraient les municipalités de satisfaire les intérêts matériels et moraux des travailleurs « français », d'où le mot d'ordre : « Arrêt de l'immigration. » Mais d'hier à aujourd'hui, la ligne est claire : « Produisons français... et sans immigrés. » D'hier à aujourd'hui, c'est une ligne raciste de division de la classe ouvrière, c'est une ligne pour dire que tous et chacun sont responsables... sauf le gouvernement. Et précisément aujourd'hui, parce que les élections approchent, parce que l'unité des partis ouvriers balayerait Giscard et son gouvernement, comme les dernières élections partielles l'ont montré, il faut tout employer au PCF, jusqu'au bulldozer, pour diviser les travailleurs et leurs organisations, pour gagner des voix auprès des secteurs les plus réactionnaires de l'aristocratie ouvrière et de la classe moyenne.

### Contre la volonté des masses

Mais précisément aujourd'hui aussi, parce que chacun sait qu'il n'est pas pensable d'en reprendre pour sept ans de ce gouvernement, et que seule la division peut lui permettre de durer, il y a difficultés au PCF : le 18 janvier, ce sont trente-cinq intellectuels qui démissionnaient du PCF par un manifeste public où ils qualifiaient notamment d'« irresponsables et dangereux » « le chauvinisme et la xénophobie » de leur parti. Le 20 janvier, lors du conseil national du SNES (1), la motion présentée par le PCF demandant l'« arrêt de toute immigration » est repoussée. Et jusqu'à la CGT dont le bureau confédéral, dans un communiqué du 2 janvier, se voit obligé de « déplorer les incidents de Vitry » et alerte « les travailleurs français et immigrés pour que, ensemble, sur des bases de classe, ils combattent toute campagne raciste ». (*Le Monde* des 4/5 janvier 1981)

Pour nous, comme la CGTU (2) le déclarait en 1925, « nul ouvrier révolutionnaire ne saurait s'élever contre les mouvements migratoires. Nul ne peut nier le droit à l'immigration pour les hommes chassés de leur sol natal par le chômage, la misère ou les convulsions politiques. » Mais il faut dire les choses clairement : la politique de division du PCF, sa politique chauvine et xénophobe est un obstacle majeur à la réalisation de l'unité ouvrière.

Jacques Granjon

(1) SNES : Syndicat national de l'enseignement secondaire, un des syndicats de la Fédération de l'éducation nationale.

(2) CGTU : Confédération générale des travailleurs unifiée, ancêtre de l'actuelle CGT qui fut constituée en 1934.





## La France avant les élections présidentielles

*traint, d'autre part, tel un prestidigitateur, de tenir par quelque tour surprenant les yeux du public constamment fixés sur lui comme sur le "succédané" de Napoléon, et, par conséquent, de faire tous les jours un coup d'Etat en miniature, Bonaparte met sans dessus dessous toute l'économie bourgeoise, touche à tout ce qui avait paru intangible à la révolution de 1848, rend les uns résignés à la révolution et les autres désireux d'une révolution, et crée l'anarchie au nom même de l'ordre, tout en enlevant à la machine gouvernementale son auréole, en la profanant, en la rendant à la fois ignoble et ridicule. Il renouvelle à Paris le culte de la Sainte Tunique de Trèves sous la forme du culte du manteau impérial napoléonien. Mais le jour où le manteau impérial tombera enfin sur les épaules de Louis Bonaparte, la statue d'airain de Napoléon s'écroulera du haut de la colonne Vendôme. »*

## Qu'y a-t-il derrière les candidats ?

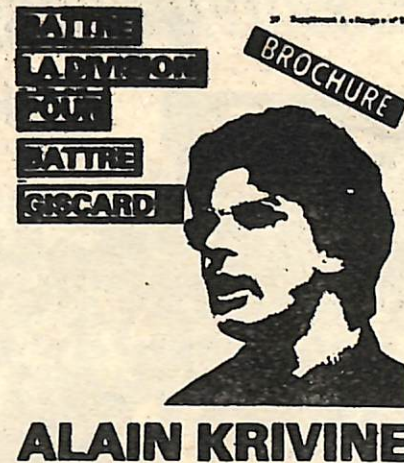
Suite de la page 13

Cela, qui fut écrit en 1852... a été réécrit en 1870. Il sera néanmoins nécessaire d'établir les conditions politiques de cette longue agonie qui n'en finit pas,

mais qui finira malgré tout dans la crise révolutionnaire. Et nous verrons que, dans l'analyse de ces conditions politiques, le rôle contre-révolutionnaire du PCF comme soutien du régime de la V<sup>e</sup> République est primordial.

Consciente de la portée révolutionnaire de la grève générale de mai-juin 1968, la direction du PCF a été amenée tout de suite après la chute de De Gaulle à s'engager dans une politique d'Union de la gauche-front populaire, puis à opérer une rectification lorsqu'elle a constaté que les effets de la grève générale pouvaient être contenus. Les faits sont les suivants : dans le même mouvement qui voit François Mitterrand prendre le contrôle du PS, les dirigeants du PCF et du PS s'accordent sur le *Programme commun* de collaboration de classes. C'est ainsi que l'Union de la gauche-front populaire a été réalisée en quelque sorte comme une combinaison politique préventive contre la révolution prolétarienne. Dès 1974, lors de l'élection présidentielle où Giscard d'Estaing est élu contre F. Mitterrand avec un avantage minimal, l'ambassadeur de

l'URSS à Paris, ostensiblement, a demandé audience à Giscard entre les deux tours. Cela pour signifier publiquement l'appui de la bureaucratie soviétique, donc du PCF, au maintien de l'ordre bourgeois, maintien qui se concentre dans la préservation des institutions bonapartistes de la V<sup>e</sup> République. Les dirigeants du PCF qui avaient condamné en 1958-1962 la Constitution gaulliste comme « antidémocratique » et « autoritaire » s'étaient déjà ralliés



ALAIN KRIVINE

par Victor Lepage

## Le candidat Krivine

Si on a en vue les principes marxistes de participation aux élections, à savoir une tactique qui vise à élever le niveau de conscience des travailleurs et des jeunes pour l'accomplissement des tâches révolutionnaires, la présentation ou non d'un candidat doit toujours être mise en relation avec la situation concrète.

Dans la prolifération des candidatures, il y a celle d'Arlette Laguillier présentée par « Lutte ouvrière » (LO), organisation ouvrière gauchiste à prétention trotskyste. La tactique électorale de LO est simple : Giscard ou Mitterrand, c'est du « pareil au même », comme on dit en France. En fait, la politique de Lutte ouvrière, dont la propagande porte tous les traits de celle du minable comédien Coluche, est étroitement alignée sur celle du PCF. Pour Lutte ouvrière, Giscard et Mitterrand, c'est la même chose, autrement dit le PS et le parti bourgeois giscardien sont équivalents. Inutile de s'attarder longuement sur ce gauchisme qui a depuis longtemps perdu son caractère infantile pour porter toutes les marques de la sénilité politique petite-bourgeoise décomposée.

Alain Krivine s'est donc porté candidat au nom de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Pour comprendre la signification de la candidature Krivine, il n'est pas inutile de faire un retour en arrière. En avril 1969, après la grève générale de mai-juin 1968 qui a porté un coup décisif au système bonapartiste, de Gaulle décida un référendum constitutionnel. Ce référendum visait à instituer un régime corporatiste pour tenter de liquider les droits, les garanties et les libertés ouvrières. L'OCI s'est portée au premier rang du combat pour que soit réalisé le front unique des organisations ouvrières afin que de Gaulle soit défait au référendum. Toutes les organisations syndicales, le PS, le PCF, l'OCI a appelé à voter contre de Gaulle au référendum. La LCR, avec le PSU et Lutte ouvrière, ont appelé à l'abstention. Rocard était alors membre dirigeant du PSU. La LCR se trouvait une nouvelle fois dans le camp de ceux qui combattent le front unique. Elle n'avait rien compris à l'enjeu décisif que comportait le référendum qui exigeait le front unique pour le non à de Gaulle. Le front unique réalisé malgré tout allait chasser de Gaulle du pouvoir. Le corporatisme subissait une défaite, les libertés ouvrières étaient préservées.

Lors des élections législatives de 1978, la politique de front unique contre la politique de division orchestrée par les dirigeants du PCF exigeait le combat pour contraindre le PCF à se prononcer clairement avant les élections pour le désistement inconditionnel au deuxième tour pour le candidat du PS ou du PCF arrivé en tête au premier tour. Pour éviter de se prononcer dès avant les élections pour le désistement, le PCF a prétexté de la nécessité d'un accord programmatique. La LCR, emboîtant le pas au PCF, estimait inopportun d'engager le combat pour le désistement automatique et inconditionnel. La LCR considérait également comme prioritaires les questions de programme. Arrêtons-nous un instant sur ce problème. Le PS et le PCF sont des partis ouvriers-bourgeois; le programme de ces deux grands partis traditionnels est un programme de collaboration de classes. Considérer que le dirigeant du PS — ou du PCF — pourraient s'accorder sur un programme révolutionnaire de lutte de classe, c'est s'illusionner soi-même et illusionner les masses. La lutte des révolutionnaires pour le front unique implique la mobilisation des masses laborieuses sur des objectifs pratiques conformes à leurs intérêts du moment et à leurs intérêts historiques.

Contre le référendum de 1969, il ne pouvait s'agir de mettre en avant un programme révolutionnaire, qui ne saurait être que le *Programme de transition* pour lequel en toutes circonstances les partis de la IV<sup>e</sup> Internationale doivent combattre. Mettre en avant comme condition le programme révolutionnaire c'est non seulement, répétons-le, s'illusionner soi-même et illusionner les masses sur la politique du PS et du PCF, mais c'est aussi placer un obstacle à la réalisation du front unique contre le référendum. Si les masses avaient suivi en 1969 la consigne d'abstention motivée par la LCR par des questions de programme, la forme corporatiste de l'Etat aurait pu être imposée. Sur un point précis, contre lequel les révolutionnaires ne sauraient s'opposer, à savoir la chute de De Gaulle et la défense des libertés ouvrières contre le corporatisme, dans les conditions politiques issues de la grève générale de mai-juin 1968, et alors que les dirigeants des organisations traditionnelles hésitaient à se prononcer, l'OCI a combattu sur ce seul point conforme aux intérêts du moment et aux intérêts historiques du prolétariat : front unique des partis et organisations se réclamant de la classe ouvrière pour le non au référendum, pour le non à de Gaulle.

De même, lors des élections législatives de 1978, conscients tout à la fois du contenu de défense de l'ordre bourgeois des programmes du PCF et du PS, nous avons combattu pour l'unité PS-PCF, pour le désistement inconditionnel, cela pour défaire Giscard et le régime gaulliste, cela parce que nous savons comme marxistes que le combat pour l'unité PS-PCF n'est pas « bourgeois » de par les forces motrices qu'il met en mouvement. Nous le savons, comme l'expérience de la III<sup>e</sup> Internationale et l'expérience du combat de l'Opposition de gauche et de la IV<sup>e</sup> Internationale nous l'ont enseigné : le front unique ne peut être imposé et réalisé que par les masses laborieuses et la jeunesse. Et cela est possible parce que les aspirations à l'unité sont directement contraires à l'exploitation quelle que soit la forme politique que peut prendre le système d'exploitation capitaliste. Plus le combat politique pour le front unique sera large, plus la classe ouvrière sera en position de

dégager ses aspirations de la gangue de la politique de collaboration de classes mise en avant par les partis ouvriers-bourgeois.

Et aujourd'hui, dans les conditions politiques concrètes de la France, la victoire totale du front unique n'est possible que contre la politique de division du PCF. La LCR n'a pas encore compris. Après avoir effectué leur autocritique sur les positions erronées qu'ils avaient prises contre la campagne de désistement aux élections de 1978, les dirigeants de la LCR ont décidé une nouvelle fois de présenter Krivine aux élections présidentielles et de mener pour le moment campagne... pour le désistement. On ne pourrait que se féliciter de ce « ralliement » aux positions de l'OCI, si l'on faisait abstraction des conditions politiques concrètes de la lutte politique en France et des conditions du combat pour le front unique. En effet, ce qui n'a pas été compris par la LCR réside dans ce simple fait que le combat de classe pour le front unique aux élections n'est en rien, pour les marxistes, un combat « électoraliste ». Il s'agit de chasser Giscard du pouvoir alors que toutes les conditions politiques sont réunies pour qu'il soit chassé et avec lui le régime bonapartiste, ouvrant ainsi la crise révolutionnaire. Ces conditions politiques sont premièrement la crise politique du régime, deuxièmement la disposition des masses pour en finir avec Giscard, troisièmement l'aspiration à l'unité qui ne cesse de s'exprimer et de progresser... Il ne manque qu'une condition, l'unité, contre laquelle se dresse la politique de division du PCF. Dire aux masses unité PS-PCF tout de suite, c'est lever le dernier et seul obstacle qui préserve Giscard du déferlement de la lutte de classe qui en finira avec le régime.

Lorsqu'en septembre 1980, l'OCI a mis en avant une campagne pour l'unité PS-PCF, elle lui a donné comme contenu et forme l'expression concrète suivante : « **Que Marchais et Mitterrand se rencontrent pour décider en commun une candidature unique du PS et du PCF, le candidat le mieux placé pour battre Giscard.** » Cette campagne, qui a rencontré un puissant impact parmi les travailleurs et les jeunes (102 000 ont signé l'appel pour la candidature unique), ouvre l'objectif conforme aux aspirations des masses : pour chasser Giscard tout de suite, pour arracher les revendications contre la bourgeoisie, il faut combattre pour l'unité PS-PCF tout de suite.

La mobilisation pour le front unique contre laquelle les dirigeants du PCF se dressent en attaquant l'OCI n'a pas encore été suffisamment puissante. G. Marchais, secrétaire général du PCF, poursuit une politique forcée de division. Il s'est désigné comme candidat le 8 octobre 1980. François Mitterrand, premier secrétaire du PS, a été désigné comme candidat le 24 janvier 1981. Si le désistement est une tradition ouvrière et démocratique qui va de soi, il reste que la campagne de division orchestrée par le PCF, contre le PS, durant les semaines ayant précédé les élections de 1978, a néanmoins eu comme résultat de frustrer les masses laborieuses de leur victoire au deuxième tour bien que le PCF ait appelé au désistement après le premier tour. Les difficultés que rencontre la mise en œuvre de la politique de division du PCF sont en 1981 plus grandes qu'elles ne l'étaient en 1978. Mais les dirigeants du PCF concentrent tous leurs coups sur le même clou : tout faire, tout entreprendre pour sauver Giscard, en faisant perdre le maximum de voix à Mitterrand au premier tour, quitte à appeler au désistement s'ils jugent — Giscard placé en bonne position pour être élu — avoir réussi leur entreprise de division. C'est pourquoi, alors que nous sommes à trois mois des élections présidentielles, alors qu'il y a deux candidats PS et PCF, l'OCI continuera à mettre l'accent sur l'unité PS-PCF tout de suite, pour que cesse la division. De plus, si l'on considère la participation aux élections comme une tactique subordonnée à la mobilisation des masses laborieuses pour la réalisation du front unique, si l'on estime que l'enjeu de la lutte des classes en France, avant, pendant ou après les élections est centralisé sur l'objectif d'en finir avec Giscard et son régime, si l'on admet que le moyen politique est le front unique, dès lors la candidature Krivine s'inscrit comme celle de Laguillier ou celle de... Coluche, comme une participation à la politique de division. Les dirigeants de la LCR nous rétorqueront qu'il s'agit d'utiliser la télévision pour présenter le programme révolutionnaire. Il y a là un subterfuge à prétention doctrinaire. Répétons-le, l'intérêt immédiat des masses laborieuses, qui se confond avec l'intérêt historique de la classe en mouvement vers la révolution prolétarienne, est de chasser Giscard et le régime politique gaulliste. Rien ne peut séparer les intérêts immédiats, et historiques, des partis et organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale, de ceux des masses laborieuses et de la jeunesse. L'objectif commun aux masses, aux militants et à l'OCI est le même : unité PS-PCF tout de suite pour renverser Giscard et son régime.

C'est ainsi que la candidature Krivine, qui d'ores et déjà s'oriente de plus en plus clairement sur la mise en avant de prétendus objectifs programmatiques, ne peut apparaître que comme une candidature de division, ajoutant une division supplémentaire à celle constituée par la politique du PCF.

Pour sa part, l'OCI conduit sa politique sur la ligne du front unique, considérant que plus large sera le combat engagé dans les masses laborieuses contre la division, plus difficile sera pour le PCF la conservation de sa mainmise contre-révolutionnaire sur le mouvement ouvrier, plus rapidement l'OCI pourra gagner du terrain sur l'objectif de construire, dans l'immédiat, le parti révolutionnaire des 10 000 militants.

au respect de la Constitution bonapartiste de la V<sup>e</sup> République.

De 1974 à août 1977, l'alliance PS-PCF se maintient, bien que la direction du PCF s'engage de plus en plus dans une campagne contre la politique « de droite » du PS. D'août 1977 aux élections législatives de 1978, lors desquelles au premier tour le PS et le PCF ont obtenu la majorité des suffrages (alors que la coalition gouvernementale est minoritaire en voix), la direction du PCF porte tous ses coups contre le PS, frustrant ainsi au deuxième tour le peuple français d'une majorité en députés socialistes et PCF. Et depuis 1978, la campagne de la direction PCF contre le PS se développe, comme une campagne forcée contre le front unique des partis ouvriers, ayant son pendant dans les entreprises avec une tactique non moins forcée de division des forces ouvrières, ce qui permet au patronat l'application de ses plans contre la classe ouvrière et la jeunesse. Nous y reviendrons.

Mais à ce moment de notre exposé, signalons simplement que toute la campagne de la direction du PCF à la veille des élections présidentielles est construite sur cette ligne : François Mitterrand et le PS ont une politique équivalente à celle de Giscard, en pire s'il se peut. Dans ces conditions, pour les dirigeants du PCF, voter PS et François Mitterrand c'est voter Giscard. Signalons encore que dans les récentes élections partielles la masse des travailleurs qui votent pour le PS et le PCF ont — y compris des militants du PCF — refusé de suivre les directives des dirigeants du PCF. Les masses ont porté des majorités accrues au PS et au PCF contre les candidats gouvernementaux. Le PS, quant à lui, se prononçant formellement pour l'union avec le PCF, voit son audience s'élargir considérablement par rapport au PCF, tandis que tout indique que la défaite de Giscard serait inexorable mais que les dirigeants du PCF s'efforcent de l'éviter en élevant à une hauteur jusque-là inconnue les attaques contre le PS et Mitterrand.

## Unité PS-PCF tout de suite !

L'enjeu électoral des prochaines élections présidentielles est étroitement circonscrit sur la réponse des masses à l'alternative posée : maintien ou chute de Giscard. Pour des révolutionnaires marxistes, la participation aux élections est toujours expression de leur politique visant à aider les masses à s'engager dans le processus de l'action révolutionnaire pour en finir avec le régime capitaliste et l'Etat bourgeois, quelle que soit la forme de domination politique de la bourgeoisie. Il ne s'ensuit nullement que les marxistes soient indifférents à la forme politique des régimes bourgeois, bien qu'en toutes circonstances ils ne sauraient accorder la plus minime confiance à telle ou telle forme de domination politique des classes exploiteuses. Si à l'époque de l'impérialisme, et ce dans tous les pays où elle existe, la république parlementaire bourgeoise possède toujours de forts traits bonapartistes plus ou moins accusés, du point de vue de la lutte des classes, la différence entre les deux systèmes politiques, république parlementaire et bonapartisme, a une importance essentielle. Bien entendu, la chute du système bonapartiste dont Giscard est, comme président de la République, la clé de voûte, ne délivrera pas encore les travailleurs de l'exploitation. Mais avec l'effondrement du régime, une nouvelle corrélation des forces sera ouverte. La chute de Giscard entraînera, avec la déstabilisation de l'Etat bourgeois partiellement remodelé sur des institutions de type bonapartiste, la crise révolutionnaire où les classes exploitées, avec à leur tête le parti révolutionnaire, devront prendre en main leur propre émancipation pour se délivrer et délivrer la société de l'exploitation capitaliste. L'ouverture de la crise révolutionnaire ne signifiera pas la révolution prolétarienne victorieuse, mais elle donnera aux ouvriers, à condition que se construise le parti révolutionnaire de la IV<sup>e</sup> Internationale, la possibilité de s'unir contre la bourgeoisie. C'est sur l'ensemble de ces considérants que l'OCI unifiée a bâti sa politique de front unique qui trouve son expression dans le mot d'ordre : *Unité PS-PCF tout de suite, pour chasser Giscard tout de suite !* Unité PS-PCF tout de suite : que Mitterrand et Marchais se rencontrent pour décider l'unité. Sur cette base, l'OCI unifiée impulse la mobilisation des travailleurs et jeunes dans les entreprises, dans les localités et les établissements d'enseignement, mobilisation dont la Convention nationale d'unité — convoquée par 38 militants PCF, 38 militants PS et 38 militants OCI unifiée (auxquels se sont joints 71 nouveaux militants PCF, 71 militants PS et 71 militants OCI unifiée) — a marqué une étape.

V. L.



## PEROU

# Grève générale contre l'austérité

par Carlos-José Herrera

Le 18 mai de l'année dernière, avec un avantage sérieux sur tous les autres partis et 45 % des votes exprimés, le parti *Action populaire* (AP) a gagné les élections présidentielles et a porté à la charge de premier magistrat de la nation l'architecte Belaunde Terry. Deux mois après, le 28 juillet, Belaunde est donc revenu occuper son poste au palais de Mizarro, ce même palais d'où l'avaient expulsé les militaires douze années auparavant.

Huit mois ont passé depuis les élections et six se sont écoulés depuis que Belaunde est président. C'est un court laps de temps, mais il a suffi pour que se rompe brusquement la « lune de miel » du gouvernement avec le mouvement de masse. Le 15 janvier 1981, le fantôme de la grève générale est revenu hanter le Pérou. Ce même fantôme qui, en apparaissant quatre fois en près d'un an (1977-1978), avait ébranlé les bases de la société péruvienne et obligé les militaires à ouvrir la porte des élections. C'est de ce point de vue que, tant les élections que Belaunde lui-même représentaient une carte des patrons et des généraux pour freiner ou dévier la montée impétueuse de la mobilisation ouvrière et populaire. Aujourd'hui, cette même mobilisation est dirigée contre Belaunde et son gouvernement, en dépit de nombreux efforts des dirigeants de la majorité de la gauche pour empêcher la déstabilisation du régime.

## Un plan contre le mouvement ouvrier

Le fait d'avoir été le président que les militaires ont chassé en 1968 a beaucoup aidé Belaunde à canaliser le sentiment antidictatorial des masses. Cela lui permit d'obtenir 45 % des votes et la collaboration au sein du gouvernement du *Parti populaire chrétien* (PPC) arrivé en deuxième position lors des élections de mai, et avec lequel il a pu former une large majorité officielle au Parlement.

L'autre facteur qui a contribué considérablement à son puissant triomphe électoral vient d'une campagne démagogique, promettant la « création massive d'emplois, le réajustement provisoire des prix, une nouvelle politique des salaires et une ambiance de paix dans les relations sociales ». Cependant, la réalité fut autre, et cela a été mis clairement en évidence du moment même où il a assumé la présidence. En effet, dans son discours d'entrée en fonction le 28 juillet, le nouveau président a demandé « des sacrifices conscients au peuple » et a souligné que le rétablissement économique serait difficile. Il a oublié de préciser, bien évidemment, que la plus grande quantité de ces difficultés reposerait sur les épaules des travailleurs péruviens.

## Un premier round d'observation

Conscient du caractère explosif de la situation, le gouvernement AP/PPC s'est fixé un plan politique précis : convoquer, dans le laps de temps le plus bref possible (moins de quatre mois), les élections municipales ; accorder, bien qu'au compte-gouttes et de manière démagogique, certaines revendications ouvrières ; appliquer avec souplesse jusqu'aux élections municipales de novembre le plan économique ; et enfin, consolider et voire même augmenter lors de ces élections le triomphe électoral du mois de mai. Par la suite serait appliqué, avec toute sa violence, le plan économique dicté par le Fonds monétaire international.

Peu à peu, et avec plus ou moins d'intensité, le plan du gouvernement s'est heurté à la réalité et à la résistance des travailleurs qui supportent tout le poids de la crise sur leurs épaules.

Cette situation est devenue évidente dès que Belaunde est arrivé au gouvernement. Malgré la contradiction née au sein des masses (entre l'expectative face au gouvernement de Belaunde et l'impossibilité de retarder la lutte pour leurs revendications), le jour de l'investiture, des milliers de manifestants sont sortis dans la rue. A l'heure même où il



Pierres et pneus brûlés pour bloquer les rues de la zone industrielle

était investi, on entendait déjà la protestation ouvrière et populaire au sujet de deux lois qui, quelques heures avant, avaient été votées par le Parlement. Ces lois établissaient une amnistie politique restreinte et une amnistie du travail encore plus restreinte. Au cri de « *S'il n'y a pas de réintégration, grève nationale* », des milliers de manifestants du SUTEP (Syndicat unique des travailleurs de l'éducation du Pérou) et du Front unique des despedidos (licenciés) firent retentir le gong du premier round d'une bataille que ne pourra pas esquiver le gouvernement, ni même retarder avec de nouvelles promesses, même si elles sont très belles.

La situation critique de l'économie ne permettait pas aux travailleurs d'attendre patiemment la trêve à laquelle le gouvernement prétendait de fait. Le ministère de l'Economie chargé du service de cette dette externe absorbe 53,89 % du budget national pour 1981, suivi par les ministères de la Guerre, de la Marine, de l'Aviation et de l'Intérieur

à qui sont assignés 12,65 %. Les budgets pour les municipalités n'atteignent pas même 1 %.

Sur un total de six millions, 10 % de la population active (600 000 personnes) sont au chômage total et 40 % ont des emplois partiels ou temporaires. C'est donc la moitié de la population active qui n'a pas d'emploi sûr. Et pour l'autre moitié qui possède un travail, 40 % gagnent moins que le salaire minimum vital, qui est actuellement de 25 200 soles, et alors qu'il faut environ 40 000 soles pour faire vivre une famille. Les indices de croissance baissent plus chaque jour. Un exemple au hasard : le produit brut agricole a baissé l'an dernier de 9 %, et si on compte l'indice de croissance de la population ce chiffre tombe à 12 % de baisse.

Malgré les efforts du gouvernement pour retarder l'application des plans d'austérité après les municipales, et malgré l'attentisme que de toute manière il a provoqué dans de larges secteurs, les luttes ne se sont pas faites attendre. Bien

que désordonnées et isolées au début, elles visaient toutes à décharger un peu du poids de la crise les épaules des travailleurs. C'est ainsi que sont partis en grève les travailleurs de la Sécurité sociale (35 000 en octobre), les travailleurs universitaires et d'innombrables ouvriers de l'industrie, parmi lesquels ceux de produits alimentaires d'Onofrio. Les employés de banque ont fait une grève nationale en janvier, et des départements entiers, comme celui de Arequipa, ont cessé le travail pendant

tout le mois d'août, contre la hausse des transports. Toutes ces luttes ont un dénominateur commun : elles se font contre les licenciements et pour l'amnistie, pour des augmentations de salaires ou le blocage des tarifs des services publics ou des prix des produits de première nécessité.

Malgré ses intentions, le gouvernement n'a pu éviter que soit appliqué le plan Ulloa pour essayer de juguler la crise, et que les travailleurs commencent à l'affronter.

## La contradiction des élections municipales

C'est dans ce cadre que se sont déroulées les élections municipales. D'un côté le gouvernement, en particulier l'AP, confronté à une usure précoce. Au milieu, le PAP (Parti apriste péruvien), plongé dans la crise la plus aiguë de son histoire, après la mort de son fondateur Haya de la Torre. De l'autre côté, une coalition gouvernementale composée des fronts et partis majoritaires qui se

réclament de la classe ouvrière (l'Union de la gauche révolutionnaire, l'Unité démocratique et populaire, le Parti communiste péruvien) et deux formations bourgeoises, le Front national des travailleurs et des paysans (Frenatraca) et le Parti socialiste révolutionnaire

(suite page 16)

## PEROU — EQUATEUR

### Une mini-guerre pour camoufler l'austérité

Le bref affrontement armé entre le Pérou et l'Equateur — du 29 janvier au 2 février — montre clairement la crise chronique que subissent, dans toute l'Amérique latine, à cause de l'impérialisme, les bourgeoisies nationales et leurs gouvernements.

Pendant les derniers jours de janvier, des troupes équatoriennes se sont installées dans le poste de Paquisha. Ce poste se trouve à l'intérieur d'une zone frontalière de 78 kilomètres, zone qui n'est pas délimitée avec précision. Au moyen de bombardements et d'attaques d'infanterie, le Pérou a réoccupé le poste au bout de trois jours et avancé de vingt à quarante kilomètres vers le territoire équatorien. Le conflit se poursuit maintenant par la voie diplomatique au sein de l'OEA.

La zone en litige tombe sous la juridiction d'un traité frontalier signé en 1942 par les deux pays, en présence de l'Argentine, du Brésil, du Chili et des Etats-Unis. En 1955, déjà, l'Equateur avait refusé de mettre des poteaux de démarcation, ce qui fait que la zone de 78 kilomètres est restée sans limites, et en 1960, le gouvernement équatorien a dénoncé formellement le traité, en disant que, en 1942, on avait imposé par la force un accord contraire aux intérêts du pays.

Une des premières conséquences visibles de la mini-guerre est l'affaiblissement des accords d'intégration régionale comme le pacte Andin, démontrant une fois de plus que les gouvernements bourgeois sont incapables de garantir la complémentarité économique tant nécessaire. De plus, s'il est certain que la zone en litige est riche en pétrole, on peut déjà écarter tout projet de finan-

cement conjoint des deux pays pour exploiter les gisements potentiels, tâche et bénéfiques qui reviendront naturellement aux monopoles internationaux.

### La bourgeoisie joue avec cent cinquante morts

Il est intéressant de s'arrêter sur un commentaire de l'édition internationale du quotidien *La Nación* de Buenos Aires (2 février 1981) : « *Tout indique que l'Equateur a pris l'initiative en étant convaincu qu'il en tirerait avantage, car le Pérou n'irait pas trop loin, et le Pérou, qui a tardé à réagir, l'a fait avec force, par un déploiement d'hommes, une équipe belliqueuse et des avions.* »

Apparemment, le gouvernement de Roldos spéculait sur le fait que la politique extérieure de Reagan serait favorable à l'Equateur.

Pourquoi le Pérou a-t-il lancé une attaque si massive, alors que tous les observateurs pensaient qu'avec un dispositif bien moindre et moins de morts (on parle d'un chiffre de cent cinquante morts entre les deux pays) la situation lui aurait été aussi favorable ?

Le gouvernement de Belaunde Terry subit les effets d'une forte mobilisation ouvrière et populaire, dont la grève générale du 15 janvier dernier est l'expression la plus haute. L'affrontement avec l'Equateur a modifié le cadre pour l'instant : il y a eu d'importantes mobilisations nationalistes de soutien au gouvernement, et les grèves contre le régime se sont interrompues. Les directions réformistes, comme le stalinisme, n'ont pas hésité à freiner la lutte et à soutenir Belaunde.

En définitive, s'il y a du pétrole, l'impérialisme en prendra la part du lion et cent cinquante hommes ont perdu la vie pour que Belaunde puisse apaiser, pendant quelques semaines, son front interne, tandis que Roldos spéculait sur ses relations avec les Etats-Unis.

Pour l'immédiat, il faut exiger la cessation de toute hostilité. La perspective étant de renverser les gouvernements bourgeois qui oppriment les peuples d'Amérique latine et d'unir tous les pays dans une fédération des pays socialistes.

Francisco Salazar



Pérou

## Grève générale contre l'austérité

Suite de la page 15

(PSR), héritier direct du général Velasco Alvarado, maculé du sang de nombreux ouvriers et paysans qui, pendant les premières années, se sont mobilisés contre la dictature.

La campagne de ce front, appelé Izquierda Unida (Gauche unie, IU), s'est toujours bien gardée d'affronter ouvertement le gouvernement et de le désigner comme la principale cible au mouvement des masses. Les appels continus à ne pas affronter le gouvernement et à éviter à tout prix sa « déstabilisation » — les maoïstes étant les premiers à le faire depuis les élections présidentielles où ils appelèrent à voter Belaunde — n'ont pas cessé et se sont généralisés de la part de toutes les composantes de IU pendant la campagne électorale et même après. Les déclarations du médecin Jose Villalobos Ampuero, élu maire d'Arequipa, la seconde ville du pays, en sont un bon exemple. Villalobos, politicien « indépendant » mais ouvertement lié au Parti communiste pro-Moscou, a déclaré à la revue *Caretas* (2 décembre 1980) : « Je pense que le pays a besoin de maturité sur le terrain de la stabilité démocratique. Tout facteur de trouble ou d'instabilité aiderait à l'apparition d'un pouvoir d'extrême-droite. » Il ajoute plus loin : « Nous gouvernerons pour tous et nous vous invitons tous à appuyer notre programme. Le gouvernement doit le soutenir. »

Malgré cela, l'IU a capitalisé clairement l'usure de Belaunde pendant ses quatre premiers mois de gouvernement. Les chiffres sont nets : l'AP, le parti du gouvernement, après avoir obtenu presque 45 % aux élections de mai, est descendu à 35 % en novembre ; l'APRA a baissé de 26 à 19 % et la Gauche unie a augmenté d'un chiffre appréciable de 7 % en passant de 19 à 26 % dans tout le pays, en occupant la deuxième place à Lima et en obtenant des mairies importantes comme celle d'Arequipa. Le sentiment unitaire des masses, qui s'affrontent spontanément au plan de misère que le gouvernement commence à mettre en pratique par l'intermédiaire de son ministre Manuel Ulloa, aspirait avec force à l'unité de ses organisations syndicales et des organisations qui se réclament du mouvement des masses, afin de pouvoir avancer dans son combat contre le gouvernement.

La large unité obtenue à travers l'IU a fait que les travailleurs se tournent vers elle pour la soutenir, malgré son programme de conciliation de classes et son refus à « déstabiliser » le gouvernement, fût-ce, en dernière instance, contre les intérêts des masses en lutte.

Avec ce premier recul du gouvernement, se termine le premier round.

## Les mesures de Ulloa

Malgré son usure précoce, le gouvernement a entamé le deuxième round

avec un direct à la mâchoire au mouvement des masses.

Autrement dit, il a gardé l'offensive. Et il l'a fait par l'application du premier ensemble de mesures violentes du plan Ulloa-FMI. Pendant les premiers jours de janvier se sont produites les hausses des services publics, d'articles de première nécessité, des combustibles, des transports, etc., dans une moyenne qui oscille entre 40 et 60 %. Les salaires n'ont augmenté parallèlement que de 6 à 16 %.

La situation se rapproche de l'intolérable. Dans ces conditions, la CGTP (Centrale générale des travailleurs du Pérou, la plus grande du pays, dirigée par le PC pro-Moscou) a été obligée d'appeler à une grève nationale pour le 15 janvier, car si elle n'offrait pas une proposition concrète de lutte, elle courrait le grand risque de se heurter de front au sentiment et aux revendications des masses.

## Une nouvelle grève nationale

Malgré la force du coup avec lequel le gouvernement a commencé le deuxième round, le mouvement des masses a su répondre. Et il l'a fait avec un de ses meilleurs coups : celui qu'il a utilisé quatre fois pour vider la dictature du ring, la grève générale. Malgré le peu ou le manque de préparation qui l'a précédée et la confusion qu'a essayée de créer le gouvernement en laissant courir le bruit que pour cette date (où l'on commémorait le centenaire de la défense de Lima dans la guerre contre le Chili) serait fériée, la grève a été très suivie, surtout dans les secteurs ouvriers et populaires. Dans le secteur public, cependant, la grève n'a pas été massive. Le *Diario Marka* affirme que, dans ce secteur, seulement 50 % auraient cessé le travail, tandis que dans l'ensemble le mot d'ordre a été suivi à 80 %. Malgré les différences d'informations, toutes coïncident pour dire que la grève a été faite par une ample majorité. Cette grève, qui demandait la démission des ministres Ulloa (Economie) et Kuczynski (Energie), des hausses de salaires, le blocage des tarifs et des prix, etc., a été une réponse nette au gouvernement, unifiée et donc supérieure à toutes les luttes partielles antérieures.

Pour cette raison, la grève a une grande importance : elle ouvre des perspectives concrètes aux masses, à des actions postérieures, pour faire échec au plan de misère. Mais une contradiction énorme continue à exister. Le gouvernement, malgré le coup reçu, reste à l'offensive : il ne revient pas sur ses plans, il ne baisse pas les prix, n'augmente pas les salaires. Il refuse de voir la grève, reprend l'initiative, appelle les directions syndicales et politiques à se « concerter » pour un accord sur la base du maintien du plan du FMI.

Il ne faut pas écarter la possibilité que cette proposition rencontre un écho chez les directions syndicales et l'IU. Les déclarations faites après la grève par Diego Garcia Sayan de l'UDP sont éloquentes : « Il a été démontré que Ulloa et Kuczynski doivent s'en aller car leur politique affecte non seulement le peuple, mais aussi un secteur du patronat qui est lésé par leur politique pro-impérialiste. Nous pensons que la Gauche unie doit continuer à agir sans porter atteinte au gouvernement, mais en affrontant les fers de lance du Fonds monétaire international. » En tout cas, on peut déjà affirmer que la direction front-populiste de l'IU est assise sur une poudrière. Elle s'est relativement renforcée par sa participation, malgré elle, à la grève. Mais il lui sera de plus en plus difficile de jouer le rôle de tampon entre les coups du gouvernement et du mouvement des masses.

Carlos Jose Herrera

BRÉSIL

## Des grèves au Parti des travailleurs

par Luiza Maranhao et Antonio Dos Santos



La campagne sur les salaires des ouvriers de la métallurgie de l'ABC de Sao Paulo (1) va commencer dans les semaines qui viennent. Déjà, dans quelques usines et quelques quartiers, se tiennent les premières réunions et assemblées pour définir les revendications centrales, ainsi que les formes de lutte face à la probable intransigence patronale. Cette fois, les métallos de Sao Bernardo et Santo Andres négocieront leurs salaires sans leur organisation de lutte : depuis avril 1980, leurs syndicats sont contrôlés (2) par le gouvernement.

La campagne sur les salaires de 1979 a provoqué une grève de plus de vingt jours, au cours de laquelle le gouvernement est intervenu dans les syndicats et y a placé des « contrôleurs » ; il s'est passé la même chose pendant la grève de 41 jours d'avril-mai 1980. A cette occasion, les principaux dirigeants de la métallurgie d'ABC furent arrêtés. Ils furent relâchés ensuite, mais les syndicats continuent à être contrôlés.

Malgré cela, on peut dire que la campagne sur les salaires qui commence maintenant trouvera les ouvriers d'ABC en de meilleures conditions que jamais pour lutter pour les revendications. Non seulement par la maturité et l'expérience qu'ils ont acquises au cours de ces deux années, non seulement parce que l'absence de véritables victoires en 1979 et 1980 n'a pas démoralisé les travailleurs, mais parce que, dans le cours de ces luttes, a surgi et s'est renforcé un facteur qui sera d'une importance fondamentale pour le prolétariat de tout le Brésil : le Parti des travailleurs, un parti ouvrier, indépendant des patrons.

Dans cet article, nous présentons une chronique de la naissance du Parti des travailleurs et des luttes qui sont à son origine et son impulsion. Dans le prochain numéro de la revue, nous reviendrons sur ce problème d'une importance primordiale pour la lutte de classes brésilienne et continentale, du point de vue de sa signification pour les plans de « démocratisation » de la dictature et des perspectives qu'il ouvre pour la lutte du prolétariat.

## Un résultat imprévu du « miracle économique »

Le Parti des travailleurs est, d'une certaine façon, un produit de ce que l'on appelle le « miracle économique brésilien ».

Ce phénomène a provoqué le développement d'une puissante industrie

moderne, métallurgique, mécanique, chimique, pétrochimique, etc., sous l'impulsion de l'impérialisme, à son profit et à celui du secteur de la bourgeoisie qui lui est lié (3). Cette industrie est concentrée principalement dans les

villes de Santo Andres, Sao Bernardo et Sao Caetano qui composent l'ABC, cordon industriel qui entoure la ville de Sao Paulo.

Le prétendu « miracle » s'est fondé sur la surexploitation brutale de la classe ouvrière, par les salaires de misère, la destruction de ses organisations et la répression féroce de ses dirigeants et militants syndicaux et politiques, sous le talon de la dictature militaire.

Mais cela a significativement aussi la naissance d'un prolétariat extrêmement concentré, qualifié et jeune. L'ABC est, actuellement, l'avant-garde combative de tout le prolétariat brésilien et est reconnu comme tel par le mouvement des masses. Ce sont les métallos d'ABC qui sont partis les premiers en lutte pour des revendications de salaires, reprenant les armes traditionnelles du mouvement ouvrier — grèves, assemblées, piquets — et en accomplissant un nouveau pas, inédit : la nécessité de construire un parti indépendant des patrons.

## Tout a commencé à Lins

En janvier 1979, dans la ville de Lins, Etat de Sao Paulo, se réunit un congrès convoqué par la Fédération métallurgique de l'Etat de Sao Paulo, pour discuter des revendications salariales à présenter au patronat au mois de mars. Les délégués représentaient tout l'Etat de Sao Paulo, dont l'ABC.

Au cours des années antérieures, les délégués avaient été désignés par la bureaucratie corrompue, « pelega » (4), agent du patronat. Ce congrès fut différent par l'esprit de combativité croissant depuis l'année précédente : des syndicats réalisèrent des assemblées massives pour élire leurs délégués et approuver les positions qu'ils devaient présenter au congrès.

L'assemblée du syndicat de Santo Andre a envoyé ses délégués avec le mandat de présenter au congrès les propositions suivantes : pour une campagne sur les salaires unifiée au niveau de l'Etat ; pour une augmentation de 77,1 % (5) ; pour que tout accord avec le patronat soit ratifié en assemblée.

Ainsi qu'une thèse supplémentaire, présentée par l'ouvrier socialiste Jose

La répression n'a pas pu empêcher la grève





Maria de Almeida (Ze Maria) : la création d'un parti ouvrier sans patrons, avec un programme d'indépendance de classe. Il reprenait ainsi une proposition présentée par le président du syndicat de Santo André, Benedito Marcilio, député national élu sur les listes du Mouvement démocratique brésilien, le seul parti d'opposition légal.

**Les premiers pas**

La proposition du délégué Ze Maria fut approuvée à Lins, soutenue par 90 % des délégués : seul le syndicat de la ville de Santos vota contre. C'est ainsi que l'idée commença à prendre corps, bien que le lancement réel du parti ait duré plusieurs mois.

Cela est dû au fait que, à la clôture des sessions du congrès, commença la campagne sur les salaires. Violant les résolutions de Lins, les dirigeants syndicaux (à l'exception de ceux d'ABC) acceptèrent l'augmentation de salaires offerte par le patronat sans faire ratifier l'accord par les assemblées. Le 12 mars 1979, après une série d'assemblées massives, les 250 000 ouvriers de la métallurgie d'ABC partent en grève. Peu après, elle s'étend aux ouvriers du caoutchouc de la même zone, et aux enseignants de Rio de Janeiro.

Le 14 mars, le gouvernement décrète l'illégalité de la grève (car elle aurait des « objectifs politiques ») et intervient dans les syndicats. Un comité central de grève (Comando general da greve) se forme alors avec plusieurs dirigeants dont celui de Sao Bernardo, Luiz Inacio da Silva, connu sous le nom de Lula.

La grève se termine le 27 mars : poursuivis implacablement par la répression, isolés du reste du mouvement ouvrier, les métallos d'ABC acceptent l'augmentation du gouvernement (63 %) et le paiement des salaires échus.

Bien qu'elle n'ait pas été une victoire sur toute la ligne, la grève d'ABC déclencha une vague de conflits dans tout le pays. Les employés de banque de Porto Alegre, Rio de Janeiro et Sao Paulo, les ouvriers de la construction de Minas Gerais et Porto Alegre, les transporteurs de presque toutes les villes importantes, les travailleurs agricoles des plantations de canne de Pernambuco partirent en lutte avec les méthodes des métallos de Sao Paulo.

Et ils furent réprimés de la même manière, au point que deux ouvriers moururent dans des affrontements avec la police (6).

Cette vague de luttes donnera une impulsion énorme au Parti des travailleurs, pour deux raisons : d'abord parce que, pour les travailleurs, il était clair que l'ennemi de l'autre côté de la barricade n'est pas tel ou tel patron, ni même le patronat dans son ensemble, mais le gouvernement lui-même ; ensuite parce que l'affrontement contre des ennemis unifiés renforce l'idée d'un instrument de lutte national.

Cette idée commença à se concrétiser avec la naissance officielle du Parti. Au milieu de la vague de conflits que nous commentons ci-dessus, se produisit la grève de la construction civile de Belo Horizonte. Au cours de cette véritable grève sauvage, les ouvriers expulsent le président du syndicat, un vieux *pelego* qui cherchait à négocier le conflit sans gagner aucune revendication importante, et sortent dans la rue. Cependant, en l'absence d'une direction qui formule clairement les revendications des travailleurs, le conflit aboutit à une impasse. A ce moment-là, Lula va à Belo Horizonte, convoque une assemblée, rédige le cahier de revendications et dirige la grève vers une victoire partielle. C'est une date historique : pour la première fois, un dirigeant local devient un dirigeant ouvrier à un niveau national.

**Le lancement officiel**

Le processus de luttes, de mobilisations, de discussions et de réunions débouche le 10 février 1980 sur la réalisation du 1<sup>er</sup> plénum national pour la légalisation du Parti des travailleurs, à Sao Paulo. 400 délégués y assistent, venus de divers syndicats et de 17 Etats brésiliens.

Dans le discours d'ouverture, le dirigeant du syndicat du cuir, Paulo Skropov, déclara : « Nous nous fixons comme objectif principal la fondation du Parti des travailleurs, sans supprimer aucun espace possible pour l'action politique des travailleurs. Dans ce sens, notre plan est le suivant : lutter pour la légalisation du parti (...), décider de l'élection de la commission nationale provisoire et procéder à l'affiliation des militants et sympathisants du Parti des travailleurs. »

Le congrès a élu une direction nationale, avec à sa tête Lula, des métallos de Sao Bernardo, Olivio Dutra, des employés de banque de Porto Alegre et Jaco Bittar, des ouvriers du pétrole de Campinas. Ce sont trois secteurs qui

non seulement étaient à l'avant-garde des luttes, mais qui étaient aussi les premières cibles de la répression : Lula comme Dutra avaient été expulsés de leurs syndicats par le gouvernement.

Un manifeste fut approuvé, dont le paragraphe fondamental est le suivant : « Le Parti des travailleurs est né de la nécessité, ressentie par des millions de Brésiliens, d'intervenir dans la vie sociale et politique du pays, pour la transformer. La leçon la plus importante que le travailleur brésilien a apprise dans ses luttes, c'est que la démocratie est une conquête qu'il doit obtenir de ses propres mains, car sinon il la perd. »

C'est donc un fait historique pour le prolétariat brésilien : la naissance du Parti des travailleurs signifie le commencement du comblement d'un vide de dizaines et dizaines d'années, provoqué par le manque d'organisation. Profitant de la crise de la bourgeoisie qui l'a obligée à faire une « ouverture », un pas en avant a été fait vers la conquête de l'indépendance de la classe ouvrière, tant sur le plan politique avec un parti de classe sans patrons, que sur le plan syndical avec l'expulsion de sa direction *pelega* dans de nombreuses organisations.

Avec la naissance du Parti des travailleurs, ce sont non seulement les métallos de Sao Paulo mais aussi tous les travailleurs de tout le pays qui ont la possibilité d'unifier nationalement la lutte contre la dictature.

Dès sa fondation, le Parti des travailleurs a mené une lutte incessante pour « construire la démocratie ». Pendant les campagnes salariales de 1980, les syndicats d'ABC ont subi une deuxième fois l'intervention du gouvernement, et leurs dirigeants — Lula, Ze Maria et d'autres — furent arrêtés pendant trente jours pour que le conflit reste sans direction. Depuis, Lula est sous le coup de la loi de sécurité. Le 1<sup>er</sup> mai, leurs dirigeants étant emprisonnés et l'ABC encerclé par un gigantesque appareil répressif, plus de 80 000 ouvriers de la métallurgie se sont rassemblés dans un stade pour exiger la libération de leurs dirigeants et crier des mots d'ordre contre la dictature (« Pleure, Figueiredo, pleure : ton heure est venue ! »).

Le Parti des travailleurs est actuellement reconnu légalement d'une manière provisoire, jusqu'à la fin de l'année. Pour obtenir la reconnaissance définitive, il doit payer des droits extrêmement élevés (7).

**Le Parti des travailleurs doit diriger les luttes**

La légalisation du Parti des travailleurs, avec le paiement des droits imposés contre la démocratie par la dictature, exige une grande mobilisation, avec la création de comités du parti dans tout le pays. On peut l'obtenir : le Parti des travailleurs dispose de l'énorme prestige de ses dirigeants et d'un mouvement ouvrier qui a largement montré sa combativité.

Prochainement commence la campagne sur les salaires 1981 d'ABC. Les campagnes de 1979 et 1980, et surtout cette dernière, n'ont pas réussi à imposer les revendications des travailleurs, en partie à cause de l'attitude de la direction syndicale qui n'a pas cherché à étendre la grève au-delà d'ABC, et en partie à cause de Lula qui a fermé les portes du local du parti pour « ne pas mélanger le syndicalisme et la politique ». Aujourd'hui, le Parti des travailleurs, surgi des luttes antérieures, peut aider à la victoire de la campagne sur les salaires de 1981.

Actuellement, avec les syndicats contrôlés, il faut obliger le gouvernement à reconnaître Lula et les dirigeants élus par les travailleurs d'ABC comme seuls véritables représentants des ouvriers. Il faut aussi mener la campagne contre la condamnation de Lula sous le coup de la loi de sécurité.

En se plaçant à la tête de ces mobilisations — pour les salaires, contre les interventions gouvernementales dans les syndicats et contre la condamnation de Lula —, le Parti des travailleurs obtiendra sa légalisation et donnera un coup terrible aux plans anti-ouvriers de la dictature.

Luiz Maranhao  
et Antonio dos Santos

(1) Les ouvriers brésiliens sont regroupés en syndicats qui réunissent toutes les usines d'une branche industrielle au niveau de chaque municipalité. Les syndicats de chaque municipalité se regroupent à leur tour dans des fédérations au niveau de chaque Etat. Il n'existe pas de syndicats nationaux, ni de centrale ouvrière.



« Unis, nous sommes forts » : non seulement dans les grèves mais aussi pour la politique

(2) Le contrôle, l'intervention du gouvernement dans les syndicats lui confère le droit de destituer une direction élue et de lui substituer un représentant ou une équipe du gouvernement. Dans le cas des syndicats d'ABC, le gouvernement a nommé un représentant du ministère du Travail pour diriger les syndicats affectés. Les anciens dirigeants élus de ces syndicats sont expulsés et ne peuvent plus diriger le syndicat. Ils sont interdits à vie, sauf sur décision expresse du ministère du Travail.

(3) La bourgeoisie brésilienne, bien qu'elle se soit enrichie avec le « miracle », est étroitement liée à l'impérialisme, le Brésil étant un pays semi-colonial et son économie ayant subi, au plus degré, les assauts de la crise mondiale. Les chiffres officiels le démontrent : la hausse des prix en 1979 a été de

84 % ; la dette extérieure atteint actuellement 50 milliards de dollars ; le déficit de la balance commerciale de 1974-1979 a atteint 30 milliards de dollars ; en 1979, le paiement de la dette extérieure a absorbé 80 % des devises qui sont entrées avec les exportations (chiffres du *Monde* du 29 janvier 1981).

(4) *Pelego* (littéralement : peau, c'est une peau qui se met sur le dos du cheval, sous la selle). On a donné ce nom à la bureaucratie syndicale, car elle essaie toujours d'amortir les heurts entre les travailleurs et les capitalistes à l'avantage de ces derniers.

(5) A son arrivée au gouvernement en 1979, le général Joao Batista de Figueiredo a admis publiquement que le gouvernement de son prédécesseur, le général Geisel, avait falsifié délibérément les indices d'augmentation du coût de la vie, si bien que, malgré les aug-

mentations accordées, les salaires réels avaient diminué de 34,1 %. L'augmentation de 77,1 % exigée par les métallos est la somme de ces 34,1 % plus 43 % offerts par le gouvernement.

(6) Oracilio Dias, ouvrier de la construction de Belo Horizonte, et Santo Dias da Silva, ouvrier de la métallurgie de Sao Paulo.

(7) Pour obtenir la légalité, un parti doit obtenir l'adhésion d'un pourcentage (variable) des électeurs de 20 % des municipalités de 9 Etats distincts. Ensuite, il doit réunir la moitié de ses adhérents plus un dans chaque municipalité en présence de représentants du gouvernement. Ces conditions ne s'appliquent pas au parti de gouvernement, ni au parti de l'« opposition » légal, le MDB, car ils ont une représentation parlementaire.

Après David Maximiliano  
**Lula et Ze Maria face aux juges**

Le gouvernement brésilien vient d'annoncer le procès des dirigeants syndicaux d'ABC pour le 16 février. Ils sont sous le coup de la loi de sécurité nationale pour avoir dirigé des grèves de la métallurgie en mars et avril 1980.

Luiz Ignacio da Silva dit Lula, président du syndicat de la métallurgie de Sao Bernardo, Jose Maria de Almeida dit Ze Maria, militant du syndicat de Santo André et membre de *Convergence socialiste*, Jose Cicotti, Djalma de Souza Bom et d'autres dirigeants, tous membres du Parti des travailleurs, peuvent être condamnés à deux ans de prison pour « incitation à la grève » ! Ils ont déjà tous été emprisonnés pendant trente jours, en mars-avril, quand le gouvernement a essayé de décapiter le mouvement de grève.

Des dirigeants syndicaux de toute l'Amérique latine, d'Europe et même des Etats-Unis ont manifesté leur indignation face à la répression et ont exigé l'impunité pour tous les dirigeants. Lors du procès public seront présentes des délégations de syndicalistes de Belgique, d'Italie, d'Espagne et de Suède, ainsi que Adolfo Perez Esquivel, prix Nobel de la paix, et un représentant d'*Amnesty International*.

Au Brésil, les syndicalistes d'ABC et le Parti des travailleurs ont déclaré que le 15 février serait une journée de lutte en défense des accusés. Ce jour-là, il y aura une manifestation à Sao Bernardo, et le lendemain une concentration face à l'auditorium militaire où doit avoir lieu le procès.

**Attaque contre les grèves**

Le procès de Lula constitue une véritable attaque contre les travailleurs brésiliens et contre leurs luttes pour des augmentations de salaires et de meilleures conditions de vie. C'est un pas de plus dans l'assaut contre les droits démocratiques des travailleurs, après l'intervention dans les syndicats, la destitution de leurs dirigeants, l'arrestation des syndicalistes pendant la grève, et le procès et la condamnation du professeur David Maximiliano.

Le professeur David, dirigeant de la grève des professeurs de Minas Gerais en 1979, est dirigeant de l'Union des travailleurs de l'enseignement de Minas Gerais. Il a été arrêté en avril 1980, alors qu'il préparait la grève des enseignants. Il a été jugé sous la fausse accusation de tenir en sa possession des explosifs. Le Parti des travailleurs est en train de mener une campagne pour sa libération.

La lutte pour l'impunité de Lula, Ze Maria et des autres dirigeants syndicaux, ainsi que la lutte pour la libération immédiate de David Maximiliano, est un combat pour le droit de grève et en défense des droits démocratiques des travailleurs contre la dictature militaire.



Lula



Ze Maria



D. Maximiliano

L. M.



## NICARAGUA

# Le plan économique 1981 : « Les travailleurs doivent se sacrifier »

par Vadinho Remis et Gloria Duran

Le 14 janvier dernier, le gouvernement de reconstruction nationale (GRN) a rendu public le *nouveau plan économique* pour le Nicaragua. Ce plan 1981 apparaît comme clôturant un an de tensions entre le FSLN et la bourgeoisie, deux mois seulement après la sortie du Conseil d'Etat des partis de la bourgeoisie et du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), qui fut le point le plus critique des affrontements.

En définissant sa politique économique, le GRN a cédé à la dure offensive de la bourgeoisie en s'adaptant aux exigences des patrons et aux conditions politiques et économiques avec lesquelles l'impérialisme cherche à freiner le processus révolutionnaire en Amérique centrale.

Certains considèrent que l'attitude prise par le FSLN dans les discussions qui ont précédé la crise du Conseil d'Etat montre à l'évidence l'existence d'un gouvernement ouvrier et paysan au Nicaragua. Parmi ceux qui, impressionnés par les heurts entre le sandinisme et la bourgeoisie, sont arrivés à cette conclusion, il y a par exemple le Secrétaire unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale. Celui-ci dit, dans sa résolution sur le Nicaragua du mois de septembre dernier : « L'ensemble des mesures économiques et sociales prises par le FSLN, sa volonté d'intransigeance face aux exigences de la bourgeoisie sur les ques-

tions politiques de première importance (...) la consolidation de son hégémonie dans le pouvoir politique, tout cela traduit l'avance de la révolution. » Et, après avoir fait un compte rendu de ce qui s'est passé au cours de l'année dernière, il conclut : « Tous ces éléments démontrent l'existence au Nicaragua d'un gouvernement des ouvriers et des paysans qui affirme son indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie, un gouvernement ouvrier et paysan, bref épisode vers l'instauration de la dictature du prolétariat. » (Inprecor d'octobre 1980)

Toute caractérisation ou pronostic doit être confronté avec la réalité. Le plan 1981 permet de vérifier si c'est le Secrétariat unifié qui a raison quand il dit que le GRN et un gouvernement ouvrier et paysan — donc anti-capitaliste — ou ceux qui, comme nous, affirment que le GRN, avec le FSLN, est un gouvernement de collaboration de classes, appelé par les sandinistes gouvernement d'« unité nationale ».

Pour nous, la réponse qu'a donnée le Front sandiniste à l'offensive de la bourgeoisie nicaraguayenne, avec le plan 1981, exprime le véritable caractère du gouvernement actuel. Ce plan, contrairement à ce que pense le SU, exprime la volonté du FSLN de transiger sur les exigences de la bourgeoisie et de continuer à partager le gouvernement avec elle. La politique économique du

GRN est clairement opposée à celle qu'assumerait un gouvernement ouvrier et paysan, c'est-à-dire un gouvernement qui a rompu politiquement avec la bourgeoisie et qui, en conséquence, dirige toute ses actions contre les intérêts de cette classe déjà écartée du pouvoir.

La III<sup>e</sup> Internationale, dans son IV<sup>e</sup> congrès, affirmait que « le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier et paysan doit consister à armer le prolétariat, désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, instaurer le contrôle de la production, faire retomber sur les riches le plus grand poids des impôts et détruire la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire en lui déclarant une guerre ouverte ».

Le supposé gouvernement ouvrier et paysan du Nicaragua n'a rien fait de tout cela. La bourgeoisie continue à faire partie du gouvernement et, sur le terrain économique, elle continue à être la classe dominante.

Selon les données du ministère de la Planification, publiées en mars 1980 par le Centre de publications du Secrétariat national à la propagande et à l'éducation politique du FSLN, l'entreprise privée contrôle 80,9 % de la production agricole, 75 % de la production industrielle, 30 % du secteur de la construction, 45,3 % des services et 59,2 % du Produit national brut (PNB).

Cela veut dire que ce supposé gouvernement ouvrier et paysan est resté en deçà, quant aux nationalisations, du péronisme argentin et du gouvernement de Nasser en Egypte, ainsi que de nombreux autres gouvernements nationalistes bourgeois des pays semi-coloniaux.

Le GRN n'a déclaré aucune « guerre ouverte » — ni même souterraine — aux bases économiques de la bourgeoisie : sa propriété. Au contraire, il lui a donné des garanties à travers la loi de protection qui, au dire même des sandinistes, « assure aux grands propriétaires terriens et aux riches du pays la possibilité de contrôler chacune des expropriations et interventions de l'Etat » (1) ; à travers l'expansion de l'habeas corpus, qui comprend le droit à des compensations légales par l'Etat, ainsi qu'avec le frein mis aux expropriations et aux occupations de terre par l'intervention — comme le raconte Livio Maitán (2) membre du SU et solidaire du FSLN — de l'armée et des Comités de défense sandinistes aux côtés des propriétaires.

Le capitalisme affronte au Nicaragua de plus grandes contradictions que dans d'autres pays, car il y a eu une révolution. Mais il y a aussi un Front sandiniste qui amortit les contradictions et qui est bien loin de « déclarer une guerre ouverte à la bourgeoisie » pour « détruire sa résistance contre-révolutionnaire », ce que démontre à l'évidence le plan économique pour 1981.

## La position du patronat

Quelques jours avant la publication du nouveau plan par le gouvernement, le COSEP a organisé son assemblée annuelle au théâtre Cabrera de Managua. Enrique Dreyfus, son président, a défini, devant plus de mille patrons, la position actuelle des capitalistes nicaraguayens : « Le pays affronte un déficit budgétaire sans précédent, une balance commerciale négative, pire que n'importe quelle prévision, et la production n'a pas été relancée comme on l'attendait... Pour 1981, il faut que le gouvernement incite à un climat de con-

fiance afin que le patronat et les travailleurs puissent produire plus et mieux pour le pays. »

Le président de la Chambre d'industrie du Nicaragua (CADIN) a résumé, dans cette même réunion, la pensée du secteur privé : « Comme patrons, nous connaissons mieux que personne les difficultés de la production. Sur ce terrain, sans vouloir faire de polémique, nous pouvons conseiller le gouvernement en lui rappelant que la fonction de l'Etat est celle de simple régularisateur, et non celle de producteur, car cela concerne les hommes du travail de ce pays. » (3)

## Que veulent-ils ?

Ces messieurs du COSEP sont clairs. Leur message au FSLN signifie qu'ils sont fatigués par la mauvaise administration sandiniste, ou, comme le dit leur président à la fin de son intervention : « L'entreprise privée nicaraguayenne n'aspire pas au pouvoir public... Ce que nous voulons c'est aider à bien gouverner. »

Et ils veulent « aider à bien gouverner » d'une manière très simple : en gouvernant. Leur objectif n'est pas immédiat. Pour l'instant, ils veulent que le FSLN suive leurs instructions, leurs directives, ils veulent « conseiller le gouvernement ». Ils n'oublient donc pas de dire que « nous sommes disposés à renouer le dialogue patriotique ouvert qui permettra le retour à l'unité nationale ».

Et comment répond le FSLN à ces critiques ?

Sa réponse est le plan économique de 1981. Un plan essentiellement anti-ouvrier, où sont recueillies toutes les observations du patronat, s'engageant à ce que les ouvriers travaillent plus et mieux pour relancer l'économie du pays.

## Un bilan et un plan d'efficacité et d'austérité

Avant de passer aux grandes lignes du nouveau plan, présenté au siège de la Centrale sandiniste des travailleurs,

## Une bonne affaire pour la Standard

Le gouvernement de reconstruction nationale a signé un accord avec la tristement célèbre Standard Fruit Company, le 11 janvier dernier. C'est une claire illustration de la façon dont il cède devant le capital impérialiste. La Standard Fruit se consacre à la culture et à la commercialisation des bananes, et fait partie de la multinationale Castle and Cooke des Etats-Unis.

Pour réaliser cet « accord », le GRN a délégué deux hauts représentants — le commandant Jaime Wheelock, ministre de la Réforme agraire, et Arturo Cruz, membre de la junte de gouvernement — qui se sont rendus à San Francisco pour négocier directement avec la maison-mère.

La politique de la Standard Fruit est très connue en Amérique centrale, car c'est son théâtre d'opérations. Pour protéger ses intérêts, elle a patronné des coups d'Etat et maintenu des gouvernements fantoches. C'est ce qui s'est passé par exemple au Guatemala, en 1954, quand, sous le nom de United Fruit, elle a participé activement au renversement du gouvernement nationaliste de Jacobo Arbenz. Actuellement, cette « entreprise » soutient les dictatures de Romeo Lucas au Guatemala et de Ploicarlo Garcia au Honduras. L'histoire de cet empire de la banane remonte à 1889, quand il est devenu un facteur de la domination impérialiste en Amérique centrale.

Selon Barricada du 16 janvier 1981, « les transnationales bananières contrôlent 43,1 % de la surface mondiale cultivée (de bananes), située principalement dans l'isthme centro-américain, où ces entreprises contrôlent 80 % de la production ».

La Standard possède au Nicaragua — dans la zone de Chinandega — 4 250 hectares de terrains consacrés à la culture de la banane, et emploie 4 000 travailleurs. Les conflits ouvriers ont toujours été une constante dans cette zone, à cause de la surexploitation imposée par la Standard et les bananeros nicaraguayens qui lui sont liés.

Quand la révolution a triomphé, la Standard a annoncé qu'elle se retirait du Nicaragua. Face à cette annonce, le GRN a commencé à déployer tous ses efforts pour la convaincre de rester dans le pays.

En juillet 1980, le gouvernement a commencé ce que Barricada appelle « de longues et difficiles négociations » en vue d'acquiescer les installations de l'entreprise que celle-ci continuait à exploiter. Barricada du 13 janvier publie le texte d'accord entre le GRN et Castle Cooke qui « assure la continuité des

opérations normales que la compagnie réalise au Nicaragua », et conclut que cet accord « reflète la confiance mutuelle des deux parties dans l'avenir du programme bananier du Nicaragua ».

L'accord stipule essentiellement :

— le GRN acquiert les installations de Castle Cooke au prix de 13 millions de dollars, réglables en cinq ans ;

— le GRN devient le propriétaire exclusif du produit ;

— pendant les cinq prochaines années, la Standard aura l'exclusivité de la commercialisation du produit ;

— la Standard garantira l'assistance technique ;

— les bananeros qui travaillaient avec la Standard conservent la propriété de leur terre et recevront des rentes locatives ;

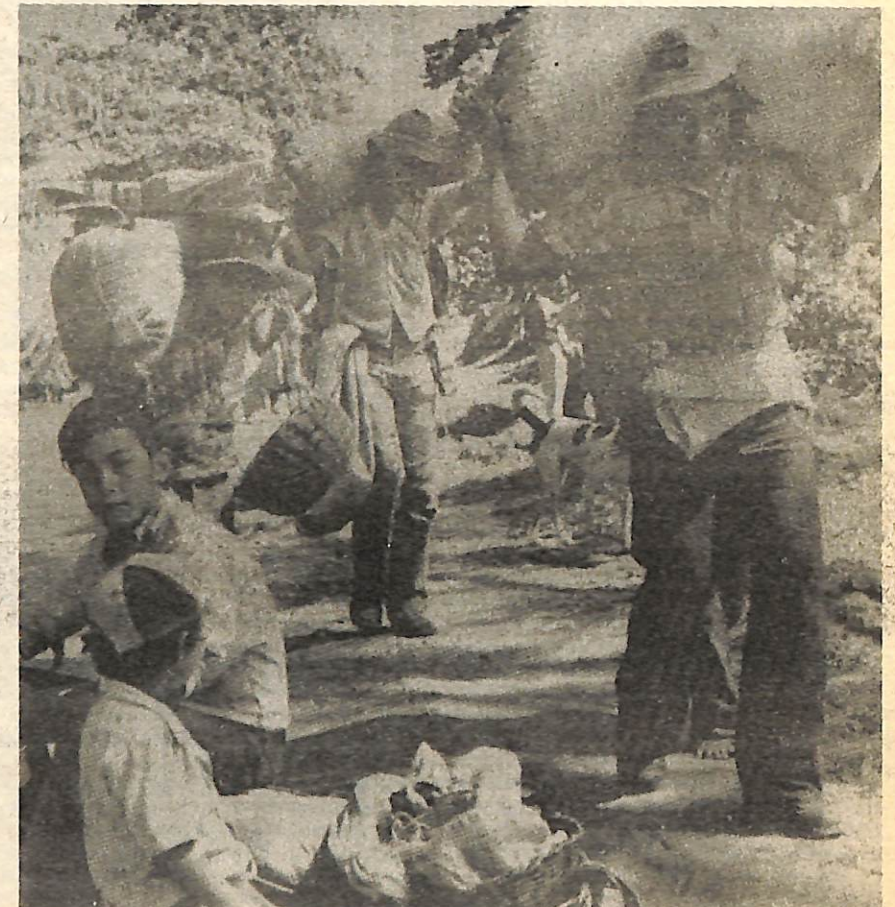
— l'Etat assume la dette de 100 millions de cordobas qu'avaient les 17 bananeros avec la Standard.

Il est donc évident que la Standard comme les bananeros nicaraguayens ont de bonnes raisons pour être contents de l'accord. Arturo Guardia, président de l'Association des producteurs de bananes, a déclaré que « le gouvernement a fait un bon travail, excellent même. La Standard a manifesté à plusieurs occasions son intention de ne pas revenir au Nicaragua, et le fait que la mission de négociations du gouvernement ait réussi à la maintenir dans le pays nous rend très heureux. » (Barricada déjà cité).

De son côté, Jaime Wheelock a déclaré à Barricada que « les fonctionnaires de la maison-mère de la Standard considèrent qu'au Nicaragua règne un climat de sécurité et ont reconnu qu'ils n'avaient pas été bien informés de la situation ».

On voit donc que la direction de la Standard ne pensait pas que les négociations lui seraient si bénéfiques. Elle a réussi à obtenir le paiement des dettes privées des bananeros par le gouvernement, et, encore mieux, tout en lui vendant ses installations, elle garde pendant cinq ans l'exclusivité de la commercialisation du produit sur le marché international. Finalement, l'Etat se trouve endetté, les travailleurs devront redoubler d'efforts pour payer cette dette, et la Standard, elle, bénéficie de la commercialisation du produit et de l'assistance technique.

Ce n'est pas un mauvais accord pour une entreprise qui allait se retirer du pays !

G. D.  
V. R.



Henry Ruiz, ministre de la Planification, a fait un rapide bilan du plan de relance économique de 1980. Il a admis que le déficit de la balance commerciale dépassait ce qui était prévu et approchait les 200 millions de dollars.

Bien qu'il ait dit que les objectifs avaient été remplis à 99 %, il a reconnu qu'il y avait eu des problèmes dans le secteur industriel et le secteur d'exportation où les objectifs n'ont pas été atteints, et il a déploré la rareté des devises acquises pendant l'année.

Entre le nouveau plan présenté par Ruiz et le plan économique de 1980, il n'y a pas de grandes différences. Les sandinistes n'ont fait qu'ajuster les axes du plan de relance économique de 1980 aux exigences et aux revendications de la bourgeoisie. Il existe une réponse à chaque point des critiques du COSEP, ainsi qu'une confirmation des erreurs et de la mauvaise administration.

Pour la classe ouvrière, la réponse c'est : serrez-vous la ceinture, ne faites pas grève, travaillez et produisez mieux pour consommer moins.

Pour la bourgeoisie et l'impérialisme se poursuit l'« économie mixte », ainsi que les garanties pour les investissements. Pas un mot sur de nouvelles nationalisations imposées aux riches, sur le contrôle ouvrier ou la non-reconnaissance de la dette extérieure.

Luis Carrion, dans son discours du 10 janvier, déclare : « Les travailleurs doivent se sacrifier, nous avons besoin de leur discipline, de leur travail, de leur effort et de leur conscience que les grands problèmes du pays ne peuvent être résolus d'un jour à l'autre... Il n'y a qu'une voie : produire plus et dépenser moins pour pouvoir payer avec ces économies les dettes énormes que nous avons. » Puis il ajoute : « Pour produire plus, il faut une meilleure discipline du travail... Arriver à l'heure, diminuer l'absentéisme, augmenter les cadences, ne pas faire de réunions syndicales pendant les heures de travail, ne pas arrêter la production pour n'importe quel petit problème. » (4)

Henry Ruiz a choisi le siège de la CST pour présenter le plan et expliquer que ce sera la classe ouvrière « la principale protagoniste dans l'accomplissement des objectifs posés ». Pour leur dire que c'est à la sueur de leur front que se paieront « les énormes dettes », le ministre a profité de l'occasion d'être en contact direct avec les ouvriers pour leur demander de réfléchir sur leurs revendications et « d'éviter les erreurs de l'an dernier. Souvent pour protester, pour attaquer l'ennemi, on part en grève, on sabote et ce sont des délits économiques... »

**La dette extérieure**

De la dette extérieure laissée par Somoza, 1 600 millions de dollars, les sandinistes n'ont refusé de reconnaître que 10 millions. La dette du somozisme a donc été reconnue dans sa presque totalité, et c'est pour cela que la direction du FSLN est préoccupée par « la brèche externe » et que Ruiz dit : « Cette dette pèse sur le développement de l'économie nationale. »

Ruiz, dans une de ses gaffes populistes, a fait un appel aux travailleurs : « Permettez-moi de vous dire, frères travailleurs, que s'il y a quelqu'un qui possède une formule magique pour résoudre ces problèmes, qu'il nous la donne ! »

Ce que Ruiz ne paraît pas comprendre, c'est qu'il ne s'agit pas de trouver des formules magiques. Il existe une seule et unique solution réelle, celle que lui donnerait n'importe quel travailleur nicaraguayen, si les consulter était une habitude de cet « Etat révolutionnaire » : « Nous n'avons pas à payer les dettes de Somoza ! »

Et si Ruiz ne donne pas non plus de « formule magique », c'est parce que sa formule est celle qui est employée dans tous les pays capitalistes dépendants, soit faire payer aux travailleurs les dettes de la bourgeoisie, hypothéquer le pays au bénéfice de l'impérialisme qui utilise de plus en plus le mécanisme des prêts de capital pour exploiter ses semicolonies (selon *El Excelsior* du 2 janvier, la dette a augmenté de 668 millions de dollars en 1980).

**Sacrifice et austérité au profit de qui ?**

Austérité, efficacité, augmentation de la production sur la base du sacrifice et de l'abnégation des masses travailleuses, reconstruire l'économie, la sortir de la crise dans laquelle elle s'est enfoncée après la révolution. Tout cela aurait un sens si c'était au profit de ces mêmes travailleurs. Mais ce n'est pas le cas au Nicaragua : les usines et les plantations qui s'y reconstruisent sont, dans leur presque totalité, propriété de la bourgeoisie ; les ouvriers n'ont aucun contrôle sur la production, non plus que sur



« Il n'y a qu'une voie : produire plus et dépenser moins (...), être plus efficace dans notre production et consommer moins afin d'économiser, et, avec ces économies, payer les dettes immenses que nous avons. » (Discours du commandant Carrion, Barricada du 11 janvier 1981)

les profits et ce n'est pas non plus dans les plans du GRN d'imposer les capitalistes sur leurs revenus, afin qu'à travers ce mécanisme indirect les travailleurs puissent obtenir un peu de ce qu'ils ont gagné par leurs sacrifices.

Trotsky disait dans le *Programme de transition* : « L'élaboration d'un plan économique, même le plus élémentaire, du point de vue des travailleurs et non des exploités, est inconcevable sans le contrôle ouvrier, c'est-à-dire sans que le

regard des ouvriers ne pénètre les ressorts apparents et cachés de l'économie capitaliste. »

Ce que personne ne peut nier, c'est que le plan 1981 répond aux intérêts des exploités, qu'il a été élaboré en réponse aux exigences de la bourgeoisie, et non pas en cherchant à remplir les espérances des travailleurs nicaraguayens, qui n'ont même pas été consultés pour cela.

**Un Etat pachydermique**

Les critiques de la bourgeoisie à l'administration sandiniste ont été publiées en novembre 1980 dans un document du COSEP où les patrons se sont montrés préoccupés par l'accroissement du déficit fiscal dont ils considèrent qu'une des causes principales est l'augmentation indiscriminée de la bureaucratie sandiniste. Ruiz répond ainsi à cette critique : « Vous avez dit que nous avions un Etat bureaucratique, je voudrais vous dire que vous avez raison... Que cet Etat est plus important

que celui de Somoza, 40 % plus important ou peut-être plus. » (6)

Et pour l'année 1981, Ruiz propose la réduction du « surnombre de l'administration » et un objectif de création de 61 400 nouveaux emplois, dont 70 % pour le secteur productif. Là aussi, les sandinistes ont accepté les critiques et font des propositions de modification, bien qu'il s'agisse dans ce cas d'aller contre un élément important de sa base sociale : la bureaucratie sandiniste.

Un autre point important est abordé par le plan 1981 : la relation de l'économie nicaraguayenne avec la « communauté internationale », c'est-à-dire le capital financier mondial : « L'autre sujet de ce plan est la communauté internationale... Nous devons reconnaître son rôle, elle nous a tendu la main, elle a été très fraternelle avec nous en nous aidant dans les moments difficiles... Si aujourd'hui nous sommes endettés, c'est parce que demain, ou peut-être après-demain, ou dans un mois, nous paierons, mais nous devons payer. » (7) Voilà ce qu'a déclaré Ruiz. C'est pour cela que la « communauté internationale » prend un ton si optimiste.

Le journal *New York Times* du 27 décembre explique : « Le régime révolutionnaire (?) du Nicaragua a si bien rétabli sa position de crédit international depuis la chute de Somoza que même la Suisse lui prête de l'argent. »

Une organisation (le FSLN) qui se dit anti-impérialiste a mort est applaudie aujourd'hui, des deux mains, par les journaux bourgeois des Etats-Unis. Ce qui ne manque pas d'intérêt. Et si cela ne suffisait pas, la revue américaine

*Newsweek* publie, dans son numéro de décembre, que le GRN étudie une législation spéciale pour attirer des investissements étrangers. « Les sandinistes sont disposés à exposer clairement et en détail les règles du jeu et les conditions dans lesquelles les investisseurs étrangers peuvent opérer. Le capital étranger sera très bien reçu. » — et encore plus important : « A ce sujet, des avocats de New York conseillent le gouvernement révolutionnaire (?) afin que la législation à rédiger ne décourage pas les investisseurs par des garanties inadaptes. » Et cela a été publié le 13 janvier 1981 dans *Barricada*. Sans commentaires !

**L'« unité nationale »**

Si l'assemblée annuelle du COSEP a réaffirmé sa disposition au dialogue et à l'« unité nationale », Ruiz, de son côté, a appelé le patronat « patriotique » à collaborer avec la révolution : « Il y a des patrons qui ont semé, qui ont rempli les objectifs et ont relancé l'économie, ce sont des patrons "patriotiques" qui n'ont pas de méfiance sur la révolution, qui ne se demandent pas si elle va les léser ou non car cela se serait déjà passé après tout ce qui est arrivé dans ce pays. Nous aurions profité de la conjoncture de la victoire, mais nous voulons l'harmonie nationale. » (8) Bref, Ruiz dit que cette révolution ne les a pas touchés, qu'elle ne va pas les toucher, confirmant ainsi que l'occasion unique qu'avaient les travailleurs, dans la conjoncture de la victoire, a été trahie.

Le FSLN cède et la bourgeoisie est et sera de plus en plus à l'offensive, et même si les sandinistes ont accepté les critiques du patronat, les critiques continueront car celui-ci veut gouverner directement, sans l'intermédiaire de la petite bourgeoisie « de gauche », sans le FSLN.

Vadinho Remis y Gloria Durán

**GUATEMALA**

**Un syndicat international gagne contre Coca-Cola**

Coca-Cola, vous connaissez ? « Soif d'aujourd'hui ! » Un trust multinational qui exploite les travailleurs dans le monde entier.

Au Guatemala, en 1968, les travailleurs d'une des usines d'embouteillage de Coca-Cola sont entrés en lutte. Le directeur local a riposté en torturant et massacrant une douzaine de syndicalistes. Pendant plus de dix ans, les travailleurs de l'entreprise guatémaltèque se sont heurtés à la puissance internationale de Coca-Cola, la direction locale faisant régner la terreur avec l'aide de la police et de l'armée nationale et imposant un syndicat-maison.

Mais en février 1979, les travailleurs ont cherché à opposer une force à la hauteur de celle de Coca-Cola : l'UITA (Union des travailleurs de l'alimentation et des branches connexes), dont le siège est à Genève, a organisé une campagne de solidarité internationale. Les syndicats de trente pays ont réalisé des grèves de soutien et le boycottage de la consommation et de la publicité de Coca-Cola.

Et les travailleurs ont gagné ! Pour la première fois dans l'histoire de la lutte de classes, un accord a été

passé entre une multinationale et une organisation syndicale internationale ! Et cet accord est une victoire : le directeur local et ses adjoints ont été destitués, le syndicat-maison est dissous et remplacé par un syndicat véritable dont les délégués sont protégés juridiquement. Les licenciés sont réembauchés, les familles des syndicalistes assassinés sont indemnisées. Les salaires sont augmentés jusqu'à 56 % pour les plus bas.

Cette victoire est une victoire pour tous les travailleurs du monde. Elle montre la « soif d'aujourd'hui » des travailleurs pour arracher leurs revendications, elle montre leur force internationale pour s'affronter à une multinationale. Le prolétariat guatémaltèque est à l'avant-garde ; non seulement il construit une centrale syndicale indépendante regroupant la majorité des syndicats ouvriers et paysans du Guatemala (la CNU) (voir *Correspondance internationale* de janvier 1981), mais les travailleurs de Coca-Cola ont montré la voie de l'unité mondiale des travailleurs contre l'impérialisme.

J. E.

- (1) Déclarations du commandant Hugo Torres, parues dans *Barricada* du 12 juin 1980.
- (2) *Inprecor*, mai 1980.
- (3) *El Nuevo Diario* du 19 décembre 1980.
- (4) *Barricada* du 11 janvier 1981.
- (5) *Barricada* du 15 janvier 1981.
- (6) *Barricada* du 14 janvier 1981.
- (7) *Barricada* du 15 janvier 1981.
- (8) *Barricada* du 15 janvier 1981.



## ARGENTINE

## L'orage se prépare

L'offensive contre le niveau de vie et contre les organisations du mouvement ouvrier, signe « particulier » de la dictature militaire argentine, s'est poursuivie clairement tout au long de 1980. On peut citer comme exemple la dérogation à la loi qui obligeait le patronat à faire des versements au fond de retraite et de logement, dérogation qui leur a permis d'extorquer 7 milliards de dollars de plus-value supplémentaire aux travailleurs. La vague de destruction dans l'industrie, dans l'agriculture, dans les productions régionales, dans le réseau ferré, et toute l'infrastructure productive, s'est poursuivie aussi, au profit d'une plus grande pénétration impérialiste. Sur le plan de la politique extérieure, l'offensive s'est maintenue, et le soutien de Videla au coup d'Etat de Garcia Meza en Bolivie le démontre clairement.

Tous ces éléments convergent vers un but précis qui n'est autre que de créer les conditions pour installer le général Roberto Viola sur le fauteuil présidentiel, avec l'accord des secteurs fondamentaux de la bourgeoisie, de la bureaucratie péroniste et du stalinisme.

Certes, il serait tentant d'en tirer comme conclusion que le régime argentin est resplendissant de santé, mais, sur tous les fronts, des signes montrent que l'offensive a tendance à s'affaiblir et que la dictature militaire argentine s'engage dans un processus lent, mais irréversible, de décadence.

## La crise du plan économique

L'économie argentine a joué pendant de nombreuses décennies d'une certaine autarcie par rapport au marché mondial. Ce fut une des nations les plus riches du monde pendant les années trente — plus même que l'Italie, le Canada et l'Australie — et cette puissance lui a permis, malgré sa décadence postérieure, de développer une industrie importante tournée principalement vers le marché interne, industrie qui faisait bon ménage avec une oligarchie terrienne maintenant la campagne à un niveau de technicité et de rendement très bas.

Les plans mondiaux formulés par l'impérialisme pendant les années soixante-dix, plans de surexploitation des masses, sont entrés en contradiction directe avec le niveau de vie des ouvriers et des secteurs populaires argentins, base du marché interne de l'industrie. Et cette industrie locale elle-même est un obstacle à la pénétration dans le pays des excédents de production que les nations métropolitaines ont impérieusement besoin de déverser sur le monde colonial.

Le plan appliqué par la dictature pro-impérialiste est basé sur la baisse draconienne du niveau de vie des masses au moyen de l'inflation, du blocage des salaires et de la destruction de l'appareil productif, avec une réduction importante des tarifs douaniers et une surévaluation du peso par rapport au dollar, afin de permettre l'entrée de produits d'importation à des prix de *dumping* et d'augmenter les prix de la production locale jusqu'à lui ôter toute compétitivité, sur le marché tant intérieur qu'international.

Pendant les premières années de la dictature, alors que le plan n'avait pas encore été appliqué avec rigueur, les surprofits dus à la surexploitation comme aux revenus des ventes de céréales à l'URSS (l'Argentine n'a pas suivi le boycott orchestré par les Etats-Unis) ont produit une prospérité temporaire pour l'ensemble de la bourgeoisie, voire même des secteurs de la petite bourgeoisie. Mais cette prospérité, pour la majorité de ces secteurs, tend à appartenir au domaine du passé.

La crise du plan de Martinez de Hoz s'exprime en toute clarté par la stagnation absolue du Produit national brut et par le retour de la production industrielle à son niveau de 1974. Les faillites dans le secteur financier ont fini par couler la Banque d'Intercambio Regional et la Banque Oddone — qui occupaient respectivement la première et la troisième place du marché local — et, vers la fin de l'année, la Banque centrale liquidait les sociétés financières en crise à raison d'une toutes les quarante-huit

heures. Selon un ex-ministre péroniste, Alfredo Gomez Morales, la crise financière « coûte déjà plus de 5 milliards de dollars à la Banque centrale » (*Clarín internacional*, numéro 318).

L'inflation, malgré les caractéristiques récessives très marquées du plan, se maintient à 87 % par an. Et si l'on y ajoute l'extension à tous les produits d'une taxe sur la valeur ajoutée que paye le consommateur ainsi que le problème croissant du chômage et du blocage des salaires, nous pouvons dresser le tableau de la misère ouvrière et populaire.

La dette extérieure atteint 22 milliards de dollars, sans compter les intérêts, tandis que les réserves, d'un niveau actuel d'un peu plus de 7 milliards, tendent évidemment à la baisse (pendant la première moitié de janvier, elles se sont réduites de plus de 600 millions).

Toute la situation peut se résumer par un exemple : la faillite de Sasetru, principal holding patronal, qui a entraîné la chute de cinquante entreprises de première ligne, dont une dizaine d'institutions financières. Sasetru a été ruiné avec un passif d'un milliard de dollars.

## La crise sociale

Les arboriculteurs de diverses zones de la Cordillère du Sud et de centre du pays ont réalisé d'importantes grèves en janvier contre la politique officielle. Le 7, organisation d'une « journée de tristesse » dans la zone viticole de Mendoza et le mardi 13 manifestation des paysans avec leurs tracteurs sur les principales routes des provinces de Rio Negro et de Neuquen. Dans ces zones, en général, l'industrie et le commerce ont rejoint le mouvement.

Les propriétaires de taxis en sont déjà à deux grèves générales contre le maire de Buenos-Aires, le brigadier Cacciatore, qui les a pris comme cibles privilégiées de ses affaires scandaleuses, tandis que les intellectuels et les artistes ont mené tout au long de 1980 une activité continue de protestation contre la censure et le démantèlement de l'éducation.

Le mouvement étudiant — qui a subi une profonde défaite en 1975 sous le gouvernement péroniste — commence à se réanimer, empruntant la voie de la réappropriation de certains organismes comme celle des manifestations contre la destruction de l'Université nationale. Dès le début de 1980, la grande mobilisation populaire de défense de l'université régionale de Lujan, si elle n'a pas réussi à empêcher la dissolution de la faculté, a représenté une date pour la renaissance du mouvement. Aujourd'hui, l'extension au niveau national se réalise par la lutte contre les frais d'études, études qui étaient traditionnellement gratuites en Argentine.

Certes, le nombre de grèves ouvrières en 1980 a baissé par rapport à l'année précédente, mais, indéniablement, la résistance s'est faite plus dure. Dans plusieurs cas, comme celui de Deutz (industrie automobile), la lutte contre les fermetures d'entreprises a pris la forme de l'occupation. Les ouvriers de Deutz, ainsi que ceux de plusieurs autres secteurs, comme celui des journalistes, ont utilisé aussi les manifestations de rue.

La sensibilité croissante de l'ensemble des secteurs populaires au problème des prisonniers et des disparus s'est exprimée avec le plus de force dans la manifestation du 10 décembre dernier, face à l'Hôtel du gouvernement. Là, malgré le boycott voilé du stalinisme, qui dirige les principales organisations de défense des libertés démocratiques, plus de 700 camarades ont participé à cette marche qui s'est terminée, pour la première fois depuis le *golpe* de 1976, par un affrontement direct entre les manifestants et les forces de répression.

Mais il est une autre caractéristique importante de la résistance : l'apparition de dizaines et de centaines de milliers de militants, indépendants dans leur majorité des appareils bureaucratiques. Et si, à l'heure actuelle, ces militants n'en sont pas encore à s'organiser dans des courants ou des organisations qui remplissent le vide de direction, sur ce terrain aussi l'extension et l'approfondissement de la résistance nous donnent le caractère de l'année 1980.

## La crise au plan international

A la crise économique et à l'élargissement du front d'opposition, viennent s'ajouter quelques difficultés considérables pour la dictature sur le plan international.

Il est certain que le *golpe* de Garcia Meza en Bolivie et l'appui décidé du régime argentin a freiné le processus révolutionnaire dans l'Altiplano et empêché que, de là, les luttes ouvrières et populaires irradiant vers le cône sud. Dans le même sens, se porte l'ascension de Reagan à la présidence des Etats-Unis, augurant de meilleures relations entre la junte argentine et l'impérialisme américain, et permettant de surmonter les quelques problèmes qui avaient surgi du temps de Carter. La politique dure de Reagan vis-à-vis de l'URSS peut, néanmoins, représenter un obstacle, l'Argentine étant devenue un grand partenaire économique de la bureaucratie soviétique. En ce sens, il pourrait être difficile pour la dictature de s'aligner vraiment sur une politique ouverte de guerre froide contre l'URSS. Cette situation contradictoire devra nécessairement se clarifier dans les mois à venir.

Parallèlement, le gouvernement militaire doit continuer à s'affronter, avec de plus en plus d'attention, à une difficulté présente depuis 1976 : l'image de dictature sanguinaire et ultra-répressive qu'il donne à l'extérieur. En 1980, la campagne internationale de défense des droits de l'homme en Argentine culminait par l'octroi du prix Nobel de la paix à Adolfo Perez Esquivel, homme de l'Eglise et des mouvements démocratiques, prisonnier de la dictature durant un an et demi sous l'accusation de protection et de défense d'éléments subversifs...

Mais la question qui ouvre une véritable crise de la politique extérieure argentine touche au différend limitrophe avec le Chili pour le canal de Beagle. Après que le gouvernement argentin eut repoussé les décisions de la Couronne britannique et de la Cour internationale de La Haye, qui favorisaient totalement le Chili, les deux dictatures se sont mises

d'accord pour se soumettre à la décision du pape. Las, la résolution du pape bénéficie de nouveau au Chili. Toutes les solutions possibles de cette question entraînent un affaiblissement du régime argentin.

Les heurts et affrontements importants créés par cette situation sont le thème d'une infinité d'analyses développées par les mass média de la bourgeoisie préoccupée. C'est le cas du quotidien *Clarín*, un des porte-voix les plus lucides du patronat, dont nous transcrivons ci-contre, page 21, la vision du problème.

Mais en définitive, la question du Beagle ouvre une période peu prometteuse pour la dictature sur le plan extérieur.

## Problèmes au sein des forces armées

Tous ces éléments de crise et de difficultés se reflètent d'une manière embryonnaire dans le pilier du régime, les forces armées. L'épisode le plus révélateur des mésententes entre les militaires s'est produit autour de l'élection du général Viola comme successeur de Videla. L'armée de terre soutient Viola comme candidat au maintien sans modifications essentielles quant au plan de soumission à l'impérialisme et quant au refus de toute concession au mouvement de masse. La marine a finalement accepté le candidat mais en exigeant quelques concessions populistes et un meilleur partage du pouvoir. Ce désaccord a entraîné un retard dans la proclamation du nouveau président, qui n'entrera en fonction qu'en mars.

Pour renforcer le front interne, l'aile Videla-Viola, représentant le centre dans l'éventail politique de l'armée, a été obligée de promouvoir le général Bussi, d'extrême-droite, au commandement d'une des principales forces de combat, le 1<sup>er</sup> corps de Buenos-Aires. Par la même opération, trente officiers du grade de major à celui de colonel ont dû prendre leur retraite obligatoire sous l'accusation de populisme.

Mais les militaires ont des attitudes différentes, y compris par rapport à la résistance. Le dirigeant de la grève des arboriculteurs du mardi 13, Carlos Julio

Ilu, a rencontré, quelques heures avant ce coup de force, le commandant de la sixième brigade d'infanterie de montagne, le général Fernando Exequiel Vertlaetsen. Il a déclaré ensuite aux journaux que l'officier « s'était penché sur le problème auquel s'affronte le secteur, en promettant son aide pour obtenir une rencontre au plus haut niveau. » (*Clarín internacional*, édition déjà citée). Le même jour, d'autres forces de l'armée arrêtaient, à Mendoza, quatre dirigeants patronaux (dont le président de la société rurale locale) accusés d'avoir soutenu publiquement la grève de Rio Negro et de Neuquen. Dans le même temps, c'est l'amiral Grafigna lui-même, commandant en chef de la marine et membre de la junte militaire, l'organisme supérieur de l'Etat, qui n'hésite pas à engager un dialogue avec des dirigeants d'entreprises que les ministères de l'Economie et de l'Intérieur ont qualifié de subversifs...

## L'attitude des partis

Les partis politiques de la bourgeoisie et le stalinisme soutiennent la junte et le nouveau président Viola. Ce qui unifie leur soutien, c'est avant tout que les forces armées sont le garant de la surexploitation, bien qu'ils aient des divergences sur l'application du plan économique et le partage du gâteau réalisé par Martinez de Hoz.

L'ex-ministre péroniste Gomez Morales disait dans l'article de *Clarín* : « Le plan adopté initialement pour remonter la situation répondait aux stratégies classiques dans ces cas-là et fut, en général, bien reçu. Les mesures d'ajustement et d'assainissement étaient jugées nécessaires et, la discipline et l'ordre social une fois rétablis, on ne devrait pas tarder à en voir les effets positifs. »

Ce qui préoccupe aujourd'hui les partis bourgeois et le stalinisme, c'est la lenteur de la dictature à mettre en place une solution politique qui les prenne en compte et qui répartisse les profits, afin de ne pas favoriser seulement les secteurs que représente Martinez de Hoz.

Deolindo Bittel, principal dirigeant péroniste, a déclaré : « J'ai grand peur que ce resserrement des libertés puisse nous conduire à une solution hâtive qui nous entraîne à nouveau vers l'échec » (*Diario de Cuyo* du 17 novembre 1980), pour ajouter quelques jours plus tard : « Nous mettons nos espoirs dans le fait que le nouveau président devra chercher la forme et le moyen de gouverner pour le peuple. » Ricardo Balbin, chef du parti radical, opine : « La gestion de Viola doit suivre le chemin de la solution politique. »

Fernando Nadra, un des grands dirigeants stalinistes, déclare quant à lui : « Videla est le général de la démocratie... » et « l'aspect le plus positif de sa gestion est sa politique extérieure » (deux mois avant le *golpe* de Bolivie !). Le gouvernement doit concrétiser « le dialogue entre les organisations civiles et les forces armées, qui doit nécessairement conduire à une solution de démocratie nouvelle. »

## Des « dessous de table »

Tout les problèmes superstructurels se sont embrouillés avec la découverte d'affaires véreuses. La direction de l'entreprise d'Etat des chemins de fer a dû démissionner tout entière face à la dénonciation d'une vente illégale de ferry-boats. Le gouverneur de la province la plus importante, Buenos-Aires,

## PAEZ

## Prisonnier depuis cinq ans



En janvier dernier, cela a fait cinq ans que Jose Francisco Paez est en prison. Paez, ex-candidat à la vice-présidence pour le Parti socialiste des travailleurs d'Argentine, un des dirigeants des « *cordobazos* » et des courants de classe du mouvement ouvrier de son pays. La dictature militaire s'apprete à libérer l'ex-présidente Isabel Peron. Tout en considérant ce fait comme une avancée de la lutte pour les libertés démocratiques en Argentine, nous continuons à dénoncer l'emprisonnement prolongé de notre camarade Paez, alors que la justice a reconnu n'avoir aucune charge contre lui. Exiger la liberté de Jose Francisco Paez, c'est lever le drapeau de tous les combattants ouvriers, populaires et démocratiques poursuivis par la dictature militaire argentine.



## Militaires argentins Dans l'impasse du Beagle

La crise du Beagle concentre pratiquement tous les problèmes de la situation argentine, à partir du moment où le pape a élaboré une résolution clairement favorable au Chili, contre la junte de Buenos Aires. Dans son édition internationale n° 318, le quotidien *Clarín*, porte-parole d'un des secteurs les plus lucides de la bourgeoisie argentine, montre très clairement quelles sont les préoccupations des militaires et de toute la bourgeoisie :

« Dans les milieux militaires, on continue à analyser la façon dont la société argentine peut participer à la résolution définitive de la question du canal de Beagle. Bien que l'on n'ait pas non plus écarté la possibilité de garder le silence pour toujours. Cependant, les têtes les plus lucides des forces militaires soutiennent que cette possibilité est impraticable, du simple fait que, pour un problème comme celui du Beagle, il ne s'agit pas d'approuver ou de désapprouver à l'aveuglette, mais bien plutôt, quelle que soit la décision prise — au moyen de négociations adaptées —, de chercher un appui historique pour le gouvernement.

On pense, par exemple, comme nous l'avions déjà prévu dans ces colonnes, à consulter les dirigeants représentatifs de la société (politiques, patronaux, syndicaux, personnalités de la culture, etc.).

Il y en a qui repoussent cette alternative car ils pensent qu'il se formerait là un large éventail d'opposition au travers du système de consultation, et que cette affaire serait utilisée pour faire échec au gouvernement de Viola.

Ils signalent aussi que cela peut provoquer un choc sérieux parmi les partis politiques au détriment des directions, avec l'argument, par exemple, selon lequel seul le Congrès peut décider sur des traités internationaux qui compromettent la souveraineté, comme l'a déjà dit le dirigeant radical Luis Leon.

Par ailleurs, on objecte fondamentalement contre le référendum qu'il peut être utilisé en faisant du vote pour le « non » un « non » à d'autres motifs (la marche politique du processus et la situation économique, par exemple).

Ceux qui le soutiennent signalent qu'ils doivent obtenir un accord de base préalable avec la plus grande quantité de secteurs représentatifs du pays.

L'accord doit consister, surtout, en ce que le débat préalable au référendum ne sorte pas du cadre spécifique de la question du Beagle.

Mais les chefs militaires craignent le « non » et en particulier pour ces raisons :

— la prolongation et l'indéfinition du problème, comme hypothèse minimum, ou le risque de lancer le pays dans une guerre comme hypothèse maximum.

— un isolement international très marqué du pays, car les soutiens seraient rares dans la communauté internationale après que le régime eut repoussé l'arbitrage de la reine d'Angleterre, celui du Tribunal de la Haye et en dernière instance celui du pape.

— une sérieuse détérioration interne du processus dans un moment-clé, quand commence une autre étape de l'expérience militaire.

Il est difficile d'ajouter quelque chose à l'analyse. Mais nous ajouterions cependant que la IV<sup>e</sup> Internationale (CI) appelle le mouvement ouvrier et populaire et toutes les forces politiques, l'Eglise, les dirigeants syndicaux, à se mobiliser, unis, dans l'action, contre toute possibilité de guerre. Il n'y aura aucune solution définitive et juste du problème du Beagle tant que subsistera le capitalisme en Argentine et au Chili, mais, dans l'immédiat, il faut empêcher que les dictatures du cône sud et l'impérialisme entraînent les peuples dans un affrontement sanglant.

A.M.

Le général Iberico Saint-Jean, a perdu le peu de possibilités qu'il avait de succéder à Videla, à la place de Viola, quand on a découvert que dans la capitale une entreprise avait été chargée illégalement d'une œuvre énorme d'installation élec-

trique. Le général Diaz Bessone, ex-ministre du plan, a été accusé du fait que pendant sa gestion on a payé certaines fournitures 700 % plus cher que le cours du marché. Et la liste est interminable...

### Les alternatives pour pallier au vide de direction

Avec tous ces éléments de crise sur tous les fronts, on peut se demander pourquoi la dictature n'est pas encore tombée. La raison fondamentale, c'est que la résistance n'a pas encore réussi à unifier tous les secteurs dans une grande explosion. Il n'y a personne pour faire cette unification. La direction syndicale péroniste a accepté sans lutter la destruction de la CGT et de tout l'appareil syndical, par la division interminable en sigles sans signification comme CGT auto-proclamée, Commission des 20, Centrale unique des travailleurs argentins (CUTA), chaque organisation étant plus disposée que l'autre à se vendre pour gagner les faveurs des généraux. Le gouvernement retarde la réorganisation dont il a tant parlé, afin de chercher à affaiblir le plus possible la bureaucratie, pour qu'elle soit le plus docile possible au moment où il voudra l'utiliser. Mais la manœuvre est dangereuse, car une frange significative de ce vide de direction peut être remplie par le parti révolutionnaire trotskyste d'Argentine, le PST, une organisation implantée dans plusieurs secteurs du mouvement ouvrier et des couches moyennes.

Face à cette éventualité, se dresse le stalinisme. Rejetés depuis déjà des dizaines d'années par le mouvement ouvrier, à cause de leur rôle ouvertement pro-impérialiste, aggravé par l'obligation qu'ils ont de soutenir ouvertement la dictature car elle fait de bonnes affaires avec l'URSS, les agents de Moscou continuent cependant à avoir un poids important dans la classe moyenne. Le PC ne perd évidemment aucune occasion de pousser de hauts

cris sur la politique économique et éducative afin de cacher son jeu, mais son refus d'impulser toute action contre la dictature l'affaiblit constamment au sein des masses.

L'Eglise, de son côté, est en train de capitaliser ses déclarations contre l'éventualité de la guerre contre le Chili sur la question du Beagle. La marche traditionnelle au sanctuaire de la Vierge de Lujan, le congrès Mariano qui a eu lieu dans la province de Mendoza et la messe pour la paix avec le Chili sur une des grandes places de Buenos-Aires lui ont permis de regrouper des centaines de milliers de jeunes et de travailleurs. Pour l'instant, ce mouvement est quelque peu flou et inorganisé, mais l'Eglise est sans aucun doute une force de première grandeur dans l'éventail politique. Une force qui, sauf pour ce qui est du Beagle, appuie sans réserves la dictature.

Et, tandis que la résistance accumule ses forces, la dictature cherche une issue politique alors que les partis patronaux, le stalinisme et la bureaucratie syndicale cherchent à occuper une place dans ce projet.

En prenant la direction du gouvernement, le général Viola incarne toutes les espérances et les attentes de la bourgeoisie et de ses alliés. Le mouvement des masses aussi en attend quelque chose, mais dans un sens radicalement différent : « Viola est un démocrate, il va donc être plus facile de se battre. » C'est la réflexion commune chez nombre de militants...

Alberto Massa

## SALVADOR

# Pourquoi l'échec de l'« offensive finale » ?

Par Vadinho Remis et Andrés Castillo



La Pologne et le Salvador ont marqué fortement la lutte de classe au cours de l'année 1980, attirant l'attention mondiale sur les événements qui se déroulaient dans ces pays.

Pour ce qui est du Salvador, autour de la lutte des masses salvadoriennes, plusieurs pronostics ont été énoncés. Les prévisions d'une grande partie de la gauche coïncidaient. La déroute de la junte militaire qui gouverne le pays était attendue. On espérait assister au même processus que celui qui avait balayé Somoza, au Nicaragua, en 1979. Tout le monde s'est trompé. Y compris notre équipe de journalistes.

### Ils n'ont pas vaincu

Sur l'offensive générale lancée par le Front Farabundo Martí de libération nationale (FFMLN) et le Front démocratique révolutionnaire (FDR), organisations dirigeantes du mouvement des masses salvadoriennes, l'analyse était optimiste. La position qui s'est généralisée était que la junte ne supporterait pas cette offensive — que le FFMLN appela au début « offensive finale » pour démentir par la suite cette affirmation — mais les choses ne se sont pas déroulées ainsi. La junte a vaincu, l'offensive a été défaite.

Et, en effet, ce fut une défaite, bien que non décisive. La crise révolutionnaire, ouverte avec la chute du dictateur Romero en octobre 1979, continue à rester sans solution historique. Que cette solution soit révolutionnaire ou contre-révolutionnaire. A l'opposé des déclarations faites par les directions du FFMLN et du FDR selon lesquelles l'offensive a été un succès, et qui minimisaient de manière irresponsable le fait que l'insurrection n'avait pas atteint ses objectifs, nous devons analyser quelles ont été les raisons qui amenèrent à la défaite de ladite offensive générale ou « finale », commencée le 10 janvier dernier.

Jusqu'à maintenant, ni le FFMLN ni le FDR ne se sont prononcés officiellement sur les résultats de cette offensive, et les analyses qu'ils avancent sont données par le biais de déclarations individuelles de quelques-uns de leurs principaux dirigeants.

Cependant, il est déjà possible de formuler quelques conclusions. Une d'entre elles est que le bilan est négatif pour le FFMLN et le FDR, dans la mesure où l'offensive n'a atteint réellement aucun des objectifs auxquels elle prétendait. Bien que le FFMLN et le

FDR n'ont jamais affirmé clairement quelles étaient leurs véritables intentions en lançant cette action politique et militaire, il n'est pas difficile de retracer le cadre qui nous permet de discerner tant les couleurs les plus vives que les moins perceptibles de ce plan de guerre mis en marche.

Tels que nous les comprenons, les objectifs publics du FFMLN et du FDR en déclenchant l'offensive généralisée de janvier étaient :

— lancer les forces de la guérilla et les milices dans de fortes attaques de harcèlement contre les garnisons ennemies, les casernes des principales villes de l'intérieur comme des localités d'importance secondaire. Ces coups et ces occupations devaient servir à démoraliser l'armée ennemie et à créer dans la population urbaine l'idée d'une victoire populaire imminente.

Cette orientation s'appuyait également sur le schéma du colonel Adolfo Majano, ex-membre de la junte de gouvernement, et selon lequel le secteur qui appuyait Majano au sein de l'armée participerait à l'insurrection. Cette prévision, à l'exception de ce qui s'est passé dans la caserne de Santa Ana, ne s'est pas réalisée.

Comme conséquence de ses illusions sur ce secteur, le FFMLN a surestimé la force de Majano au sein de l'institution militaire salvadorienne.

— combiner l'avance de la guérilla et de la milice avec la grève générale à la ville et à la campagne, de durée illimitée, mobilisant les masses ouvrières et les travailleurs des classes moyennes, paralysant la production et les services. L'objectif recherché ainsi était le soulèvement des travailleurs de la capitale en mouvement insurrectionnel à partir des lieux de travail et des quartiers.

— garantir de l'intérieur du Salvador, basée sur les zones où la guérilla possède la meilleure consolidation, la libération totale d'au moins un territoire. Cette région qui serait sous contrôle militaire total du FFMLN permettrait l'installation d'un gouvernement provisoire, composé des organisations les plus importantes du FFMLN et du FDR. Le nouveau gouvernement d'unité nationale, composé de secteurs ouvriers, petits-bourgeois, militaires et patronaux, chercherait à obtenir immédiatement la reconnaissance nationale et internationale.

Ainsi, la guérilla aurait obtenu une position plus favorable pour négocier avec l'impérialisme, qui, selon elle, changerait radicalement de politique

face à l'Amérique centrale, changement dû à la victoire de Reagan aux Etats-Unis.

Pronostic partagé par Cuba, qui considère que la politique de Carter était différente de celle que Reagan promet d'appliquer. Ce que le stalinisme version Cuba veut faire croire, c'est que Carter était plus « progressiste » que l'actuel président des Etats-Unis ; et cela est grave de faire l'apologie de l'ex-chef mondial de l'impérialisme, de sa politique qui était et qui est égale à celle de l'équipe Reagan.

Si Carter, qui a été le promoteur et l'exécuteur de l'augmentation de l'aide militaire massive que la junte recevait quotidiennement au moyen d'un pont aérien entre les USA et le Salvador, était un « progressiste », Reagan lui, devrait être canonisé, vu que jusqu'à maintenant il n'a pas fait autre chose que d'appliquer la politique de Carter.

C'est aussi durant le mandat de Carter que différents plans d'intervention directe des Etats-Unis au Salvador ont été étudiés. Derrière les « droits de l'homme » de l'ancienne administration s'est toujours caché le bâton. Aujourd'hui, derrière le bâton de Reagan et de son secrétaire d'Etat Haig, se cache la même politique que celle de Carter.

La guérilla influencée par le castrisme s'est résolue à lancer son offensive, hier dénommée finale, pour profiter de la fin de mandat du « progressiste » Carter.

Mais ce n'est pas tout. Il est assez clairement évident que les véritables intentions du FFMLN et du FDR étaient d'utiliser une situation politique et militaire plus favorable afin que, d'une position de force, soit négociée avec l'impérialisme une sortie pour le conflit au Salvador, au moyen d'un gouvernement d'« unité nationale », avec des représentants de tous les secteurs sociaux, et le maintien de l'actuel armée salvadorienne.

### La principale cause de la défaite

C'est là une des clés pour comprendre la situation au Salvador, et les raisons qui ont amené les directions du mouvement des masses à se lancer dans cette série d'actions. Ce n'est pas par hasard que le commandant Hernan Cienfuegos, un des cinq membres de la direction du FFMLN, en annonçant pour le 10 janvier le début de l'offensive générale

(Suite page 22)



## SALVADOR

## Pourquoi l'échec de l'« offensive finale » ?

(Suite de la page 21)

dans une interview au journal mexicain *Unomasino*, ajoutait aussi que « nous sommes encore ouverts au dialogue avec les Etats-Unis, nous pouvons engager les négociations mais à une condition essentielle : que Washington retire son aide économique, politique et militaire à la junte génocidaire ». Pourquoi un des commandants les plus importants de la guérilla fait-il ce type de déclarations ? La réponse est venue quelques jours plus tard ; le journal *Le Monde* du 27 janvier a publié les déclarations d'un dirigeant du FFMLN recueillies par son envoyé spécial au Salvador qui démontrent que les guérilleros avaient eu des contacts avec des émissaires du gouvernement nord-américain, avant le début de l'offensive.

Un rapport de la publication anglaise *Amérique latine, Informations hebdomadaires* a confirmé ces contacts, donnant plus d'indications sur ce qui s'est passé. Ce journal affirme que le 12 janvier, deux jours après le début de l'offensive au Salvador, se sont réunis au Honduras, dans la ville de Tegucigalpa, des fonctionnaires nord-américains et des membres du FDR, afin d'étudier un plan en quatre points, proposé par le secrétaire aux Affaires latino-américaines d'alors, William Bowder. Ce plan de « pacification » avait évidemment l'approbation de l'équipe de transition de l'actuel président Reagan. Les propositions étaient les suivantes :

- cessez-le-feu immédiat ;
- réorganisation du gouvernement avec incorporation de membres du FDR ;
- convocation ultérieure d'élections ;
- réformes économiques avec l'appui des Etats-Unis.

Selon la revue londonienne, les Etats-Unis cherchaient ainsi à gagner à une solution pacifique les secteurs « modérés » comme celui de Guillermo Ungo et, en même temps, à affaiblir les « durs » (lire ceux de la guérilla) en cas d'une possible victoire du mouvement des masses.

### Un piège pour la petite bourgeoisie

Par les déclarations postérieures des dirigeants du FFMLN, nous pouvons conclure que les Etats-Unis ont jeté par-dessus bord les négociations avec la guérilla au vu de l'échec de l'insurrection.

En dépit des « bonnes intentions » de la guérilla, Washington, au lieu de retirer son aide militaire à la junte, en réponse aux clamours de cette direction petite-bourgeoise, a préféré l'augmenter, choisissant de profiter de la défaite de l'offensive pour tenter d'en finir de manière radicale avec l'insurrection des masses salvadoriennes, armant plus et mieux la junte militaire qui gouverne le pays, sans oublier d'envoyer des techniciens militaires pour la conseiller.

Lorsqu'il était déjà clair que le soulèvement n'avait pas atteint ses objectifs, le président du FDR, membre possible du gouvernement provisoire, dirigeant important de la social-démocratie latino-américaine, Guillermo Ungo, déclarait le 20 janvier au journal *Excelsior* ce qu'il répétera quelques jours plus tard à notre revue au cours d'une interview : « L'objectif du FDR est de faire comprendre aux Etats-Unis qu'en réalité nous sommes une alternative démocratique qui peut coexister avec les intérêts des gouvernements des Etats-Unis et du monde. »

Non contents d'être manœuvrés par les Etats-Unis, lançant une offensive sans prendre en compte tous les facteurs de la réalité objective au Salvador, plus préoccupés de faire de l'insurrection un facteur de pression pour ses négociations diplomatiques avec l'impérialisme, cette direction réaffirme que son objec-

tif n'a pas changé. Ils continueront à faire des appels pathétiques, cherchant ainsi de prétendues « relations constructives » avec les Etats-Unis.

Mario Aguinada, un autre dirigeant du FDR, sera encore plus clair quant à la disposition de son organisation à dialoguer avec le gouvernement américain, expliquant au journal *Excelsior* du 30 janvier que, en décembre dernier, il avait essayé de dialoguer avec le président des Etats-Unis, mais qu'il y avait « une attitude fourbe de ce pays, vu que les négociations n'avaient pas été entamées et que s'était renforcée l'aide militaire à la junte ».

En cela nous sommes entièrement d'accord. Il y avait un piège. Ou, plus exactement, cette direction est tombée dans un piège du département d'Etat. Cela est une certitude. Mais comment peut-on l'expliquer ?

### L'offensive finale comme forme de pression

Le FFMLN comptait plus sur la négociation et l'offensive comme forme de pression sur les Etats-Unis que sur la lutte de classe des masses salvadoriennes. Il espérait s'asseoir à la table de négociations et montrer sa carte de l'insurrection, sans avoir analysé si réellement il existait toutes les conditions pour commencer l'offensive générale.

Disons-le clairement : l'insurrection a été prématurée. La forme de lutte utilisée jusqu'alors, c'est-à-dire la guerre de harcèlement, les attaques par surprise, etc., était efficace car elle épuisait l'armée de la junte. Le début de la guerre de positions s'est révélé un échec, bien que non définitif.

L'échec n'a pas été définitif car les masses salvadoriennes continuent de lutter héroïquement contre la dictature malgré leurs directions petites-bourgeoises conciliatrices.

### Derrière la pression, le stalinisme

La position de la direction du mouvement des masses salvadoriennes est une politique de conciliation de classes et cela pour deux raisons principales : le caractère de classe — petit-bourgeois — de cette direction et le poids du stalinisme, incarné par le Parti communiste pro-Moscou, qui participe à la direction du Front Farabundo Martí. Si, d'un côté, l'intégration du PC à la lutte armée a unifié le mouvement ouvrier dans la lutte contre la dictature, de l'autre sa politique traître pèse plus que jamais dans les actions du FFMLN. La direction petite-bourgeoise de la guérilla cède l'hégémonie au PC et, ainsi, la trahison stalinienne pénètre dans la lutte armée. La lutte des classes devient un élément de second ordre, une sorte de pression.

Derrière le PC salvadorien se trouvent Castro et l'URSS. Le PC se limite à imposer à la guérilla la politique de conciliation de classes que lui dictent les bureaucraties de ces Etats ouverts. La social-démocratie et le gouvernement de Torrijos contribuent à cette politique.

Il faut rappeler que le PC salvadorien et Guillermo Ungo, l'actuel président du FDR, ont participé à la première junte de gouvernement après la chute de Romero. La participation de ces deux courants à ce gouvernement a été décisive pour l'application du plan contre-révolutionnaire.

Grâce à l'accord de ces secteurs avec la bourgeoisie, l'impérialisme et les militaires, la première junte a pu mettre en pratique ses plans contre-révolutionnaires et freiner la montée révolutionnaire des travailleurs. Sans l'appui du PC et de la social-démocratie, ces plans n'auraient pas pu être appliqués.

### Le parachute de la contre-révolution

Pour avoir une idée des pressions qu'exercent les « amis de la révolution salvadorienne » sur le FFMLN et le FDR, il suffit de rappeler les déclarations faites par Torrijos à la télévision colombienne le 13 décembre dernier, quelques semaines avant l'offensive. Sur la lutte des classes au Salvador, l'homme fort du Panama avait dit : « C'est comme une tempête dans sa plus grande fureur, nous verrons ensuite ce qu'elle a laissé sur les plages de l'Amérique centrale. Cependant nous ne pouvons pas être pessimistes, il existe encore des pays comme le Panama, le Mexique et d'autres, qui essaient de freiner cette chute bruyante et nous sommes déjà près d'un programme acceptable pour les deux parties. » (guérilla et gouvernement).

Le parachute auquel se réfère si « poétiquement » Torrijos est déjà ouvert, et ses effets se perçoivent clairement dans la politique impulsée par le FFMLN. Seize jours après le début de

l'insurrection a eu lieu une réunion à Panama, où les dirigeants des masses salvadoriennes ont rencontré les dirigeants des partis politiques qui « sympathisent » avec la cause du FFMLN.

Etaient présents Carlos Andres Perez, ex-président du Venezuela, Daniel Oduber, ex-président du Costa-Rica, le Dominicain Francisco Pena Gomez, de l'Internationale socialiste, ainsi que des représentants du Mexique et du Nicaragua. Panama était représenté par Torrijos en personne.

Sur la proposition d'un des participants, la réunion a considéré que le soulèvement n'avait pas obtenu les résultats espérés et qu'il était nécessaire d'arriver à un accord politique entre le FDR et la junte civilo-militaire. Les assisants ont sollicité de Torrijos qu'il parle de la crise salvadorienne avec le dirigeant cubain Fidel Castro, mais le contenu de la discussion n'a pas été divulgué. Cette information a été publiée dans le quotidien *New-York Times* du 25 janvier.

Les mêmes courants politiques qui ont soutenu l'offensive précipitée et fait

pression sur le FFMLN et le FDR pour qu'ils se lancent dans une lutte pour laquelle les masses n'étaient pas préparées — et donc condamnée à l'échec — arrivent maintenant à la brillante conclusion que « le soulèvement n'a pas eu les résultats espérés » et « décident » que le FDR doit parvenir à un accord politique avec la junte. Ils proposent que le FDR et le FFMLN transforment l'échec de cette offensive — qui, grâce aux masses salvadoriennes, n'a pas été un échec total — en un échec historique. En termes clairs, cela s'appelle la conciliation totale.

Le commandant Medrano, dirigeant de l'ERP et de la DRU, déclare :

## « Le FFMLN recherche une solution politique »

« Nous pensons que, au Salvador, il peut y avoir une solution politique rapide (...). Nous voulons une solution populaire (...) (à laquelle) participent tant les ouvriers que les étudiants et les couches moyennes, tout comme les couches capitalistes qui sont favorables à une solution nationale contre l'intervention. »

Ces paroles du commandant Juan Ramon Medrano, second responsable politique et militaire du PRS-ERP et un des quinze membres actuels de la Direction révolutionnaire unifiée (DRU) du Front Farabundo Martí de libération nationale (FFMLN), sont extraites d'un long reportage réalisé par le quotidien mexicain *El Dia* du 16 février dernier. Nous publions ici les déclarations du commandant Medrano qui se rapportent à une question-clé : ce qu'on appelle la « solution politique » à la crise révolutionnaire du Salvador. Selon ses propres paroles, c'est « une solution à laquelle participent les forces révolutionnaires, le peuple et les forces d'intervention, comme c'est le cas actuellement où existe une intervention considérable des Etats-Unis ».

Cette « solution politique », selon lui, est l'alternative à choisir plutôt qu'une autre qu'il voudrait éviter d'une manière évidente : l'explosion insurrectionnelle finale qui amènerait « les masses à s'incorporer à l'assaut contre le pouvoir bourgeois ». Autrement dit, il préfère les négociations et un accord avec les Etats-Unis à une insurrection.

Quelles sont les conditions que le FFMLN considère comme nécessaires aujourd'hui pour que, dans cette situation révolutionnaire, surgisse une situation insurrectionnelle ?

L'esprit de combat, d'insurrection, du peuple se maintient. Il est indubitable que, pour que cet esprit prenne un caractère national, nous avons besoin de frapper militairement l'ennemi au niveau national aussi (...).

Mais nous voulons ajouter un élément, celui de la situation économique, qui entraîne une situation politique de mécontentement populaire permanent (...).

Nous pensons que non seulement l'effort militaire mais aussi la situation économique même vont amener les masses à s'incorporer à l'assaut contre le pouvoir bourgeois.

Ou bien, pourquoi ne pas le dire, face à l'intervention de forces extérieures, à une solution politique. C'est-à-dire une solution à laquelle participent les forces révolutionnaires, le peuple et les forces d'intervention, puisque c'est le cas actuellement avec l'intervention considérable des Etats-Unis (...).

Jusqu'où croyez-vous que puisse aller cette intervention ?

Cela dépend du soutien et de la solidarité des peuples du monde. S'il n'y a pas de riposte des gouvernements démocratiques et plus particulièrement des gouvernements mexicain et panaméen, des gouvernements démocratiques d'Europe et du monde, l'intervention peut devenir plus facile et massive. Les Etats-Unis croient qu'ils peuvent nous défaire militairement et ne veulent pas d'une solution politique (...).

Nous pensons que, au Salvador, il peut y avoir une solution politique rapide (...). Nous ne voulons pas instaurer une dictature prolétarienne, nous voulons éviter au pays de couler (...). Nous voulons une solution populaire (...) à laquelle participent tant les ouvriers que les étudiants et les couches moyennes, tout comme les couches capitalistes qui sont favorables à une solution nationale contre l'intervention (...).

Nous pensons que nous pouvons instaurer un véritable gouvernement démocratique, avec lequel nous sachions que l'avenir est à nous, au

peuple tout entier, aux ouvriers, aux capitalistes et aux propriétaires terriens (...).

La question est la suivante : face à l'amplitude de la crise que vous avez décrite, quelle viabilité peut avoir, à partir de demain, la recomposition d'un nouvel Etat qui représente les intérêts opposés qui ont entraîné cette crise ? C'est-à-dire où participent à un programme national les mêmes secteurs qui ont été d'un côté les coupables et de l'autre les victimes. Soit encore les capitalistes et les propriétaires terriens d'un côté et les ouvriers et paysans, qui forment la majorité du peuple, de l'autre ?

Je pense que, justement, l'histoire même et la réalité nous montrent qu'à raison et qui a tort. Cependant, nous cherchons tous une solution (...).

Nous pensons que, s'il y a une solution viable, c'est d'abord une solution politique. Nous sommes ouverts. Aujourd'hui plus que jamais, face à la destruction du pays et à l'énorme quantité de morts, nous sommes pour une solution politique (...). Les plus récalcitrants aux Etats-Unis, comme c'est le cas de Reagan, seraient pour une solution militaire, et c'est là qu'est le danger d'intervention et de régionalisation de la lutte (...).

Cependant, nous, nous croyons à une possibilité de reconstruire le pays, mais avec une solution politique raisonnable, avec la participation du patronat qui ne veut pas de la solution de la paix des cimetières, avec les secteurs de l'armée actuelle qui ne veulent pas exterminer le peuple, et avec la majorité du peuple qui est d'accord avec le FDR et le FFMLN (...). Si l'attitude belliqueuse de Reagan et des fascistes continue, le pays va être détruit et il n'y aura plus à gouverner...

Dans le cas où il y aurait une solution de ce type, on éviterait une explosion insurrectionnelle ?

Le FFMLN comme nous, et je crois que le FDR aussi, ne cherchons pas la guerre en elle-même, mais parce que nous n'avons aucun autre moyen de résoudre le problème politique et économique. Historiquement, depuis 1932, et même avant, l'oligarchie et l'armée ont cherché une solution totalitaire, la répression



généralisée. Nous ne cherchons pas la guerre parce que ça nous plaît (...). Nous faisons la guerre car nous voulons la paix, la participation de tous les secteurs. C'est cela, s'il y avait vraiment une solution juste qui garantisse la possibilité d'une voie démocratique, il n'y aurait pas de guerre, je ne vois pas pourquoi il y aurait nécessairement une insurrection (...). Qu'il y ait une solution politique, que cesse la guerre, cela dépend exclusivement de Reagan et des secteurs les plus réactionnaires du pays (...).

Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin de la participation la plus large des secteurs productifs, non seulement de l'apport des classes les plus pauvres et nécessiteuses, mais aussi des secteurs capitalistes eux-mêmes, de ceux qui veulent sortir le pays de la misère (...). Je crois qu'il y a une claire compréhension (...) de secteurs importants des propriétaires d'usines et de terres, qui pensent sérieusement à une solution politique (...).

Dans cette perspective, que signifie l'accord entre le FFMLN et la Jeunesse militaire ? (1)

C'est précisément l'esprit de l'accord — avec lequel on en arrive à une convergence de l'Armée populaire et des secteurs démocratiques de l'armée actuelle — de trouver une solution démocratique à la situation. Un élément fondamental de la solution politique est dans cette plateforme commune du FFMLN et de la Jeunesse militaire. Un autre élément fondamental réside dans le secteur de l'entreprise privée qui veut une solution réellement démocratique.

Et, sur le plan extérieur, il y a un élément fondamental, celui qui, en dernière instance, décidera de tout : les Etats-Unis et particulièrement Reagan. C'est pour cela que nous disons qu'il y a une solution politique, même immédiate (...). Une médiation claire des gouvernements démocratiques du monde, et particulièrement du Mexique, est fondamentale, et le Mexique a démontré ouvertement qu'il était pour une solution démocratique propre au Salvador (...).

1. Jeunesse militaire : courant parmi les officiers de l'armée salvadorienne qui est dirigé par le colonel Majano, ex-membre de la junte.



La proposition du Panama « coïncide » avec l'actuelle politique de l'impérialisme pour le Salvador. Les Etats-Unis remplissent les classes de la junte avec des armes et de l'argent, tout en proposant que celle-ci entame des négociations avec le FFMLN et le FDR. Une dépêche d'UPI, datée du 12 février, informe que les militaires de la junte sont disposés à « négocier avec l'opposition de gauche le développement futur du processus commencé en octobre 1979, mais pas le pouvoir ».

En dernière instance, c'est la même tactique que celle que tenteront d'utiliser les guérilleros : négocier directement avec les Etats-Unis pendant que se déroule l'offensive. La dictature militaire est disposée à s'asseoir à la table des négociations avec la direction du mouvement des masses, mais maintenant c'est elle qui a l'atout entre ses mains : la défaite de l'offensive et l'aide militaire yankee.

### Face à une alternative.

La direction petite-bourgeoise est face à une alternative : céder soit aux pressions réelles de l'impérialisme et de la bourgeoisie, soit au mouvement des masses qu'elle dirige, dans le sens d'un approfondissement de la mobilisation révolutionnaire, et dans le cadre des luttes en cours au Guatemala et au Honduras, avec le souvenir encore frais de la chute de Somoza.

Quelles sont les réponses du FFMLN et du FDR ? En essayant de concilier ces facteurs dans un gouvernement où participent toutes les classes du pays. C'est pour cela qu'ils ne rompent pas avec la bourgeoisie et tentent de contrôler bureaucratiquement la mobilisation des masses, ou ne préparent pas les masses à la mobilisation. Cela s'est vu clairement dans l'échec de la grève générale. Ils ne veulent pas que les masses débordent des limites établies dans leurs accords avec la bourgeoisie et l'impérialisme.

Cela est clair dans les faits et les déclarations constantes de cette direction, comme par exemple dans l'interview du commandant Juan Ramon Medrano, un des quinze membres de la direction révolutionnaire unifiée (DRU) du FFMLN, publiée le 16 janvier dans le quotidien *Dia internacional* du Mexique.

Dans un bilan de l'offensive de janvier, dont nous publions quelques extraits par ailleurs, Medrano déclare : « Nous pensons que, au Salvador, il peut y avoir une solution politique rapide. Nous ne voulons pas instaurer une dictature prolétarienne, nous voulons éviter au pays de continuer de couler, nous voulons une solution populaire (à laquelle) participent tant les ouvriers que les étudiants et les couches moyennes, tout comme comme les couches capitalistes qui sont favorables à une solution nationale contre l'intervention. »

Cette direction réagit aux pressions auxquelles elle est soumise, à l'inverse de ce que ferait un parti révolutionnaire, c'est-à-dire une direction prolétarienne. S'il y avait un tel parti à la tête de la révolution, il ne ferait pas appel à toutes les classes sociales, il ne parlerait pas d'une solution politique pour le pays sans lien avec la lutte armée, il ne tenterait pas de freiner les mobilisations des masses, ni n'appellerait à une grève générale sans organiser les masses à cette fin.

Un tel parti utiliserait tous les moyens pour garantir si possible la victoire de la grève, combinée avec l'insurrection. La direction actuelle, au contraire, exprime dans ses déclarations le désir de respecter la bourgeoisie, avec laquelle elle garde des liens. Elle met les intérêts de classe des ouvriers et des paysans au second plan. Ils lui servent seulement comme moyen de pression sur la bourgeoisie et l'impérialisme. Mais, contradictoirement, en s'affrontant à l'armée au cours de la lutte, bien que son objectif ne soit pas de la détruire, elle finit par se lancer contre ce pilier fondamental de l'Etat capitaliste.

Quoi qu'il en soit, cette direction n'apprécie pas les conséquences des mesures contre-révolutionnaires orchestrées par l'impérialisme et le gouvernement, ni non plus la portée de celles de ses « amis et alliés », comme le stalinisme, la social-démocratie et les gouvernements bourgeois de l'isthme.

### Une bataille a été perdue mais pas la guerre

Le fait que seulement de rares secteurs de la classe ouvrière et des fonctionnaires de San Salvador aient répondu à l'appel du FFMLN et du FDR à la grève générale obéit à des raisons plus politiques que militaires. Cela démontre que la direction de la guérilla ne s'est pas préoccupée d'organiser les

masses urbaines pour qu'elles répondent à son appel.

La vérité c'est que le FFMLN et le FDR ont attaché peu d'importance à la grève. Ils ont diffusé des communiqués par Radio-Libération, mais n'ont pas organisé les masses. Ils espéraient que la grève se ferait spontanément ou non, et elle ne s'est pas faite. Par ailleurs, les masses urbaines paraissent fatiguées de la politique conciliatrice et négociatrice de leur direction. C'est le fruit de la recherche constante d'un compromis politique avec l'impérialisme.

Mais, si on a pu enregistrer un échec dans les villes, la situation n'est pas perdue totalement dans les campagnes. La guérilla a continué à donner de rudes coups au gouvernement, par des actions de harcèlement, après avoir essayé inutilement de conquérir des territoires pendant l'offensive.

Mais, là aussi, des facteurs ont surgi qui menacent la révolution. L'organisation d'extrême-droite ORDEN a beaucoup progressé dernièrement, ce qui veut dire que le gouvernement gagnerait un secteur du mouvement paysan, peut-être à travers la pseudo-réforme agraire qu'il essaie d'appliquer. De toute

manière le gouvernement n'a pas obtenu une victoire écrasante, c'est évident. La révolution salvadorienne n'a pas perdu la guerre. Elle a subi sans aucun doute une défaite grave, mais le résultat de la guerre n'est pas encore décidé. Bien que nous ne fassions aucune confiance à la direction du mouvement des masses, influencée par le stalinisme, nous savons que la montée révolutionnaire ne s'est pas arrêtée.

La victoire momentanée du gouvernement salvadorien, qui est encouragée par chaque déclaration conciliatrice des directions du FFMLN et du FDR, n'est en aucune façon une planche de salut pour sortir de la crise, celle-ci étant le fruit de la décomposition de l'Etat bourgeois salvadorien.

Aucune institution n'est à l'abri de l'impact de la lutte des classes qui monte. Celle-ci subit des hauts et des bas, mais elle se maintient malgré les erreurs de sa direction.

La seule solution possible est donc : le bilan de l'offensive générale est un échec mais le gouvernement n'est pas en condition de le mettre à profit pour écraser définitivement les organisations militaires, de guérilleros, de miliciens et

de travailleurs. La bourgeoisie ne détient pas le monopole du pouvoir et des armes et à court terme elle ne pourra pas modifier substantiellement la situation en sa faveur, en ne comptant que sur ses forces. La guérilla salvadorienne n'est pas un feu de broussaille : elle compte avec la sympathie des masses, bien que ce ne soit pas toujours de façon organisée.

Nous pensons que les forces révolutionnaires salvadoriennes doivent se mettre sous le commandement militaire du FFMLN, sans accepter pour autant un seul instant sa politique de collaboration de classes, responsable de défaites comme la dernière.

Le FFMLN doit poursuivre ses actions de harcèlement, d'usure du gouvernement et de son armée, accumuler des forces pour une véritable offensive finale. Les conditions de celle-ci existent encore.

Les masses salvadoriennes luttent pour une offensive finale qui renverse définitivement la dictature sans chercher des solutions de compromis avec l'impérialisme. Le peuple salvadorien compte pour cela avec la solidarité de tous les peuples et surtout de ceux de

l'Amérique centrale. Le FFMLN ne doit pas négocier avec l'impérialisme pour instaurer un gouvernement d'unité nationale. Il doit négocier avec ses véritables alliés, les travailleurs centro-américains et les mouvements insurrectionnels du continent. Toutes les conditions existent pour l'unité des travailleurs d'Amérique centrale. Les masses de tous les pays de la région soutiennent la lutte salvadorienne. La lutte des peuples du Guatemala et du Honduras est la même que celle du peuple du Salvador. De même pour les peuples du Panama, du Costa-Rica et du Nicaragua. Les travailleurs de ces pays ont déjà démontré leur solidarité, car ils savent qu'ils s'affrontent au même ennemi.

La lutte est difficile, souvent prolongée, mais c'est la seule manière de défaire la contre-révolution, contre-révolution menée tant par l'impérialisme yankee que par des « amis » comme Omar Torrijos, Fidel Castro et la social-démocratie.

Andrés Castilho  
Vadinho Remis

## Guillermo Ungo, président du FDR, déclare :

*« Nous ne parlons pas de négociations, nous parlons de dialogue. Nous pensons que les Etats-Unis peuvent, à travers le dialogue, réévaluer leur politique et considérer que l'on peut coexister. »*

Pendant la dernière semaine de janvier, Guillermo Ungo, président du comité exécutif national du Front démocratique révolutionnaire du Salvador (FDR), était à Bogota. *Correspondance internationale* l'a donc interviewé dans la capitale colombienne. Ungo est aussi secrétaire général du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) de son pays et secrétaire de la Conférence permanente des partis politiques d'Amérique du Sud,

*Pour commencer, nous voudrions savoir comment, aujourd'hui, concrètement, vous voyez la question de la solidarité internationale avec la lutte au Salvador.*

« Si nous observons la politique agressive du gouvernement américain, si nous comparons sa position vis-à-vis du Salvador avec celle qu'il maintient par rapport à la Bolivie, au Chili et même au triomphe de la révolution nicaraguayenne, nous pouvons comprendre les énormes difficultés que représente un certain type de solidarité, pour un certain type de gouvernement, pour un certain type de forces politiques. »

Le plus important concerne les différents gouvernements du monde capitaliste. Des gouvernements qui, d'une façon ou d'une autre, sont en train de se différencier, de se distinguer et de s'éloigner de la politique américaine. Mais, pour des raisons différentes, non seulement politiques et idéologiques mais aussi concrètes, pratiques et même militaires, ils ne peuvent pas s'affronter ouvertement, directement et d'une façon permanente à l'empire américain. Ainsi, si nous prenons en compte ces facteurs et ces éléments, nous pouvons dire que la solidarité avec le peuple salvadorien est impressionnante. Solidarité avec la lutte d'un peuple martyr, d'un peuple sacrifié et réprimé massivement, à tous les niveaux et couches de la vie sociale et politique. Et cette solidarité s'exprime aussi dans le fait que l'on commence à comprendre que l'existence de l'actuelle junte militaire démocrate-chrétienne est impossible, non seulement d'un point de vue moral mais aussi politique, que la seule alternative possible est un gouvernement démocratique, pluraliste, construit autour du Front démocratique révolutionnaire et des alliances qu'il peut obtenir par cette alternative populaire.

*En ce moment, quelles sont les perspectives de la campagne de solidarité ?*

« Je crois qu'elle se fait à plusieurs niveaux, ceux-ci étant articulés entre eux : des peuples, des organisations populaires, la solidarité de la base, celle qui permet une meilleure solidarité au niveau des gouvernements, des directions, des forces politiques, syndicales, etc. Et je crois que cela est sensible au sein des Etats-Unis mêmes, où la solidarité s'élargit d'une manière importante dans l'opinion publique. Notre demande auprès des Etats-Unis, c'est la non-intervention. C'est-à-dire que le gouvernement américain cesse l'escalade interventionniste qui pourrait aboutir à une intervention massive, directe, ouverte ou par l'intermédiaire d'autres pays. Ils sont en train d'utiliser les armées latino-américaines. Ils con-

duisent les gouvernements latino-américains à un processus de droitisation. Par ailleurs, l'alternative d'un gouvernement démocratique révolutionnaire peut gagner sa légitimité. Nous considérons comme un fait important la résolution des Nations unies sur les droits de l'homme, où un paragraphe est consacré d'une manière spécifique à l'arrêt de l'aide militaire aux parties engagées au Salvador, et adressé plus particulièrement au gouvernement américain. »

Nous sommes face à un géant qui agit avec maladresse. Nous pensons qu'il est regrettable, alors que le mouvement démocratique révolutionnaire réitère ses propositions de dialogue et cherche un accord, une solution à nous et non des Etats-Unis, que le gouvernement américain réponde totalement à l'inverse en accentuant son aide militaire, jusqu'à « dénationaliser » notre propre armée. En ce moment, nous connaissons l'existence de plusieurs dizaines de conseillers américains, plus de 58 sont officiellement reconnus. Ces conseillers américains représentent quantitativement la prise en main américaine de 10 % de la direction militaire, mais, qualitativement, cela représente beaucoup plus, de par le caractère stratégique de cet engagement.

*De fait, vous reconnaissez qu'il y a déjà intervention.*

« Une intervention qui veut se couvrir et se justifier par une campagne de déstabilisation, par des accusations sans fondement contre le gouvernement du Nicaragua. Ils n'ont pas pu démontrer qu'il y avait intervention nicaraguayenne. Par contre, l'autre intervention est totalement à découvert. »

*Nous aimerions savoir maintenant votre opinion et votre analyse de l'offensive qui a eu lieu récemment.*

« Nous n'avons jamais parlé d'une offensive finale, c'est une manipulation faite par les mass médias. Nous n'avons jamais parlé des forces de gauche, alors que la presse a insisté là-dessus. Nous, nous parlons de forces nationales, car parmi elles se trouvent tous les secteurs progressistes, démocratiques et révolutionnaires regroupés dans cette lutte nationale. Dans ce sens, si on veut encore parler de la gauche, qu'on considère alors le pays entier comme gauche, en commençant par Monseigneur Romero et même les journalistes étrangers qui ont été poursuivis, menacés, capturés, séquestrés. Tout le monde est donc de gauche. »

« Nous, nous parlons d'une phase initiale de l'offensive générale pour

regroupement de la social-démocratie internationale au niveau du continent. Guillermo Ungo faisait partie de la junte de gouvernement du Salvador d'octobre à décembre 1979. »

Ce dirigeant salvadorien précise sa vision de la lutte contre la junte militaire dans la longue interview dont nous donnons ici les extraits essentiels.

démontrer qu'elle existe dans tout le pays. Que la junte ne gouverne pas, dans le sens technique du terme. La junte est une armée d'occupation qui perd de plus en plus le contrôle, même militaire, de la situation. Ce processus est un processus d'offensive, ce n'est pas un meeting ou un film qui dure deux ou trois heures ou même cinq jours. Nous ne le voyons pas d'une manière linéaire. Il y a des moments d'attente, des rythmes d'attente, d'accumulation des forces pour y revenir encore pour accumuler encore et encore des forces, augmenter le niveau d'engagement des gens, du peuple. Non seulement du point de vue militaire de l'offensive, mais aussi de celui des insurrections locales, des insurrections généralisées dans tout le pays, de la grève politique et de l'offensive diplomatique.

*Dans ce cadre, que pensez-vous de l'échec de la grève générale ?*

« La grève générale n'est pas terminée, tout comme l'offensive générale n'est pas terminée. C'est une grève qui non seulement a une signification politique, mais qui veut dire que la politique a de plus en plus une signification militaire. La grève est combattue militairement. Ce n'est pas seulement le droit de travailler ou de ne pas travailler, elle est réprimée militairement. L'ouvrier risque sa vie, l'employé risque sa vie. »

« En Pologne, récemment, peut-être la moitié du pays s'est paralysée pendant quatre heures. Alors, on appelle cela un échec de la grève polonaise parce qu'elle n'a pas duré quatre mois ? »

*Oui, mais elle a été planifiée pour quatre heures !*

« La nôtre a été planifiée pour tout un processus. Ce n'est pas la fin de la grève politique. Ce fut une étape de la grève politique, et pendant un moment elle a paralysé 50 % de la production du pays, et militairement. En Pologne, on a laissé les ouvriers partir en grève, on ne les a pas réprimés. Au Salvador, on les a réprimés légalement, politiquement et physiquement, de telle façon que la grève politique n'est pas terminée. »

« La grève politique est un maillon d'une chaîne d'instruments, car ne n'est pas une guerre militaire conventionnelle, c'est une insurrection politique qui emploie tous les instruments politiques, militaires et para-militaires. »

Dans ce sens, il faut attendre, car plus le temps passe, plus deviennent évidents les mensonges et les échecs de la junte, qui veut les déguiser en victoires. La junte a annoncé notre défaite il y a déjà un an. Ils ont d'abord dit que pendant le premier semestre de 1980 ils allaient pacifier le pays. Ils allaient le pacifier en exterminant la population. Le semestre

est passé et ils n'ont rien pacifié. La force populaire a répondu avec de plus en plus de force. Ensuite, ils ont dit que ce serait au second semestre... et ils n'ont pas pacifié le pays pendant ce second semestre. Puis, ils ont dit que cela durerait deux mois et ont lancé des opérations de terre brûlée. En utilisant toute leur puissance militaire. Ils ont dit qu'ils avaient liquidé le mouvement de guérilla et la réponse est l'offensive générale dans tout le pays et dans une multitude d'agglomérations.

*Mais, quand j'étais là-bas, les mobilisations de rue étaient beaucoup plus grandes, la lutte s'est transférée à la campagne, et même pour des questions de survie.*

« Que signifie l'existence de 200 000 réfugiés et fugitifs ? Cela veut dire qu'il y a 200 000 familles de plus contre le gouvernement. Auparavant, nous mobilisions 250 000 à 300 000 personnes. Que nous ne les mobilisions plus ne veut pas dire qu'elles soient maintenant en faveur du gouvernement. Ces gens se sont tournés vers d'autres types d'activités, militaires et para-militaires. Nous ne pouvons pas entraîner 200 000 personnes dans des mobilisations de rue si c'est pour les faire massacrer. Qu'est-ce qu'ils veulent, eux ? Provoquer un massacre comme celui de 1932 afin de désarticuler le mouvement populaire. C'est pour cela que maintenant la participation et l'action du peuple se produisent sous une autre forme. »

« Qu'est-ce qu'il y a derrière les milliers et milliers de combattants ? Il y a les masses du peuple qui soutiennent, alimentent, surveillent, cachent, protègent et rendent service à ces milliers de combattants. Et tout cela implique une avancée qualitative et quantitative. »

*Maintenant, pour parler un peu du futur, vous faites mention dans vos dernières déclarations de négociations avec les Etats-Unis. De quelles négociations s'agit-il ?*

« Nous ne parlons pas de négociations, nous parlons de dialogue. Nous pensons que les Etats-Unis peuvent, à travers le dialogue, réévaluer leur politique et considérer qu'il est possible de coexister. Nous, nous savons que nous devons coexister avec le gouvernement américain, nous faisons confiance au peuple américain, des secteurs de ce peuple ont été solidaires de notre lutte. Nous pensons donc que le dialogue est aussi un processus afin de trouver un langage de compréhension, un langage de coexistence. »

« Nous pensons que les Etats-Unis ont une position erronée quant à leur intérêt (suite page 24) »



10 FEVRIER

L'interview  
de G. Ungo,  
président  
du FDR

# Yankees hors du Salvador ! A bas la junte assassine !

(Suite de la page 23)

national, leur sécurité nationale et leurs intérêts stratégiques. Nous croyons que le gouvernement américain peut se rendre compte qu'il a plus intérêt à la paix et à la stabilité dans la région, et que, en termes de respect mutuel, il peut voir que cela lui nuira moins que ce qu'il est en train de faire en Amérique latine, où il doit s'allier avec les armées, où il doit s'allier avec les dictatures militaires et où il s'isole de plus en plus.

Nous pouvons tomber d'accord avec Reagan sur un point : que l'équipe de Carter, surtout celle qui s'est occupée de l'Amérique latine et du Salvador, a été inepte.

Mme Kirkpatrick est très capable mais aussi très réactionnaire. Vous pensez convaincre les Etats-Unis de vos « bonnes intentions » avec le dialogue ? C'est pour cela que vous allez dialoguer avec Mme Kirkpatrick ou avec Alexander Haig ?

Nous ne pouvons pas faire de prédictions, nous n'allons pas nous faire d'illusions, mais nous pensons que c'est sur la base des réalités, c'est-à-dire du rapport de forces, que doivent se discuter et se résoudre les problèmes politiques.

Sur la base de tout ce que vous nous avez dit, combien de temps donnez-vous à la junte ?

Je dirais des mois, pardon, des semaines, on peut dire en semaines-mois.

Comment formeriez-vous alors un gouvernement provisoire ?

Je crois que la commission politico-diplomatique préfigure ce gouvernement, de façon à ce qu'il se concrétise, avec en plus une convergence avec le secteur démocratique de l'armée, et cela peut nous donner une composition plus large.

Nous formerions un nouveau type d'armée, construit sur la base de l'apport du secteur démocratique de l'armée et du secteur révolutionnaire de l'armée populaire.

Le secteur démocratique de l'armée auquel vous vous référez serait représenté par Majano et ses proches ?

Cela dépend de Majano. Ce serait des Majano ou un Majano. Personne ne peut rêver que Abdul Gutierrez puisse être le nouveau chef de l'armée.

Vous voulez ajouter quelque chose ?

Je voudrais dénoncer encore une fois la manœuvre que les Etats-Unis sont en train de faire contre le Nicaragua en l'accusant d'intervenir. Les Etats-Unis inventent toujours quelque chose pour justifier leur propre intervention. Pour aider militairement le Honduras et que celui-lui serve de gendarme, le Département d'Etat a déclaré que des hommes et des armes entraient par ce pays. Après, ils n'en ont plus parlé. Maintenant, c'est au tour du Nicaragua, après ce sera Cuba et ainsi de suite, toujours.

Interview réalisée par Vadinho Remis

La junte salvadorienne se livre à un véritable génocide du peuple du Salvador. Il n'est pas de jour sans que l'on apprenne l'assassinat par l'armée ou les forces paramilitaires de militants de gauche, de syndicalistes, d'ouvriers et de paysans. C'est là une politique d'élimination de secteurs entiers de la population qui correspond bien au programme de la junte tel que ses partisans l'ont à maintes reprises exprimé : « En tuer 100 000 pour avoir la paix ». Une méthode de gouvernement qui n'est guère éloignée de la fameuse « solution finale » prônée il y a quarante ans en Allemagne.

Indépendamment du masque humaniste dont il s'affublait alors, sous Carter l'impérialisme américain n'a pas cessé de soutenir la junte assassine. En 1980, 100 millions de dollars parvenaient sous forme d'aide au « développement » à cette dictature, et le Pentagone s'entendait avec les bourgeoisies du Venezuela et du Costa Rica pour qu'elles lui servent de relais dans la zone. Reagan entretient maintenant au Salvador des hélicoptères et des conseillers militaires spécialisés en contre-insurrection. Le canal de Panama sert à acheminer des livraisons d'armes et, par bateaux, arrivent même des blindés. Toutes ces armes sont fournies par l'impérialisme aux bourreaux salvadoriens pour qu'ils continuent à se livrer à leur guerre d'extermination.

Dans de telles conditions, quelles que soient les critiques politiques fondamentales que nous exprimons à la direction du Front Farabundo Martí de libération nationale, nous soutenons inconditionnellement les forces de la guérilla face à la junte, nous sommes solidaires des masses ouvrières et paysannes salvadoriennes face à la répression sauvage dont elles sont victimes.

C'est pour cette raison que le 10 février, la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) » a organisé une campagne internationale de solidarité avec le peuple du Salvador et de dénonciation de l'intervention US.

C'est pour cette raison que la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) » combat sous les mots d'ordre suivants :

- A bas la junte !
- Pour un soutien matériel et combattant du FFMLN !
- Pour la reconnaissance du FFMLN comme force belligérante !
- Pour un gouvernement du FFMLN et des organisations de masses sans représentants de la bourgeoisie, ni militaires !
- Pour la rupture des relations diplomatiques et économiques avec la dictature sanguinaire !

## Ça c'est passé le 10 février

Premiers comptes rendus à nous être parvenus avant le « bouclage » de cette édition :

**France** : 1 200 participants, porteurs de motions et pétitions, au rassemblement de l'OCI unifiée et de l'OJR, place de la Concorde à Paris, le 10 février. Une délégation représentative a demandé à être reçue pour exiger l'arrêt de l'intervention impérialiste au Salvador. L'ambassade a opposé une fin de non-recevoir à cette demande (voir photo ci-dessus).

**Colombie** : meeting-éclair réalisé devant l'ambassade des Etats-Unis à l'appel du PST.

**Canada** : tenue de meetings dans les usines, les universités, formation d'un comité de solidarité.

**Mexique** : meetings le même jour à Mexico et dans d'autres villes. Concentration de 400 personnes face à l'ambassade américaine, à laquelle assistent des délégations syndicales, étudiantes et politiques, dont celle du PRT (section du SU), ainsi que le député socialiste America Avaro qui a pris la parole.

**Costa Rica** : meeting public appelé par le PRT, appel repris largement par la presse, mais la manifestation et dissoute par la police avant d'arriver à l'ambassade.

**Pérou** : le 10, adresse d'un communiqué à l'ambassade américaine, condamnant l'ingérence américaine au Salvador, signé par des dirigeants des partis de gauche et des dirigeants syndicaux. Par ailleurs, le POMR et le PST (sections du Comité international), qui sont à l'initiative du communiqué, appellent à un meeting à Lima pour le 19.

**Allemagne** : meetings à Bonn, Hambourg, Francfort et Berlin. Dans cette dernière ville, un ouvrier de l'Allemagne orientale était présent. Une déclaration a été adressée à l'ambassade américaine, signée par des milliers d'ouvriers, étudiants, professeurs, députés du parti social-démocrate et des militants de la Jeunesse socialiste.

**Angleterre** : meeting face à l'ambassade avec la participation de députés et conseillers municipaux travaillistes et de dirigeants syndicaux. Création d'un comité travailliste de solidarité avec le Salvador.

**Belgique** : lettre à l'ambassade américaine contre l'intervention au Salvador, signée par le président du groupe parlementaire du PC et de nombreux dirigeants syndicaux, ainsi que par le secrétaire général de la centrale ouvrière

**Italie** : à Rome, meeting de 700 personnes où un représentant du FDR a pris la parole. Participation de représentants du PC et du PS. A Naples, diffusion d'une déclaration signée par la LSR (section du Comité international) et les Jeunesses communistes et socialistes.

**Espagne** : envoi d'une déclaration à l'ambassade, signée, entre autres, par le comité provincial de Madrid de l'UGT.

**Portugal** : le gouvernement interdit le meeting public convoqué par le POUS et le PST. Une délégation apporte une pétition de plusieurs milliers de signatures, mais un peloton de Marines interdit l'entrée à l'ambassade.

De plus, meetings au Danemark, en Suède, en Suisse, aux Antilles, au Honduras, à Panama, au Nicaragua et au Sénégal. Au Brésil, convocation d'un meeting par Convergence socialiste et l'OSI pour le 24 février, face au consulat américain de Sao Paulo.



## La IV<sup>e</sup> Internationale (CI) a réalisé une journée mondiale pour la défense de la révolution salvadorienne contre l'intervention US DECLARATION DU COMITE EXECUTIF

A l'appel de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) », le 10 février, des milliers de militants, travailleurs, jeunes et leurs organisations ont exprimé dans le monde entier la volonté de défendre la révolution au Salvador contre l'intervention impérialiste.

La journée internationale a été un succès, comme le démontrent les informations, encore partielles, que nous reproduisons dans ces pages.

La démonstration a été faite de la capacité de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) » à intervenir dans la lutte des classes mondiale de façon centralisée, et de l'écho que ses propositions rencontrent parmi les travailleurs d'avant-garde.

L'orientation de front unique ouvrier pour le boycott de la junte salvadorienne, l'exigence de « A bas la junte ! » et « Dehors l'impérialisme ! » ont pu s'exprimer au travers de l'initiative de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) ».

Depuis la Conférence mondiale ouverte qui a constitué la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) » et qui a élu un conseil général et un comité exécutif, la journée du 10 février constitue la première initiative d'envergure de la direction élue à cette conférence. Toutes les organisations affiliées ont répondu massivement à cette journée du 10 février.

Malgré le refus du Secrétariat unifié de participer et d'organiser en commun cette journée, la présence d'organisations affiliées au SU prenant part aux initiatives prises dans différents pays démontre que le sectarisme et le « triomphalisme » de la direction du Secrétariat unifié rencontrent de plus en plus de difficultés.

Le comité exécutif de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) » considère que la réussite de la journée du 10 février doit permettre que la campagne Salvador-Pologne, décidée à la fin de la Conférence mondiale, prenne une grande ampleur. La tenue de meetings, de journées d'étude et de rassemblements organisés par la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) » dans tous les pays manifestera la continuité de l'action internationaliste de l'avant-garde révolutionnaire.

Renforcer les rangs des organisations de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) » dans chaque pays signifie construire l'instrument indispensable pour la victoire.

### Correspondance internationale - La Vérité

Revue mensuelle

Comité de rédaction : Pierre Lambert, Nahuel Moreno, Christian Nemo, Ernesto Gonzalez.

Directeur : Pierre Lambert

Rédaction en Amérique latine : Carrera 17 No. 30 - 12 Bogotá - Colombia

Rédaction en Europe : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 51 695